

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LA

COUR DE JUSTICE ARBITRALE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Mardi 27 Janvier 1914, à 3 heures

PAR

AUGUSTE MALAUZAT

Président : M WEISS, Professeur.
Suffragants { *MM. MASSIGLI, Professeur.*
 { *LESEUR, Professeur.*

PARIS

LIBRAIRIE DE JURISPRUDENCE
ANCIENNE ET MODERNE

Edouard DUCHEMIN

18, Rue Soufflot, 18

1914

*Thèse
Paris
1914*



Digitized by the Internet Archive
in 2026

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

65061.

LA

COUR DE JUSTICE ARBITRALE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Mardi 27 Janvier 1914, à 3 heures



PAR

AUGUSTE MALAUZAT

Président : M. WEISS, Professeur.

Suffragants { *MM. MASSIGLI, Professeur.*
LESEUR, Professeur.

PARIS

LIBRAIRIE DE JURISPRUDENCE

ANCIENNE ET MODERNE

Edouard DUCHEMIN

18, Rue Soufflot, 18

1914

LA COUR DE JUSTICE ARBITRALE

INTRODUCTION

« Dans l'histoire, a dit M. de Martens, il y a eu toujours des époques où de grandes idées dominaient et entraînaient les âmes ; tantôt c'était la religion, tantôt un courant philosophique, tantôt une conception politique. Le fait le plus éclatant dans ce sens est celui des croisades. De tous les pays partait ce cri : A Jérusalem ! Dieu le veut !

Aujourd'hui, la grande idée qui domine notre temps, est celle de l'arbitrage. Dès qu'un conflit s'élève entre les nations, même s'il ne relève pas de l'arbitrage, on entend depuis l'année 1899 ce cri unanime : « A La Haye ! »

Ces paroles d'espoir, que prononçait le délégué russe en 1907, ont été démenties par les événements, et l'heure semble mal choisie pour venir parler de paix et de concorde entre les États.

Des peuples viennent de s'entre déchirer dans une guerre fratricide et le feu couve encore sous la cendre, toujours prêt à déterminer de nouvelles explosions. A peine le grondement du canon s'est-il un peu apaisé, que déjà les États accroissent leurs armements et leurs effectifs dans des proportions considérables.

Une préparation aussi intense à la guerre n'apparaît pas comme un gage de paix, et l'on se demande avec anxiété quel rôle joue l'arbitrage international si les nations ne croient pouvoir défendre leurs droits que par la force de leurs armes.

A voir des armements aussi considérables, il semblerait que, dans certaines circonstances, la guerre fût le seul moyen pour les États de faire reconnaître le bien fondé de leurs prétentions. Et cependant, il n'existe pas, à notre avis, un seul cas où apparaisse la nécessité inéluctable de recourir aux armes. Loin de nous la pensée d'affirmer qu'une guerre ne puisse jamais être légitime. Nous croyons au contraire qu'une nation a inéluctablement le droit de se défendre lorsqu'elle est attaquée, lorsqu'on ne respecte pas ses droits, et que tous les moyens pour résoudre pacifiquement la question ont été épuisés. Mais nous affirmons que, dans toutes les hypothèses, et lorsque les deux parties sont d'égale bonne foi, elles peuvent toujours s'adresser à un arbitre pour faire solutionner leur différend. Seule la mauvaise volonté des États peut s'opposer au fonctionnement de l'arbitrage.

Lorsqu'une guerre est sur le point d'éclater, il faut

toujours distinguer entre sa cause réelle et son motif apparent.

La cause réelle ne sera que rarement soumise à un arbitrage, car si elle intéresse au plus haut point la prospérité d'un pays, elle n'a souvent rien de commun avec la justice.

Les États, par contre, consentiront assez facilement à soumettre à la décision des arbitres le prétexte qui pourrait donner naissance à une guerre, espérant le voir bientôt renaître et dans des circonstances encore plus favorables.

Malgré son rôle effacé, le tribunal international est cependant d'une incontestable utilité. Il est possible, grâce à lui, d'éliminer certaines causes de discordes. On gagne du temps, la guerre est retardée, il s'établit entre les peuples des relations plus faciles, et les moindres incidents ne prennent plus comme cela se voit journellement, des proportions inquiétantes.

Avec l'habitude de l'arbitrage, les sentiments de l'opinion publique se modifient et un désir de paix vient remplacer insensiblement dans le cœur des hommes cette haine qui existe entre certaines nations ou certaines races et qui risque toujours d'entraîner les gouvernements à des conflits armés.

« Répandez des sentiments pacifiques et vous aurez la paix. Répandez des sentiments belliqueux et vous aurez la guerre » (1).

(1) De Laveley, *Des causes actuelles de guerre en Europe*, préface, p. 2.

L'importance de l'arbitrage réside donc surtout dans ses conséquences et non dans ses avantages immédiats. Mais qui oserait en contester l'utilité, même si par ce moyen on ne devait empêcher qu'une guerre sur cent, quand on songe aux hécatombes d'hommes et aux ruines de toutes sortes qui seraient ainsi évitées.

Pour rendre plus fréquente la pratique de l'arbitrage, il serait extrêmement utile de mettre à la disposition des États un tribunal auquel non seulement ils s'adresseraient sans crainte, mais encore qui, par sa présence seule, attirerait à lui un nombre plus grand de litiges.

Evidemment, ce serait verser dans l'utopie que d'espérer une cour d'arbitrage qui fonctionnerait dans le monde et dont les décisions s'imposeraient aux États, comme fonctionne dans une nation un tribunal national dont les décisions s'imposent aux individus. Mais sans aller jusque-là, et tout en respectant l'indépendance des États, ne serait-il pas possible d'instituer un tribunal réellement permanent?

La deuxième conférence de la paix a élaboré dans ce sens un projet de convention pour l'établissement d'une cour de justice arbitrale : tribunal permanent et facultatif, d'un accès facile, composé de juges impartiaux.

Ce projet fera l'objet principal de notre étude. Mais nous montrerons auparavant que la cour permanente d'arbitrage, créée en 1899, avait laissé subsister tous les vices inhérents à l'arbitrage occasionnel. Nous nous demanderons également si l'existence d'une cour, réellement permanente mais facultative, serait incompatible avec le

principe de souveraineté des États, et nous exposerons enfin, de façon à mieux pouvoir juger l'œuvre de 1907, quelques-uns des projets qui ont été proposés pour l'établissement d'un tribunal international permanent.

PREMIÈRE PARTIE

CHAPITRE I

CRITIQUES DE LA COUR PERMANENTE D'ARBITRAGE UTILITÉ DE LA PERMANENCE

La Cour permanente d'arbitrage, organisée par la première conférence de la paix, est une simple liste d'arbitres. Chaque puissance signataire de la convention a le droit de désigner quatre personnes au plus qui sont inscrites sur la liste « au titre de membre de la cour ». Cette cour est compétente « pour tous les cas d'arbitrage, à moins qu'il n'y ait entente entre les parties pour l'établissement d'une juridiction spéciale » (1).

Lorsque les parties veulent soumettre leur différend à la cour, elles doivent s'entendre sur le choix d'un certain nombre d'arbitres qui forment le tribunal compétent pour statuer sur le litige.

(1) Article 42 de la Convention de 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

Un bureau international établi à La Haye sert de greffe à la cour.

Cette cour, on le voit, n'est pas permanente mais inexistante. On peut, le cas échéant, organiser le tribunal ; mais il disparaît dès que l'affaire est terminée. « Singulière cour permanente où les juges prennent et quittent leur rôle avec chaque procès, au hasard des désignations individuelles, suivant un procédé comparable soit au tirage du jury de jugement sur la liste du jury de session, soit plus encore, à cause de la liberté du choix, à la désignation par les plaideurs d'un avocat sur le tableau de l'ordre » (1). Ce n'est, en réalité, que le « fantôme d'une cour, un spectre impalpable, ou pour parler plus nettement... un greffe avec une liste » (2).

A notre avis, la permanence est cependant éminemment utile à une cour d'arbitrage. Il faut qu'elle soit en mesure de juger le litige dès qu'il se présente et il est nécessaire que, par son existence même, elle oblige moralement les États à s'adresser à elle.

« C'est un principe, non seulement que la fonction crée l'organe, mais encore que l'organe crée la fonction. Instituer une cour permanente toujours prête à juger les conflits. C'est adresser une invitation perpétuelle en faveur de l'arbitrage et faciliter son application en épargnant aux

(1) De Lapradelle, « La conférence de la paix », *R. D. I. P.*, 1899, p. 809.

(2) M. Asser, 1^{re} sous-commission, séance du 16 juillet 1907, t. II, p. 238.

États la peine et l'ennui d'une organisation arbitrale, que sans doute ils peuvent rejeter, modifier ou retoucher à leur guise, en vertu de leurs conventions, mais qu'ils trouvent prête à fonctionner en l'absence même de toute convention particulière » (1).

Le sentiment de la justice internationale ne peut réellement se développer et se fortifier dans le monde que s'il a pour fondement quelque chose de tangible. « Il ne faut pas, a dit le baron Descamps, que les hommes pensent que le monde international moderne est en quelque sorte fatalement livré à l'anarchie, sauf aux rares intervalles où apparaît sur la terre l'image d'une justice fugitive aussitôt brisée qu'adorée » (2). Il est donc nécessaire que le tribunal international devienne une réalité qui rappellera aux hommes l'existence d'un moyen pacifique, pour résoudre les conflits internationaux. L'opinion publique se familiarisera avec cette idée, et cessant d'être la complice des États belliqueux, elle deviendra le plus puissant auxiliaire de l'arbitrage. Nous n'allons pas jusqu'à prétendre que l'opinion publique est maîtresse de diriger à sa guise les affaires humaines ; mais nous croyons qu'elle « prépare les solutions et finit par donner une impulsion au genre humain » (3).

(1) De Lapradelle, « La conférence de la paix », *R. D. I. P.*, 1899, p. 793.

(2) Baron Descamps, « Essai sur l'organisation de l'arbitrage international », *R. D. I.*, 1896, p. 44.

(3) Arthur Desjardins, *Compte rendu de l'Académie des sciences morales et politiques*, 1899, t. II, p. 344.

Lorsqu'il n'existe pas de tribunal permanent, il est extrêmement difficile aux États de s'entendre sur sa composition au moment où éclate le conflit, puisque les relations entre les deux pays sont tendues, et que toute manifestation loyale de la part de l'un risque d'être interprétée par tous comme un acte de faiblesse (1). Celui qui le premier propose de soumettre l'affaire à un tribunal d'arbitrage peut donner lieu de penser qu'il n'est pas très sûr de son droit, ou bien qu'il cherche à gagner du temps de façon à mieux se préparer à la guerre. Dans la première hypothèse, l'adversaire a une tendance naturelle à exagérer ses prétentions; dans la seconde, il se prépare à repousser l'attaque qu'il redoute.

Dans l'un et l'autre cas, le conflit ne peut que s'envenimer.

Si l'une des parties est animée en outre de mauvais vouloir et cherche à éviter l'arbitrage, il lui est toujours facile de faire naître des obstacles qui rendent très difficile l'entente avec l'adversaire au sujet de la composition et aussi de la compétence du tribunal arbitral. D'ailleurs, même en l'absence de tout mauvais vouloir, cette entente est toujours difficile. Chacune des parties désigne, en effet, un même nombre d'arbitres et, comme ces personnes lui sont, en principe, entièrement dévouées, il est à craindre que les arguments de l'adversaire n'aient

(1) Kamarowsky, *Le tribunal international*, pp. 503 et suiv.; De Laveley, *Causes actuelles de guerre en Europe*, p. 195.

aucune prise sur eux. Le surarbitre à lui seul rend donc le jugement. Mais comment va-t-on pouvoir le désigner ?

D'après l'article 45 de la convention de 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux, lorsque les parties n'ont pas pu se mettre d'accord au sujet de la composition du tribunal, chacune d'elle doit désigner deux arbitres « dont un seulement peut être son national ou choisi parmi ceux qui ont été désignés par elle comme membres de la cour permanente. Ces arbitres choisissent ensemble un surarbitre.

En cas de partage des voix, le choix du surarbitre est confiée à une puissance tierce désignée de commun accord par les Parties.

Si l'accord ne s'établit pas à ce sujet, chaque partie désigne une puissance différente, et le choix du surarbitre est fait de concert par les puissances ainsi désignées.

Si, dans un délai de deux mois, ces deux puissances n'ont pu tomber d'accord, chacune d'elles présente deux candidats pris sur la liste des membres de la cour permanente, en dehors des membres désignés par les parties, et n'étant les nationaux d'aucune d'elles. Le sort détermine lequel des candidats ainsi présentés sera le surarbitre. »

Les difficultés que nous avons signalées plus haut ne sont donc pas supprimées par l'existence de cette cour permanente d'arbitrage, où mieux de cette liste, puisque les parties doivent, au moment même ou entre elles les relations sont devenues plus difficiles, procéder à la nomi-

nation de leurs arbitres et s'entendre sur le nom du sur-arbitre qui viendra les départager.

Que cette désignation soit faite directement ou par l'intermédiaire d'une Puissance amie, cela revient au même. La conférence de la paix a examiné l'obstacle sur ses différentes faces, mais elle ne l'a pas surmonté car l'accord des deux parties¹ sur le nom d'une même puissance est tout aussi difficile que sur le nom d'une même personne. Si les parties désignent chacune une puissance différente, la difficulté est alors changée de place, mais elle subsiste. Comment ces puissances peuvent-elles en effet résoudre le problème ? Chacune d'elles, pour sauvegarder les intérêts de celle qui l'a désignée, et qui est son alliée ou du moins son amie, va refuser d'accepter le surarbitre proposé par l'autre ; si bien qu'en dernière ressource, le sort déterminera qui sera surarbitre.

C'est là un procédé assez rudimentaire et l'on s'en remet purement au hasard de soin de rendre la sentence puisque la cause même de la difficulté est la crainte que le surarbitre se prononce en faveur de celui des États qui l'a désigné.

Même lorsque le surarbitre juge d'une façon impartiale, il n'en est pas moins soupçonné de bienveillance à l'égard d'une partie, et nous devons regretter que la première conférence de la paix n'ait pas osé faire disparaître ces obstacles² qui viennent paralyser le développement de l'arbitrage.

Grâce à la délégation française, il a été pris cependant,

en 1899, une demi mesure pour rapprocher les parties et leur éviter les premières démarches.

Lorsqu'un « conflit aigu » menace d'éclater entre deux Etats (art. 27, convention 1899 ; art. 48, convention 1907), les autres puissances signataires « considèrent comme un devoir » de leur rappeler que la cour d'arbitrage leur est ouverte.

Il ne faudrait pas s'illusionner sur la portée véritable de cette disposition dont l'idée est évidemment excellente, mais dont le résultat est extrêmement problématique (1). Les Puissances hésiteront toujours à faire une démarche qui non seulement pourrait rester inefficace, mais qui les obligerait encore moralement pour l'avenir à recourir elles-mêmes à l'arbitrage.

On aurait obtenu un résultat plus appréciable, si au lieu de laisser aux Puissances le soin de faire cette invitation, on en avait chargé le Bureau international comme l'avait proposé M. d'Estournelles de Constant (2). A

(1) Voir De Lapradelle, *R. D. I. P.*, « La conférence de la paix », 1899, pp. 814 et suiv.

(2) Proposition de M. D'Estournelles de Constant : « Les puissances signataires, considérant comme un devoir, dans le cas où un conflit aigu menacerait d'éclater entre deux ou plusieurs d'entre elles, de rappeler à celles-ci que la cour permanente leur est ouverte, donnent mandat au Secrétaire général du Bureau de se mettre, le cas échéant, à la disposition de chacune des parties intéressées, en s'adressant par écrit à leur représentant dans les Pays-Bas. L'exercice de ce mandat ne pourra pas être considéré comme un acte peu amical » (13^e séance, comité d'examen, 3 juillet 1899, *Actes et documents*, 4^e partie, p. 167).

chaque menace de conflit, le Bureau international aurait rappelé aux États l'existence de la Cour « avec la régularité mécanique et l'exactitude automatique d'un honnête et ponctuel fonctionnaire (1). »

Si une semblable disposition avait été adoptée, il serait permis de croire que les États, dans bien des cas, n'oseraient plus se dérober à l'invitation qui leur serait faite et un résultat définitif serait atteint si, grâce à l'existence d'un tribunal permanent, on enlevait aux parties la possibilité de refuser par la suite l'arbitrage, en invoquant comme prétexte les difficultés qu'elles peuvent éprouver à s'entendre sur la désignation des arbitres.

On pourrait reprocher (2) aussi à la Cour d'arbitrage créée en 1899 de laisser à la charge des parties tous les frais occasionnés par le Tribunal. Il est possible, a-t-on dit, que ces frais éloignent de la Cour les États, qui ne voudront pas faire des dépenses considérables pour des affaires d'importance minime. En réalité que sont ces frais si on les compare aux milliards consacrés chaque année, à l'entretien d'armées qui ne doivent servir, nous affirment-on, qu'à assurer la Paix ?

Si l'affaire est susceptible d'apporter le moindre trouble dans les relations internationales, les États ne doivent jamais hésiter à engager de semblables dépenses, et, on ne peut raisonnablement vouloir mettre ces frais à la

(1) De Lapradelle, *R. D. I. P.*, « La conférence de la paix », p. 816.

(2) M. Choate, 1^{re} sous-commission, 9^e séance, 1^{er} août 1907.

charge de toutes les nations, que pour enlever aux parties la ressource d'invoquer un mauvais prétexte.

Par contre, un grief beaucoup plus important, qui a été adressé aux arbitrages occasionnels et qui peut être fait aussi à la Cour permanente d'arbitrage, c'est de ne pas faire juger les litiges par de véritables juges. Sur la liste sont inscrites des personnes à compétence militaire, politique, scientifique et juridique. Sans contester ni la valeur ni la science de ces personnes, il serait plus logique cependant de leur préférer de véritables jurisconsultes, car « c'est un lieu commun que de dire qu'un savetier doit s'en tenir à son métier. »

De plus les arbitres inscrits sur la liste étant très nombreux ils ne peuvent être appelés à siéger que rarement, ce qui est un obstacle au développement de leur habileté professionnelle.

On peut reprocher enfin au système adopté en 1899 de n'avoir pas su établir un lien entre ces tribunaux successifs qui, organisés à l'occasion d'un litige, disparaissent dès que la sentence a été rendue. Ces arbitres qui sont appelés à y siéger successivement ne sentent pas « peser sur eux le poids d'une responsabilité embrassant tout le passé et tout l'avenir (1). » Les sentences de ces arbitres sont rendues en vue de trancher le litige spécial, mais non pour servir de précédent (2). Aussi ne peut-il pas se former une

(1) Descamp, « Essai sur l'organisation de l'arbitrage international »; *R. D. I.*, 1896, p. 43.

(2) Sumner Maine, *La Guerre*, pp. 283 et suiv.

jurisprudence qui aurait toute la force désirable pour s'imposer dans l'avenir aux autres Tribunaux d'arbitrage. L'utilité de cette jurisprudence est cependant incontestable, car il n'existe pas en droit international de « législateur suprême » qui puisse établir des règles et les imposer aux États indépendants. Il faut donc qu'il se dégage des décisions des arbitres, une coutume qui ne sera « pas inférieure à celle des lois écrites » (1) et qui servira de précédent pour tous les litiges à venir.

Ce résultat ne pourra être atteint que le jour où l'on aura créé un tribunal permanent, dont la fonction essentielle sera de faire l'application à un cas concret des principes du droit international. Les juges, grâce à l'exercice de leurs fonctions, auront le sentiment de leur responsabilité et, à l'exemple de tous les fonctionnaires de l'ordre judiciaire, ils se feront remarquer par un grand souci d'impartialité. La personnalité de l'homme disparaîtra en quelque sorte devant celle du juge (2). Le Tribunal inspirera confiance aux États, et les litiges qui seront portés devant lui deviendront de plus en plus nombreux. Évidemment, ce Tribunal ne fera pas à tout jamais « disparaître la mauvaise volonté de la surface de la terre », mais il y aura enfin « une juridiction régulière pour ceux qui désireront effectivement et de bonne foi la paix (3). »

(1) M. Weiss, « L'arbitrage de 1909 entre la Bolivie et le Pérou », *R. D. I. P.*, 1910, p. 406.

(2) Mougins de Roquefort, *La solution juridique des conflits internationaux*, p. 208.

(3) Kamarowsky, *Le tribunal international*, p. 503.

CHAPITRE II

DE LA POSSIBILITÉ D'INSTITUER UN TRIBUNAL PERMANENT

La première conférence de la paix n'a pas osé créer un tribunal réellement permanent, car, écrit M. de Lapradelle : « Scrupuleux et défiant, les délégués des États craignent de dresser à côté des parties en litige un pouvoir rival (1). » Ils ont cru que la permanence mécon-

(1) « Ils se souviennent des anciennes luttes des parlements contre la royauté. Ils se rappellent que, chez l'abbé de Saint-Pierre, chez Kant et Fichte, le projet d'une juridiction internationale se liait à un système politique spécial; est-ce que la constitution d'un tribunal permanent, fixe et siégeant en tout temps, ne pourrait pas former la base et le nœud d'une fédération politique entre les États qui auraient organisé ce tribunal et s'y trouveraient représentés? Ils se rappellent aussi que, chez l'écossais Lorimer, ce même projet se liait à une organisation de la société internationale : en donnant à la cour un caractère absolu de permanence et de continuité, il était à craindre qu'elle ne devint le noyau d'une organisation nouvelle, le germe de l'état international, rêvé par Lorimer, et qui pourrait un jour mettre en échec, puis en tutelle, les États nationaux eux-mêmes. A peine le principe d'une juridiction permanente était-il posé, que les délégués s'attachaient, dans le détail de sa constitution, à parer dès maintenant ce danger lointain, au risque immédiat d'affaiblir et

naîtrait le principe de l'arbitrage, et qu'en instituant pour juger les litiges internationaux un organisme à forme judiciaire, ils établiraient un pouvoir supérieur qui porterait atteinte à la souveraineté des États (1).

Cependant, si en dernière analyse, arbitrage et justice se confondent dans une même idée, « celle de la reconnaissance du droit entre deux prétentions qui se contredisent », il n'en subsiste pas moins entre ces deux institutions de grandes différences. S'il existait entre elles une « identité substantielle » elles ne seraient pas consacrées et autorisées l'une et l'autre par les lois de tous les pays ; cette coexistence, dans une même législation, prouve donc bien leur « diversité irréductible (2). »

La justice émane de la souveraineté et s'impose à l'obéissance des parties. Elle suppose un état de dépendance et de sujétion, tandis que l'arbitrage, au contraire, œuvre d'une convention, ne possède comme autorité que celle qui lui a été reconnue par la libre volonté des contractants.

Si la justice est préférable dans les rapports entre les individus, dans une même nation, l'arbitrage, par contre, est seul possible dans les rapports entre les États, car les

de paralyser le jeu même de l'institution » (De Lapradelle, « La conférence de la paix », *R. D. I. P.*, 1899, p. 806).

(1) Discours de M. Bourgeois, séance du 9 juin 1899 ; M. Arthur Desjardins, *Compte rendu de l'Académie des sciences morales et politiques*, 1899, 2^e partie, pp. 543 et suiv. ; MM. Funck-Brentano et Sorel, *Précis du droit des gens*, pp. 440 et suiv.

(2) M. Ruy Barbosa, 6^e séance, comité d'examen, 2 septembre 1907.

nations souveraines ne se reconnaissent pas d'obligations en dehors de celles qu'elles se sont imposées elles-mêmes.

Pourrait-on substituer dans les rapports internationaux la justice à l'arbitrage ?

D'après M. Barbosa, on remplacerait, en agissant ainsi, l'assentiment volontaire par la contrainte, et le pouvoir judiciaire international serait créé. De là à créer les deux pouvoirs exécutif et législatif internationaux, il n'y aurait qu'un pas, et nous assisterions bientôt à l'avènement des « États unis du monde. » Pour maintenir l'ordre et sévir contre les nations rebelles, il faudrait organiser un système de répression. Les nations les plus fortes seraient chargées d'imposer aux plus faibles l'obéissance aux commandements de cette souveraineté internationale. « La paix à outrance, en croyant embrasser la justice au lieu de l'arbitrage, finirait par mettre la force à la place du droit (1). »

Nous ne pensons pas que l'établissement d'une fédération universelle ou d'un État international soit une chose possible. Cependant, si une semblable transformation pouvait jamais s'effectuer, nous ne croyons pas que la force viendrait prendre la place du droit, mais au contraire qu'elle serait mise à sa disposition. Dans un État bien organisé, il faut une autorité très-forte pour que soit sauvegardée la liberté des individus. En supprimant la

(1) M. Ruy Barbosa, même séance, *Actes et documents*, t. II, p. 660. Dans ce sens, voir Ch. Perin, *L'ordre international*, p. 76.

force, l'autorité n'est plus qu'un vain mot, et à l'ordre succède l'anarchie. Ce qui est vrai pour les États le serait aussi pour ces « États unis du monde », et il faudrait que la force fût mise à la disposition de cette souveraineté internationale pour que soient respectés l'ordre et le droit.

Mais tout en restant dans le domaine des choses actuellement possibles, et sans vouloir établir une autorité supérieure ni substituer, dans les rapports internationaux, l'arbitrage à la justice, nous pensons qu'il serait possible, sans porter atteinte à la souveraineté des États (1), de créer un tribunal international permanent. « Les grands États modernes, en même temps qu'ils ont conscience de leur puissante personnalité, a dit le baron Descamps, reconnaissent dans le droit la règle commune des rapports internationaux. Ils ne peuvent se montrer indifférents à une institution qui est la sanction pratique de cette reconnaissance et qui leur permet d'affirmer si noblement l'honnêteté de leur politique (2). » Ce tribunal devrait être permanent pour rendre plus facile la pratique de l'arbitrage. La permanence n'impliquerait d'ailleurs pas la création d'un pouvoir judiciaire, car une simple modification dans la forme ne pourrait pas entraîner une transformation complète de l'institution elle-même. On a bien objecté, il est vrai, que le libre choix des juges par les

(1) Charles Perin, *Les lois de la Société chrétienne*, t. II, p. 386 ; De Martens, *Traité de droit international*, t. II, p. 265.

(2) « Essai sur l'organisation de l'arbitrage », *R. D. I.*, 1896, p. 61.

parties étant le fondement même de l'arbitrage on y porterait atteinte en constituant le tribunal à l'avance. Mais en réalité, si, pour chaque cas particulier, le libre choix des juges par les parties n'interviendrait plus, ce serait parce que les États, à l'avance et une fois pour toutes, en auraient déterminé la composition. On ne se trouverait peut-être plus en présence de l'arbitrage type, mais en présence d'une « modalité de l'arbitrage ».

Évidemment, les Etats ne pourraient pas, sans amoindrir leur indépendance, se soumettre à l'avance, pour toujours et dans tous les cas, à une magistrature déterminée. Mais puisque les États peuvent soumettre un litige à la décision d'arbitres par eux choisis, sans porter atteinte à leur souveraineté, cette souveraineté ne serait pas diminuée davantage dans le cas où les États prendraient volontairement l'engagement de soumettre à un tribunal international, pendant un certain laps de temps, une ou plusieurs catégories d'affaires. Dans le projet que nous étudierons, on ne prévoyait d'ailleurs que l'établissement d'une cour d'arbitrage permanente et facultative. S'il fut question, devant la deuxième conférence de la paix, de déclarer l'arbitrage obligatoire dans certains cas, l'obligation ne devait porter que sur l'arbitrage sans viser la compétence de la nouvelle cour.

Avant d'organiser le tribunal serait-il nécessaire, comme on l'a prétendu, de formuler la loi qu'il aurait mission

(1) Funck-Brentano et Sorel, *Précis du droit des gens*, p. 440 et suiv. ; Ruy Barbosa, 10^e séance, 1^{re} sous-commission, 3 août 1907.

d'appliquer ? Nous ne le croyons pas, car « le droit international, sans être codifié, a néanmoins des sources reconnues, dont les deux principales, la coutume et les conventions, ne laissent pas d'être dans bien des cas des guides suffisants » (1). De plus, ne serait-il pas à craindre qu'après nous avoir affirmé qu'un tribunal est inutile parce qu'il n'y a pas de loi, on ne vienne soutenir que la loi elle-même est inutile parce qu'il n'y a pas de tribunal ?

L'établissement d'un tribunal permanent d'arbitrage est non seulement une chose actuellement possible, mais encore nécessaire, si les Etats ne veulent pas se laisser complètement écraser par les dépenses considérables occasionnées par l'entretien de leurs forces militaires. Tous les peuples ont un intérêt commun au maintien de la paix et la loi qui régit les relations internationales n'est pas, comme on l'a prétendu (2), celle de la lutte pour la vie. La prospérité d'un État ne saurait s'établir sur la ruine des autres, car les troubles occasionnés par une guerre ne s'arrêtent pas seulement aux frontières des belligérants. « Le moyen le plus sûr d'éviter la guerre, c'est d'en éloigner les prétextes. L'administration de la justice par les tribunaux nationaux a fait disparaître l'emploi de la force dans les relations individuelles, un tribunal international, où la justice serait distribuée impartialement aux

(1) Descamps, « Essai sur l'organisation de l'arbitrage international », *R. D. I.*, 1896, p. 52. Dans le même sens, voir Kamarowsky, *Le tribunal international*, pp. 507 et suiv.

(2) Pillet, *La cause de la Paix et les deux conférences*, pp. 27 et suiv.

faibles et aux puissants, substituerait dans une large mesure au règne de l'homme celui du droit ; au désordre, la régularité ; à l'instabilité, l'équilibre ; à la discorde et à la crainte du lendemain, la paix et la sécurité » (1).

Lorsqu'on étudie l'histoire de la procédure romaine, on s'aperçoit qu'au début, les hommes se font justice eux-mêmes ; ensuite les plaideurs pour chaque affaire choisissent leur juge qui reçoit ses pouvoirs du préteur ; enfin, au terme de l'évolution, la justice est distribuée par des juges permanents (2).

Une transformation identique s'est accomplie dans les Etats fédératifs où l'arbitrage a cédé très rapidement la place à la justice (3).

Pourquoi n'en serait-il pas de même dans les rapports entre les Etats puisque la création d'un tribunal permanent est une chose possible et désirable ? Un semblable progrès est réclamé par l'opinion publique qui désire la paix, et

(1) Discours de M. Scott, 9^e séance, 1^{re} commission, 1^{re} sous-commission, 1^{er} août 1907, *Actes et documents*, t. II, p. 321.

(2) Mougins de Roquefort, *La solution juridique des conflits internationaux*, pp. 325 et suiv.

(3) Bien que l'évolution qui s'est accomplie dans les Etats fédératifs puisse être attribuée au lien qui reliait ces états, il y a là, malgré tout, « une preuve que le tribunal régulièrement organisé est le terme auquel doit aboutir dans la sphère internationale le mouvement civilisateur » (Mougins de Roquefort, *La solution juridique des conflits internationaux*, p. 238).

qui, nous l'espérons, saura obliger les Etats (1) à prendre les moyens nécessaires pour la rendre moins fragile.

(1) Le principal obstacle à l'établissement d'un tribunal permanent, c'est que les États « ne croient point d'une façon générale au bien prouvé des prétentions qu'ils auront à soutenir, c'est qu'ils ont une arrière pensée, c'est qu'ils veulent se ménager, sous de spécieux prétextes, la possibilité d'assouvir de coupables ambitions, ou de faire diversion par un recours aux armes, à des symptômes menaçants pour eux ; en un mot c'est qu'ils sont de mauvaise foi... Ce serait trop simple que chacun n'obtient que ce qui lui est dû... que deviendrait alors ce qu'on appelle la politique, et les menées secrètes, et les intrigues diplomatiques, et toutes ces aventures dont les peuples font les frais, qui peuvent à chaque instant compromettre leurs intérêts les plus chers et même leur existence (Mougins de Roquefort, *La solution juridique des conflits internationaux*, pp. 233-234).

CHAPITRE III

L'HISTORIQUE DU MOUVEMENT EN FAVEUR DE LA CRÉATION D'UN TRIBUNAL PERMANENT D'ARBITRAGE

SECTION I

Peut-on trouver dans le passé des exemples de tribunaux permanents d'arbitrage

Il semblerait bien difficile de pouvoir trouver dans l'antiquité où triomphe surtout la tendance guerrière, une institution qui ressemblât à un tribunal permanent d'arbitrage. « L'antiquité est dominée tout entière par une puissance maîtresse : « la religion (1). » La guerre se fait sur l'ordre des dieux, et tous les moyens sont bons aux combattants pour arriver à leurs fins (2). « On ne faisait pas seulement la guerre aux soldats, on la faisait à la population tout entière, hommes, femmes, enfants,

(1) Revon, *L'Arbitrage international*, p. 62.

(2) Ch. Perin, *Les lois de la Société chrétienne*, t. II, p. 325.

esclaves. On ne la faisait pas seulement aux êtres humains ; on la faisait aux champs et aux moissons (1). »

Et cependant, chose admirable, il a existé, au sein de cette société antique, un premier germe d'arbitrage international dont nous sommes redevables à la religion, source de tout le bien et de tout le mal.

EN GRÈCE

Il a existé en Grèce des conseils d'amphictions dont l'attribution principale était d'honorer les dieux (2). Ils décernaient aussi des récompenses à ceux qui avaient bien servi la patrie, et mettaient certaines restrictions aux guerres, lorsqu'elles éclataient entre les États de la Confédération. Ils imposaient des trêves pour l'ensevelissement des morts ; ils interdisaient aux belligérants d'intercepter les eaux potables ou de détruire les villes lorsqu'elles étaient prises (3). Mais leur rôle ne s'est pas borné uniquement à édicter des règles de sagesse et d'humanité ; ils ont été dans certaines circonstances des arbitres internationaux. En l'an 345 avant J.-C., Athènes et Delos qui se disputaient la possession du temple situé dans l'île de Delos portèrent leur différend devant le Conseil d'amphictions, qui rendit une sentence très probablement en faveur des Athéniens (4). Bien que l'ar-

(1) Fustel de Coulanges, *La Cité antique*, p. 243.

(2) Kamarowsky, *Le Tribunal international*, p. 113.

(3) Duruy, *Histoire des Grecs*, t. I, p. 322.

(4) Kamarowsky, *Le Tribunal international*, p. 114.

bitrage ne soit pas la fonction principale des conseils d'amphictions, il est permis d'affirmer cependant que « dans l'antiquité, on avait déjà recours à un tribunal international pour régler les conflits (1). »

Il n'y avait là qu'un germe d'arbitrage international puisque les décisions rendues n'intéressaient que des villes de même race (2). Mais il ne faut pas oublier que les sentences prononcées par un tribunal religieux à une époque où la religion était tout devaient avoir une force considérable.

Cette institution était permanente. La plus célèbre de ces amphictions, celle de Delphes, qui comprenait douze peuples confédérés, tenait ses assemblées le printemps à Delphes et l'automne aux Thermopyles (3).

A ROME

Les Romains, si remarquables dans toutes les branches de la guerre, de l'industrie et du droit, ne pouvaient avoir que du mépris pour ceux qu'ils soumettaient à leur domination après les avoir écrasés par la puissance de leurs armes (4). Aussi comment imaginer que Rome ait pu connaître l'arbitrage et qu'elle ait consenti à discuter d'égale à égale avec d'autres peuplades sans aucune organisation sociale?

(1) De Martens, *La Paix et la Guerre*, p. 15.

(2) Revon, *L'Arbitrage international*, p. 84.

(3) Duruy, *Histoire des Grecs*, p. 309, t. 1.

(4) Revon, *L'Arbitrage international*, p. 88.

Cependant, là comme en Grèce, mais sous une forme différente, l'arbitrage a fait son apparition. Si le Romain méprisait les barbares, il respectait ses dieux et surtout les craignait. C'était donc un collège de prêtres, un tribunal religieux, le collège des Fétiaux, qui était l'interprète du droit international. C'est lui qui déclarait si la guerre était juste ou si au contraire elle ne devait pas avoir lieu.

Ce collège de prêtres consacrés à Jupiter, examinait les plaintes des nations étrangères contre la République romaine et les motifs de guerre invoqués par Rome contre ses ennemis. Lorsque les griefs ne paraissaient pas fondés, Rome devait renoncer à la lutte, car si elle avait voulu faire une guerre injuste, les dieux l'auraient abandonnée (1).

On a prétendu (2) que les Fétiaux, lorsqu'ils examinaient une affaire, ne s'occupaient pas du fond mais uniquement de la forme, et que c'était là une organisation grâce à laquelle Rome pouvait accomplir des « iniquités légales » (3). « *Bellum justum* » n'aurait pas signifié guerre conforme à la justice, mais simplement guerre au sujet de laquelle auraient été accomplies un certain nombre de formalités. Mais, en raisonnant ainsi, on semble oublier que l'une de ces formalités consistait

(1) M. Weiss, *Le Droit fetial et les fetiaux*, pp. 14 et 28.

(2) Merignhac, *L'Arbitrage international*, p. 26 ; Laurent, *Etudes sur l'histoire de l'humanité*, t. III, p. 15.

(3) Revon, *L'Arbitrage international*, p. 97.

justement dans l'examen, par le collège des Fétiaux, des griefs allégués par le peuple romain, et qu'en outre les guerres entreprises par Rome étaient presque partout qualifiées de « *Pia* ». L'expression « *Pia* » jointe à « *Justa* » montre bien, qu'en plus du formalisme, le tribunal des Fétiaux devait observer aussi les règles de l'équité (1).

Lorsqu'il résultait de cet examen que Rome avait pour elle le bon droit, un certain nombre de membres du tribunal ayant à leur tête un « *Pater patratus* » allaient demander réparation au peuple coupable. Si réparation n'était pas accordée, la délégation revenait trente-trois jours après à la frontière ennemie pour faire des menaces (2). A partir de ce moment le Sénat et le peuple

(1) M. Weiss, *Le Droit fétial et les fétiaux*, p. 28. « Il existe une analogie très frappante, a dit M. Weiss, entre les formalités qui précédaient à Rome la déclaration de guerre et la procédure des « *legis actiones*. » Dans celles-ci, le demandeur invitait, par une « *denuntiatio* » son adversaire à comparaître « *in jure* » au bout de trente jours pour le choix et l'institution d'un juge.

Le délai expiré et le juge une fois nommé, venait la « *comperendinatio* », par laquelle les plaideurs promettaient de se trouver devant le juge le troisième jour. En fait le prononcé de la sentence était donc remis à trente-trois jours...

Dans la procédure de la « *Belli indictio* » telle que l'avait organisée le droit fétial, nous voyons le peuple romain jouer le rôle de demandeur au procès, sommer par le ministère des fétiaux la nation étrangère de faire droit à ses réclamations dans un délai identique de trente-trois jours, et, en cas de refus, lui déclarer la guerre, dont la « *manum consertio* » des « *legis actiones* » paraît avoir été l'image symbolique. M. Weiss, *Le droit fétial et les fétiaux*, p. 31.

romain avaient le droit de déclarer légitimement la guerre.

La décision rendue par le collège des Fétiaux n'était pas obligatoire, et le Sénat pouvait parfaitement se prononcer dans un sens différent. C'est ainsi que, lors du siège de Clusium, les ambassadeurs romains ayant pris les armes et tué un chef ennemi, le Sénat refusa de les livrer malgré l'avis contraire donné par les Fétiaux (1).

On ne doit pas s'étonner que cette décision n'ait été qu'un simple avis puisque de nos jours encore les sentences prononcées par les tribunaux internationaux ne sont pas obligatoires.

Cette institution romaine, malgré son caractère purement interne, avait cependant un rôle pacifique incontestable, et, à ce titre, elle mérite toute notre admiration. « Sainte institution s'il en fût, s'écriait Bossuet, et qui fait honte aux chrétiens, à qui un Dieu venu pour pacifier toute chose n'a pu inspirer la charité et la paix. »

AU MOYEN AGE

« Si on considère l'âge obscur qui succède à la période romaine, que voit-on ? Un immense chaos politique, les hordes barbares envahissant le vieux monde, brutalement, quoi qu'on en ait dit, sans principes de droit, sans notion de l'État, par tribus errantes qui se fixent,

(1) Revon, *L'Arbitrage international*, p. 97.

forment des groupes spontanés, ébauchent de petites organisations sociales, et qui bientôt ont à se défendre elles-mêmes contre de nouveaux venus (1). » Avec Charlemagne, l'ordre et la civilisation vont faire une première apparition, mais à sa mort, l'empire se divise de nouveau et le pouvoir passe des mains des rois dans celles des seigneurs qui ne songent qu'à guerroyer.

C'est alors qu'« une institution pacifique se dresse : L'Église (2). » L'Église vient prêcher aux hommes la charité et l'amour du prochain. Elle s'efforce d'apporter un peu d'humanité dans ces pratiques barbares, et, ne pouvant pas faire disparaître complètement la guerre, elle cherche du moins à la limiter. L'Église veut protéger en premier lieu les personnes qui ne peuvent pas se défendre, et elle menace de l'excommunication ceux qui s'attaqueraient à la personne ou aux biens des femmes, des enfants, des clercs, des voyageurs, des laboureurs et des marchands. Le Concile de Toulouges, en l'an 1041, établit la trêve de Dieu et le Concile de Nice oblige les belligérants à suspendre les hostilités chaque semaine du mercredi soir au lundi matin. Il est interdit en outre de se battre pendant l'Avent, pendant le Carême ainsi que les jours de fêtes. La trêve de Dieu « ne s'appliquait qu'en matière de discordes privées, et restait étrangère aux conflits qui pouvaient survenir entre nations (3). »

(1) Revon, *L'Arbitrage international*, pp. 107 et 110.

(2) Revon, *L'Arbitrage international*, pp. 107 et 110.

(3) Mougins de Roquefort, *La solution juridique des conflits internationaux*, p. 111.

Mais l'Église va étendre aussi son action pacifique aux relations internationales. Très différente de la religion païenne qui était essentiellement nationale (1), la religion chrétienne ne connaît pas de frontières. Elle établit un lien très fort entre les différents peuples unis par une croyance commune (2) et « le commandement de mutuelle charité, que le Christ a fait aux hommes, a porté ses fruits dans les relations de peuple à peuple aussi bien que dans les relations d'individus à individus (3). »

En leur qualité de médiateur entre le ciel et la terre, les papes s'érigèrent en juges pour tous les différends qui pouvaient s'élever entre les peuples. Se considérant comme les successeurs des Empereurs Romains, ils n'hésitaient pas, en tant que souverains, à faire comparaître les rois devant leur tribunal (4). L'arbitrage des papes au moyen âge était surtout un acte de souveraineté; ce n'était pas « la sentence finale d'un procès juridique, légalement conduit, soumis à certaines règles de procédure internationale, tranché enfin d'après les principes d'un droit des gens supérieur ; rien de commun que l'apparence et le nom avec nos arbitrages modernes » (5).

(1) Ernest Nys, « Le droit international et la papauté » *R. D. I.*, 1878, p. 503.

(2) Mérignhac, *L'Arbitrage international*, p. 31.

(3) Ch. Périn, *Les lois de la société chrétienne*, t II, p. 326.

(4) Kamarowsky, *Le Tribunal international*, p. 125 ; Revon, *L'Arbitrage international*, p. 123.

(5) Revon, *L'Arbitrage international*, p. 122. La thèse contraire a été soutenue par M. Charles Périn, *L'ordre international*, p. 46.

Malgré tout, le rôle des papes comme bienfaiteur de l'humanité fut cependant incontestable ; et en imposant la paix aux rois, ils contribuèrent largement au progrès de la civilisation (1). Grâce à leurs efforts, la pratique de l'arbitrage put s'introduire dans les mœurs et lorsque la papauté eut perdu une partie de sa puissance souveraine, les rois n'hésitèrent pas en maintes circonstances à lui soumettre leurs différends. C'est ainsi que le pape Alexandre VI rendit le 4 mai 1493 une sentence arbitrale par laquelle il partageait, entre les Espagnols et les Portugais, les territoires du Nouveau-Monde (2).

Les empereurs essayèrent eux aussi d'affirmer leur domination sur le monde et d'imposer la paix aux rois. Mais leur suzeraineté ne fut pas reconnue par les princes puissants, et « ils ne purent pas même empêcher en Allemagne et en Italie les seigneurs, petits et grands, de troubler la paix intérieure par des luttes incessantes » (3).

SECTION II

Les divers projets qui ont été proposés pour l'Établissement d'un tribunal permanent d'arbitrage

Les premiers États de l'Europe étaient à peine formés

(1) Kamarowsky, *Le Tribunal international*, p. 125 ; Mérignhac, *L'Arbitrage international*, p. 33.

(2) Mérignhac, *L'Arbitrage international*, p. 33 ; Revon, *L'Arbitrage international*, p. 126.

(3) Bluntschli, *Droit international codifié*, Introduction, p. 16.

qu'ils ne songeaient déjà qu'à édifier leur gloire sur la ruine de leurs voisins. D'où une succession de guerres incessantes épuisant tout autant le vainqueur que le vaincu. La diplomatie, dont le rôle aurait dû être d'assurer la paix du monde en préparant un développement harmonieux des Etats, ne cherchait qu'à faire triompher les idées de quelques potentats. Et il semble même que les guerres furent plus fréquentes aux époques marquées par une activité plus grande des diplomates (1).

Aussi n'est-il pas étonnant de trouver, dès cette époque, chez les philanthropes, la préoccupation de découvrir un système susceptible d'assurer la paix au monde. Parmi les moyens recherchés, l'arbitrage se présentait le plus naturellement à l'esprit. Mais comme à lui seul il semblait ne pouvoir donner que des résultats insuffisants, la cause du mal étant dans l'organisation sociale elle-même, les premiers auteurs proposèrent, en même temps que la création d'un tribunal, un nouveau système d'organisation internationale. A ces « conceptions larges et qui s'envolent à tire d'ailes au dessus des réalités présentes » (2), succédèrent bientôt des projets plus modestes, mais aussi plus pratiques.

L'évolution avec le temps se fit donc « dans le sens du

(1) Kamarowsky, *L'Arbitrage international*, p. 134 ; Revon, *L'Arbitrage international*, pp. 137 et suiv.

(2) De Lapradelle, « La Conférence de la paix, » *R. D. I. P.*, 1899, p. 796.

rétrécissement des programmes » (1) et non dans le sens de l'élargissement. Aussi adopterons-nous pour l'étude de ces projets excessivement nombreux, trop nombreux même (2), la classification qui nous en a été donnée par M. Merignhac (3), car, de toutes celles qui ont été proposées, elle est, à notre avis, la plus simple, la plus logique et la plus exacte. Nous examinerons tout d'abord les projets des auteurs qui ont considéré la création d'un tribunal comme étroitement liée à un système de réorganisation internationale, et nous continuerons par l'étude des systèmes qui, sans prétendre apporter aucune modification à la vie des peuples, prévoient simplement l'établissement d'un tribunal se suffisant à lui-même.

§ I. — LA JURIDICTION INTERNATIONALE ENVISAGÉE COMME SUITE
D'UNE NOUVELLE ORGANISATION INTERNATIONALE.

La nouvelle organisation internationale préconisée par les philanthropes se présentait sous un double aspect : sous la forme d'une fédération universelle ou sous la forme d'un État international.

L'idée de fédération apparaissait dans le projet attribué à Henri IV. Désirant surtout l'abaissement de la maison des Habsbourg, ce prince aurait voulu diviser l'Europe en quinze États, et pour assurer la paix dans le monde chré-

(1) De Lapradellie, *op. cit.*, p. 796.

(2) Kamařowsky, *op. cit.*, p. 369.

(3) Mérignhac, *L'Arbitrage international*, 393.

tien, il projetait de soumettre les différends internationaux à l'arbitrage d'une assemblée souveraine (1).

Emery de La Croix, dans son *Nouveau Cynée*, publié en 1623, écrivait qu'« il serait nécessaire de choisir une ville où tous les souverains eussent perpétuellement leurs ambassadeurs, afin que les différends qui pourraient survenir fussent vidés par le jugement de toute l'assemblée... Si quelqu'un contrevenait à l'arrêt d'une si notable compagnie, il encourrait la disgrâce de tous les autres princes qui auraient beau moyen de le faire revenir à la raison » (2).

L'abbé de Saint-Pierre, dans son *Projet de paix perpétuelle*, demandait qu'une alliance perpétuelle fût faite entre les souverains, et que tous les litiges soient tranchés par une assemblée de plénipotentiaires. Les puissances alliées n'auraient pu recourir à la force armée que pour obliger à l'obéissance une nation rebelle (3).

Dans la seconde moitié du XVIII^e siècle, Turgot rêve d'établir une république fédérative des peuples.

Kant voulait que les États se groupent en fédération, et qu'un grand conseil soit institué pour jouer le rôle d'arbitre général.

Bentham, dans son *Essai de droit international*, proposait

(1) Larroque, *De la guerre et des armées permanentes*, p. 253.

(2) Reproduit dans Larroque, *De la guerre et des armées permanentes*, p. 256.

(3) Kamarowski, *Le tribunal permanent*, p. 251.

l'émancipation des colonies, la réduction des forces militaires et l'établissement d'un tribunal international.

Goblet d'Alviella préconisait un système d'alliances partielles qui préluderait à l'établissement d'une fédération.

Bluntschli (1) désirait l'établissement d'un congrès européen, composé d'un conseil et d'un sénat chargé de délibérer sur les lois internationales et de juger les questions « Politico-Nationales » (2). Les affaires de moindre importance seraient, d'après ce système, soumises à un « tribunal fédéral international ».

Ahrens a prétendu que le principal moyen pour faire disparaître les causes de guerre entre les États était l'établissement d'un système fédératif, qui serait un acheminement vers « l'alliance de toute l'humanité dans une paix perpétuelle » (3). L'idée de fédération a encore été soutenue par Henry, Secretan, Marchand, Halschner, Malar-dier, Sigaud, etc. Lorsque « la grande confédération des divers peuples se sera établie, a dit Larroque, la paix du monde sera infailliblement assurée » (4). Et Klüber, sans se dissimuler l'énorme difficulté que pourrait présenter l'établissement de la « paix éternelle », affirmait cependant qu'un pas immense serait fait dans la voie du pacifisme, « si la plupart et les plus marquants des États

(1) Bluntschli, *Droit international codifié*, p. 111.

(2) Mérignhac, *Arbitrage international*, p. 402.

(3) Ahrens, *Droit naturel*, p. 521, t. II.

(4) Larroque, *De la guerre et des armées permanentes*, p. 261.

d'Europe, sinon tous, renonçant à tous moyens violents de poursuivre leurs droits, se réunissaient dans une confédération générale, et qu'il fût établi un tribunal des nations bien organisé, qui, en vertu d'un compromis consenti par tous, aurait le droit d'armer contre les injustices d'un État les forces de tous les autres » (1).

« La loi, le tribunal et l'unification fédérative, écrivait Bara, voilà le trépied de la juridiction internationale; ce sont trois colonnes sur lesquelles reposera la paix générale » (2).

De Laveleye espérait qu'un jour la fédération des peuples s'établirait, et qu'il y aurait « une Haute Cour semblable à celle des États-Unis dont la décision serait rendue exécutoire par voie d'autorité (3). »

Le jour où un tribunal sera institué, il faudra aussi, dit M. Revon (4), un système de sanction pour que les décisions rendues aient une plus grande portée pratique. Si la Haute Cour détenait les deux pouvoirs exécutif et judiciaire, elle aurait une force trop considérable, et on pourrait craindre qu'elle n'en profitât pour opprimer le monde. Il serait donc nécessaire, à son avis, de confier ce pouvoir de contrainte à un organe distinct, c'est-à-dire à l'un des trois pouvoirs d'une constitution fédérative.

M. Raoul de la Grasserie voudraient que les puissances

(1) Klüber, *Droit des gens moderne de l'Europe*, p. 446.

(2) Rapporté par Kamarowsky, *Le tribunal permanent*, p. 388.

(3) De Laveleye, *Causes actuelles de guerre en Europe*, p. 173.

(4) Revon, *L'Arbitrage international*, pp. 529 et suiv.

européennes « se constituent en fédération sous le nom d'États-Unis du monde, dans le but d'assurer entre elles la paix perpétuelle non armée (1). »

Le principal reproche que l'on puisse adresser aux systèmes qui prévoient l'établissement d'une fédération, c'est de rester dans le domaine de l'utopie et d'escompter une transformation du monde qui ne s'accomplira peut-être jamais. Comment imaginer, en effet, que les États si jaloux de leur indépendance, puissent consentir à l'abandonner un jour ? Ne devraient-ils pas craindre avec raison de voir un État plus puissant devenir l'âme de la fédération et confisquer à son profit l'indépendance des autres ? Il y a, enfin, un obstacle matériel à l'établissement d'une société politique qui embrasserait toutes les nations de la terre. « Comment... faire plier sous la même loi politique, ranger sous la conduite générale d'un même pouvoir, des peuples vivant sous des cieux différents, occupant des contrées où rien ne se ressemble, ni pour la nature du sol, ni pour la configuration du territoire, parlant des langues qui peuvent n'avoir rien de commun dans leurs éléments, séparés les uns des autres par les mœurs et les traditions sociales autant que par le langage et le climat ? (2) »

Sans vouloir aller jusqu'à l'établissement d'une fédération, certains auteurs ont pensé qu'il serait possible

(1) Raoul de la Grasserie, *De la paix armée et de la guerre*, p. 88.

(2) Ch. Périn, *L'Ordre international*, p. 76.

cependant, tout en conservant l'autonomie intérieure et extérieure des peuples, de créer « un mécanisme international commun, formant comme une sorte d'État au milieu des États, avec les pouvoirs constitués que l'on trouve dans les États ordinaires, spécialement le pouvoir judiciaire (1). »

L'idée d'un État international, bien qu'elle apparaisse en germe chez Goudon d'Asoni et Pequeur, fut surtout développée et mise en lumière par Lorimer (2), professeur à la Faculté d'Edimbourg.

Lorimer propose (3) l'établissement d'un gouvernement international et la réduction par les États de leurs forces militaires respectives, dans la mesure où ils le jugeraient possible, en tenant compte de leurs besoins intérieurs.

Le pouvoir législatif de cet État international comprendrait un Sénat et une Chambre des députés.

Le Bureau ou ministère serait composé de quinze

(1) Merignhac, *L'Arbitre international*, p. 407.

(2) « Il y a toujours, dans une confédération, deux forces en œuvre : une force centrifuge et une force centripète. La première tend à rompre l'union, la seconde, à la centraliser jusqu'à en faire un état homogène. Un équilibre parfait et permanent entre ces deux forces me paraît impossible en pratique et, pour ce motif, je considère toutes les confédérations comme des formes transitoires de gouvernement... Mais plus le lien sera faible, moins il y aura, je pense, danger de rupture... C'est à la création, non d'une confédération dans le sens que l'on s'est jusqu'à présent habitué à attacher à ce mot, mais d'un congrès permanent des nations ou d'un parlement international, que doivent tendre nos efforts » (Lorimer, *Revue de droit international et de législation comparée*, 1871, p. 8.)

(3) Lorimer, *Principes de droit international*, p. 349.

membres élus par la Chambre et le Sénat ; il choisirait dans son sein le président de l'État international.

Le pouvoir judiciaire serait divisé en deux sections : le tribunal civil et le tribunal criminel. Le tribunal civil serait compétent pour toutes les questions de droit international public, réclamations pécuniaires ou territoriales, rectification de frontières, etc. Ces questions pourraient lui être déferées par les parties ou renvoyées par le Bureau. Il ne serait compétent pour connaître des questions de droit international privé que dans certains cas et sous certaines conditions. A la requête d'un procureur général, nommé par le Bureau et remplissant les fonctions d'accusateur public, des poursuites pourraient être intentées, devant la cour criminelle, contre un État qui aurait commis, par exemple, un acte de guerre sans le consentement du gouvernement international.

Pour assurer l'exécution des décrets de la législature et des arrêts des tribunaux, chaque État serait tenu de fournir un contingent d'hommes ou une indemnité en argent équivalente.

Nous pouvons faire à ces projets les mêmes reproches que nous avons déjà adressés aux auteurs qui réclamaient l'établissement d'une fédération. Les nations indépendantes, et parmi elles surtout les plus puissantes, ne voudront pas consentir à créer à côté d'elles un pouvoir rival qui risquerait d'amoindrir leur souveraineté dans une large mesure. Une semblable transformation, si elle doit s'accomplir un jour, ne sera que le résultat d'une

longue évolution qu'il ne faut pas vouloir précipiter, sous peine d'éprouver de trop graves mécomptes. En cherchant à modifier d'un seul coup l'organisation internationale actuelle, on ne peut qu'éveiller la méfiance des États, et les rendre encore plus hésitants lorsqu'il leur faudra faire un pas de plus dans la voie du progrès.

§ II. — LA JURIDICTION INTERNATIONALE ENVISAGÉE
COMME INSTITUTION PRINCIPALE ET INDÉPENDANTE

M. Pasquale Fiore ne demande pas la création d'un Etat international, il veut simplement réorganiser les institutions déjà existantes, de façon à permettre une solution plus facile des contestations internationales.

La loi et le droit devant être les souverains du monde, il propose l'établissement d'un Congrès, « pour élaborer et promulguer le droit des états civilisés constitués en Union, et pour en assurer l'observation » ; d'une conférence pour « maintenir l'organisation juridique établie et l'observation de la loi » ; enfin d'un tribunal arbitral pour « l'application de la loi et pour la solution d'après la justice des contestations qui peuvent naître entre les Etats (1). »

Le Congrès composé des représentants des Etats, des délégués de la population et des délégués des universités,

(1) Pasquale Fiore, *Le Droit international codifié*, p. 559.

serait en quelque sorte une Cour de cassation internationale.

La Conférence comprendrait un certain nombre de délégués élus par le congrès, et des représentants nommés par les parties. Elle serait compétente pour résoudre les questions d'intérêt complexe, qui ne pourraient pas faire l'objet d'une sentence arbitrale ; pour renvoyer même, en l'absence de conventions compromissaires entre les parties, une affaire devant la juridiction arbitrale, etc...

La soumission à la juridiction arbitrale serait conventionnelle et dériverait du compromis, ou obligatoire par suite d'une règle établie par le Congrès ou d'une décision rendue par la Conférence.

Pour l'exécution des décisions de la Conférence et du Congrès, ainsi que pour obliger les parties à exécuter la sentence du Tribunal arbitral, la Conférence pourrait décréter l'emploi de mesures coercitives déterminées par le congrès (1).

Pour la constitution du tribunal, M. Pasquale Fiore préfère des arbitres choisis pour chaque affaire à des juges permanents (2).

M. Dudley-Field (3) propose l'établissement de deux juridictions pour juger les différends qui surgiraient entre les Etats.

(1) Pasquale Fiore, *Le Droit international codifié*, p. 70.

(2) Pasquale Fiore, *Le Droit international codifié*, p. 602.

(3) Merignhac, *L'Arbitrage international*, pp. 416 et suiv. ; Kamarowsky, *Le Tribunal international*, pp. 399 et suiv.

Une haute commission mixte serait tout d'abord chargée de trouver un moyen de conciliation, et si dans le délai de six mois elle n'avait pu aboutir, on convoquerait un haut tribunal d'arbitrage. Pour former ce haut tribunal, les parties effaceraient, à tour de rôle, un certain nombre de noms, de façon à n'en plus laisser que sept, sur une liste d'arbitres où seraient inscrites les personnes désignées par les Etats ayant adopté le Code international, chaque état ayant le droit d'en désigner quatre. Les décisions de ce tribunal seraient exécutoires par la force grâce à l'appui des autres nations.

Le plus grave reproche que l'on puisse adresser à ce système, c'est de ne pas prévoir l'établissement d'un tribunal réellement permanent. Il est permis de se demander aussi, pourquoi on ne laisserait pas au tribunal lui-même le soin de trouver un moyen de conciliation. De cette façon on simplifierait le mécanisme de l'institution, puisque la commission mixte pourrait être supprimée.

M. Merignhac préfère aux magistrats permanents des arbitres choisis pour chaque affaire, « des jurés ». Ce qu'il faut rendre permanent, dit-il, « c'est le principe et non son fonctionnement, la juridiction et non celui qui l'exerce (1) ». Il propose de confier l'exercice de la juridiction internationale à un jury international, car il craint que des juges permanents prennent une importance considérable, et forment une sorte de sénat dirigeant, « dont

(1) Merignhac, *L'Arbitrage international*, p. 426.

l'influence mise au service d'ambitions habiles, finirait par devenir un danger pour certaines nations (1). »

M. Kamarowsky et Sumner Maine réclament la création d'un tribunal permanent et facultatif.

« Aucun sacrifice appréciable ne s'imposerait aux souverains individuels ou corporatifs du monde civilisé, dit Sumner Maine, s'ils s'entendaient pour organiser une cour — commission ou réunion — unique et permanente d'arbitres, auxquelles on déférerait toutes les questions qu'une ou plusieurs communautés voudraient leur soumettre. »

Cette cour ne devrait avoir, à son avis, « aucune force derrière elle (2). »

M. Kamarowsky demande la création d'un tribunal qui, tout en étant permanent, ne devrait siéger cependant que lorsqu'il y aurait lieu. Ce tribunal serait volontaire, mais les États, dans le cas où ils auraient recours à lui, seraient obligés de se soumettre à sa décision.

Pour la nomination des juges, il propose les deux moyens suivants : ou bien le tribunal comblerait lui-même ses vacances, ou bien on laisserait ce devoir aux États. Le premier système serait celui de l'avenir, car il assurerait au tribunal une plus grande indépendance ; mais actuellement, on devrait se contenter du second plus facilement acceptable par les États. Chaque Etat aurait donc le droit de désigner deux juges qui seraient

(1) Merignhac, *L'Arbitrage international*, p. 428.

(2) Sumner Maine, *La Guerre*, pp. 286 et 287.

choisis sur des listes dressées par les Facultés de Droit et les Académies. On exigerait des personnes appelées à siéger au Tribunal international, un certain nombre de qualités intellectuelles et morales. Après avoir fait des études spéciales, on devrait leur faire subir un examen et les attacher ensuite, pendant quatre ans, en qualité de secrétaires auprès du tribunal. Les juges devraient avoir au moins trente-cinq ans (1). Ils seraient inamovibles, et le tribunal pourrait seul les révoquer pour faits graves.

Le Tribunal international serait divisé en quatre départements. Celui de la diplomatie, de la guerre et de la marine, du droit international privé et du droit international social (2). Il siégerait à Bruxelles, et sa langue officielle serait le français. Il élirait son président pour trois ans, et nommerait ses secrétaires, bibliothécaires, archivistes, etc. Les assemblées du tribunal seraient générales ou ordinaires. Les assemblées générales auraient un pouvoir disciplinaire sur les juges, et constitueraient une juridiction de cassation. Les assemblées ordinaires ne comprendraient qu'un certain nombre de membres du

(1) « L'âge fixé en Allemagne pour les membres du Tribunal suprême de l'empire ». Voir Kamarowsky, *Le Tribunal international*, p. 501.

(2) Seraient du ressort de ce département les contestations qui « naissent des buts sociaux des États ». La sauvegarde des communications postales et télégraphiques, des grandes artères générales et voies internationales. Les mesures contre les épidémies, la protection de la propriété littéraire et artistiques des marques de fabrique, etc.

département compétent pour connaître l'affaire. Le tribunal se guiderait, pour rendre ses sentences, « d'après les principes généraux du droit international positif, reconnus sous une forme quelconque par les parties (1). » Les décisions seraient prononcées à la majorité absolue des voix, et, après avoir été acceptées par les parties, elles seraient portées, accompagnées d'un exposé des motifs, à la connaissance de tous. Ces décisions seraient valides *ipso jure* et les parties n'auraient pas à les ratifier. Les Etats pourraient attaquer la sentence pour violation des règles fondamentales, ou des formes de procédure. Le recours serait porté devant l'assemblée générale du tribunal, ou n'auraient pas voix, les membres ayant jugé l'affaire. L'assemblée générale repousserait la requête ou casserait la décision, mais elle n'aurait pas le droit de la modifier. En cas de cassation, un nouveau tribunal serait constitué, et la décision qu'il rendrait serait définitive.

Pour l'exécution de la sentence, on s'adresserait à l'honneur et à la dignité de la partie condamnée. Un délai serait accordé mais une fois ce délai expiré, si l'une des parties refusait d'exécuter la sentence, « l'autre partie conserverait, dans des cas extrêmes, le droit de lui déclarer la guerre ; — indépendamment de celà, une série de mesures coercitives seraient admissibles contre cette violation flagrante du droit international. Ces mesures pourraient consister dans l'éloignement des

(1) Kamarowsky, *Le Tribunal international*, p. 513.

membres de l'Etat réfractaire, pendant la durée de la résistance, du sein du tribunal; dans la rupture des relations diplomatiques, de la part de tous les autres Etats européens avec cet Etat (1) », etc.

M. de Lapradelle, dans sa critique de la cour permanente d'arbitrage, nous a indiqué comment il concevait l'organisation du tribunal international. Ce serait « un tribunal permanent, composé d'une ou deux sections, mais donnant toujours les mêmes affaires aux mêmes juges, nommés par la majorité des Etats signataires, chaque Etat, grand ou petit, n'ayant qu'une voix : ce procédé eut accordé pleine satisfaction au principe de l'égalité des Etats, puisque chacun aurait également eu, sinon son juge, au moins sa voix dans la nomination des juges (2). »

M. Pillet pense « qu'il est inutile de vouloir assujettir de force les peuples à l'empire d'une loi donnée, au respect d'une sentence donnée (3) ». Mais il croit, qu'un véritable progrès serait accompli, si l'on dotait « la communauté internationale d'un organisme élevé, instruit, inaccessible au soupçon de partialité, qui serait chargé de dire le droit, mais qui ne serait pas chargé de le faire observer (4) ». Il propose donc l'établissement d'une

(1) Kamarowsky, *op. cit.*, p. 517.

(2) De Lapradelle, « La conférence de la Paix », *R. D. I. P.*, 1899, p. 809.

(3) Pillet, *Lettre sur l'Arbitrage*, adressée à M. Stead, pp. 2 et 3.

(4) Pillet, *Lettre sur l'Arbitrage*, adressée à M. Stead, pp. 2 et 3.

« juridiction purement consultative » et permanente. « Aucune nation, dit-il, ne sera obligée de se conformer à la décision de cette haute juridiction, sur le différend qu'elle lui aura soumis. »

La juridiction constituée, statuera sur tous les différends existants qui seront déférés à son appréciation, et qui paraîtront susceptibles de recevoir une solution fondée sur la justice et la raison (1) ».

La haute cour pourrait être saisie d'un différend par les deux parties, ou par l'une d'elle seulement. Les Etats, en portant leur différend devant elle, ne s'obligeraient pas à exécuter la sentence, mais simplement à laisser s'écouler un certain délai avant de recourir aux armes.

Un seul Etat pourrait bien provoquer une sentence de la cour mais il faudrait que le différend paraisse sur le point de dégénérer en conflit violent. « La cour ne se saisirait d'une affaire qu'après qu'un ultimatum aurait été envoyé ; elle pourrait en connaître à plus forte raison si les hostilités avaient été engagées sans aucune déclaration (2) ».

Dans le cas où l'adversaire n'accepterait pas que l'affaire fût soumise à l'examen de la cour, « il serait prudent, dit M. Pillet, de faire faire par la cour elle-même, sans aucune intervention des parties intéressées, l'instruction de cette affaire (3) ».

(1) Pillet, *Lettre sur l'Arbitrage*, adressée à M. Stead, pp. 2 et 3.

(2) Pillet, *Lettre sur l'Arbitrage*, p. 5.

(3) Pillet, *Lettre sur l'Arbitrage*, p. 5.

La cour ne donnerait la solution qui lui serait demandée que lorsque cela lui serait possible, car le droit international ne résoud pas toutes les questions. Le droit une fois proclamé, elle se dessaisirait de l'affaire et les parties feraient de sa décision ce que bon leur semblerait.

Au sujet de l'organisation de cette juridiction, M. Pillet nous dit qu'elle « devrait comprendre deux conseils superposés l'un à l'autre. Le premier, composé d'hommes d'État éminents ou de diplomates mûris par l'expérience des affaires, aurait mission de décider les questions transmises à la Haute Cour ; le second, composé de jurisconsultes, serait chargé d'instruire les affaires et de réunir dans le plus bref délai possible, les documents propres à éclairer la conscience des juges. Aussitôt un cas posé à la Cour, il serait soumis à la fois aux deux conseils qui l'examineraient chacun à son point de vue : l'un sous son aspect politique, l'autre sous son aspect juridique. Deux rapporteurs seraient nommés, et deux rapports seraient faits au premier conseil qui serait chargé de rendre la décision (1). » M. Pillet laisse entrevoir que « un jour viendra peut-être où personne ne remarquera plus que les arrêts de la Cour n'ont aucune autorité effective, tant on aura pris l'habitude de se conformer à ses avis (2). »

Il admet, en outre, que cette Cour pourrait servir d'ar-

(1) Pillet, *Lettre sur l'Arbitrage*, pp. 6 et 7.

(2) Pillet, *Lettre sur l'Arbitrage*, pp. 6 et 7.

bitre entre les États, lorsque ceux-ci voudraient bien se soumettre à sa juridiction et prendre l'engagement d'exécuter sa sentence.

Le pape arbitre des Nations

Certains auteurs ont pensé que le pape était tout désigné pour être l'arbitre des États. Sans reprendre l'idée ambitieuse de donner au pape un empire absolu sur la chrétienté, ils désiraient que les États choisissent le pape comme arbitre ordinaire de leur différend. Cette théorie n'a pas été soutenue seulement par des catholiques comme Joseph de Maistre (1), mais encore par des protestants et des libres-penseurs. En 1869, une pétition dans ce sens fut envoyée au Saint-Siège par les catholiques anglais. La même année, David Urghart adressait à Pie IX « l'appel d'un protestant au pape pour le rétablissement du droit public des nations (2). » En 1886, l'Assemblée des catholiques de Lille se prononça dans le même sens. En 1887, une motion fut défendue à la Chambre des Lords pour qu'on fasse revivre l'intervention du Saint-Siège au moyen de l'arbitrage. Le marquis de Pareto proposa, en 1889, au Congrès de la paix, de décerner au pape le titre d'arbitre universel.

Au sujet de l'affaire des Carolines, la revue anglaise

(1) De Maistre, *Du Pape*. Nouvelle édition, p. 144.

(2) Dans Kamarowsky, *Le Tribunal international*. Introduction, p. XXVII.

The Spectator écrivait : « L'humanité est à la recherche d'un arbitre dont l'impartialité soit indiscutable. Sous de nombreux rapports, le pape est, par position, désigné pour cet office. Il occupe un rang qui permet aux monarques aussi bien qu'aux républiques, de recourir à lui sans aucun sacrifice pour leur dignité (1). »

Des journaux indépendants comme la *Liberté*, le *Temps*, le *Journal des Débats*, se prononcèrent dans le même sens (2).

Parmi tous les projets que nous avons énoncés, ceux qui prévoient l'intervention de la force pour l'exécution de la sentence nous semblent difficilement acceptables par les nations. C'est d'ailleurs un « singulier moyen et peu pacifique pour maintenir la paix et la concorde entre les États, que d'entretenir des forces pour avoir raison d'un plaideur qui, s'il est plus ou moins puissant, peut mettre en question la victoire de ceux qui voudront le contraindre (3). »

Le système de M. Mérignhac laisse subsister tous les inconvénients de l'arbitrage occasionnel ; aussi préférons-nous les projets de MM. Kamarowsky et de Lapradelle qui prévoient l'établissement d'un tribunal réellement permanent, et qui ont en outre l'avantage de pouvoir être facilement acceptés par les États.

(1) Dans Revon, *L'Arbitrage international*, p. 386.

(2) Mougins de Roquefort, *Solution juridique des conflits internationaux*, p. 115.

(3) Feraud Giraud, « Des traités d'arbitrage général et permanent ». *R. D. I.*, 1897, p. 361.

Le système de M. Pillet donnerait d'excellents résultats. Malheureusement, à cause de ses avantages mêmes, les États ne voudront pas l'accepter. Cette Haute-Cour pouvant, dans certains cas, connaître d'une affaire sans en avoir été chargée par les parties ils craindraient de lui voir prendre une importance trop considérable. Evidemment ce ne serait qu'une juridiction consultative mais en réalité les États ne seraient-ils pas moralement obligés d'en exécuter les décisions ?

C'est peut-être le système de l'avenir, mais actuellement nous croyons qu'il n'a aucune chance d'aboutir.

Le pape pourra-t-il devenir un jour l'arbitre des nations ?

Nous ne le pensons pas, car ce serait donner au Saint-Siège un pouvoir presque absolu, et les États, trop jaloux de leur indépendance, n'y consentiront jamais.

L'effort individuel étant insuffisant pour développer dans l'esprit des foules l'idée de l'arbitrage, de nombreuses associations se sont fondées, dès le début du xix^e siècle, dans tous les pays, pour aider la cause de la paix.

Sans vouloir faire l'historique de ce mouvement, nous exposerons cependant quelques-uns des projets élaborés par les sociétés de paix, les associations scientifiques, les Congrès et la Conférence interparlementaire, pour l'établissement d'un tribunal d'arbitrage (1).

(1) L'idée d'une juridiction internationale a fait son entrée dans

Les sociétés de paix ne réclament pas une transforma-

les parlements eux-mêmes. En 1835, grâce à l'initiative de l'Association américaine de la paix, un projet de Tribunal international fut présenté à la législature de l'état de Massachussets. Elle fut repoussée par le Sénat, mais en 1837, une résolution analogue fut adoptée par les deux Chambres.

En 1837 et 1839, des pétitions dans ce sens furent adressées au Congrès mais sans aucun succès. En 1874, le Congrès adopta une résolution tendant à l'établissement d'un tribunal arbitral.

En Angleterre, dès l'année 1849, Gobden mit en avant à la Chambre des Communes le principe de l'arbitrage. Cette proposition fut repoussée par 176 voix contre 97. L'idée fut reprise en 1873 par Henry Richard. Il demandait que le secrétaire des Affaires étrangères se mit en communication avec les Gouvernements des autres Puissances pour l'institution d'un système permanent d'arbitrage. Malgré l'opposition de M. Gladstone, la proposition fut votée par 98 voix contre 88. En 1887, le marquis de Bristol demanda à la Chambre des lords de se déclarer favorable à l'établissement d'un Tribunal international.

En Italie, Morelli déposa en 1871, un ordre du jour pour la création d'un « Tribunal amphyctionique international. »

En 1874, grâce à l'initiative des Amis de la Paix néerlandais, la deuxième Chambre des États généraux des Pays-Bas émit un vœu en faveur de l'arbitrage.

En 1874, la Chambre Basse de Suède envoya une adresse au roi, le priant d'appuyer toutes les démarches en vue d'établir un Tribunal arbitral permanent.

En 1888 et 1890, les Chambres de Danemarck se sont montrées favorables à l'arbitrage.

Le Sénat espagnol, en 1890, sur l'initiative de M. di Marcoartu votait le principe de l'arbitrage permanent.

En France, dès l'année 1849, une proposition fut déposée à l'Assemblée Nationale pour que des démarches soient faites en vue de la convocation d'un Congrès qui s'occuperait des questions du désarmement et de l'arbitrage. La France ne crut pas devoir prendre l'initiative en cette matière.

Une pétition adressée à la Chambre en 1879 pour inviter le Gou-

tion de notre organisation internationale (1), mais elles prévoient simplement une amélioration dans la pratique de l'arbitrage. Elles auraient voulu, au début, qu'on eût établi un tribunal international permanent et obligatoire, sans se préoccuper de la force exécutoire de la sentence. Avec le temps, leurs programmes se sont rétrécis et elles ne demandent, actuellement, que la création d'un tribunal permanent auquel les parties s'adresseraient volontairement (2). Pour donner plus de force à leur mouvement, les sociétés de paix se sont réunies en Congrès dès l'année 1842.

Lors de l'exposition universelle de Paris en 1878, le Congrès qui comprenait quinze sociétés de paix, se prononça en faveur de l'établissement d'une Cour d'arbitrage qui comprendrait deux délégués par État. Ces délégués

vernement à s'entendre avec les puissances étrangères pour la création d'un Tribunal international fut jugée prématurée.

En 1886, M. Boyer déposa un projet invitant le Gouvernement à prendre l'initiative d'une conférence internationale pour la création d'un Tribunal permanent.

Le mouvement s'accrut en 1887 et 1888 avec les propositions de M. Passy pour la substitution des solutions pacifiques aux risques de la guerre.

(1) Nous devons cependant signaler que la « Ligue internationale de la Paix et de la Liberté » fondée par M. Charles Lemonnier a adopté, en 1875, dans sa session de Genève, la résolution suivante : « La paix ne peut être assurée que par l'équilibre des nationalités et par l'établissement des États-Unis d'Europe, etc. » *R. D. I. P.*, 1875, p. 344.

(2) De Lapradelle « La conférence de la Paix », *R. D. I. P.*, 1899 p. 797 ; *La paix par le droit*. Janvier, 1898, p. 5.

seraient nommés par le pouvoir exécutif sur la présentation des Chambres.

En 1896, le Congrès universel de la paix, dans sa 7^e session tenue à Budapest, se déclara partisan du projet qui avait été élaboré par la Conférence interparlementaire (1).

L'Institut de Droit international, pour faciliter le recours à l'arbitrage, a adopté le 28 août 1875, dans sa session de La Haye, un projet de règlement pour la procédure arbitrale et l'a recommandé à l'adoption des Etats qui concluraient des compromis (2).

Au mois d'août 1912, dans sa session de Christiana, l'institut a voté à l'unanimité le vœu, présenté par M. Lammasch, libellé dans les termes suivants : « Tout en reconnaissant les grands mérites de la cour d'arbitrage instituée par la conférence de La Haye de 1899 pour la justice internationale et le maintien de la paix ; l'institut de droit international... estime hautement désirable que satisfaction soit donnée au vœu n° 1 émis par la deuxième conférence de la paix en faveur de l'établissement d'une cour de justice arbitrale (3) ».

La conférence interparlementaire dont le but, a dit M. Nyssens, est « de faire reculer la force et faire avancer

(1) *Revue Sociologiste*, t. XXIV, p. 717.

(2) *Annuaire de l'Institut de droit international*, 1877, p. 87 ; *Revue de droit international*, 1875, p. 418.

(3) *R. D. I. P.*, 1913, p. 376.

le droit », a adopté, dans sa session de La Haye en 1894, un projet de cour permanente d'arbitrage.

Ce projet, recommandé à l'examen des gouvernements des Etats civilisés par le baron Descamps, prévoit la création d'une cour permanente d'arbitrage devant laquelle, d'un commun accord, les Etats porteraient leurs différends.

Chaque gouvernement nommerait deux membres de la cour pour une période de cinq ans. Les frais de cette institution seraient répartis par parts égales entre les Etats adhérents, mais on laisserait cependant à la charge des Etats les indemnités à verser aux personnes par eux désignées.

La cour élirait son président pour un an. Elle nommerait son greffier.

Dans le cas où les parties ne porteraient pas directement leur litige devant la cour, le président désignerait les membres qui constitueraient un tribunal « appelé à se prononcer en première instance ». A la requête d'une des parties, les membres appelés à constituer ce tribunal seraient désignés par la cour elle-même.

Le compromis serait arrêté par les gouvernements des litigants ; à défaut d'entente, il serait arrêté par le tribunal ou, s'il y avait lieu, par la cour elle-même.

Chaque partie pourrait interjeter appel du jugement dans les trois mois. L'appel serait porté devant la cour où ne siègeraient ni les membres nommés par les Etats en litige, ni ceux qui auraient rendu le premier jugement.

L'exécution des décisions serait « confiée à l'honneur et à la bonne foi des Etats en litige ».

Sans être parfait, « puisqu'il permettait à chaque Etat, a dit M. de Lapradelle, de nommer un juge, ce qui faisait extraire ensuite un second tribunal du premier », ce projet n'en présentait pas moins de réels avantages. Les membres du tribunal étant désignés par le président de la cour ou par la cour elle-même il serait possible de faire disparaître, grâce à ce système, les difficultés qui peuvent se produire au sujet de la désignation des arbitres. De plus, les parties n'intervenant pas dans la composition du tribunal, l'impartialité des juges serait ainsi à l'abri de tout soupçon (1).

La Cour de Justice Centre-Américaine (2)

Les républiques de Costa-Rica, du Guatemala, du Honduras, du Nicaragua et du Salvador ont décidé, par une convention signée à Washington le 20 décembre 1907, la création d'un tribunal permanent, désignée sous le nom de « Cour de justice Centre-Américaine ».

Cette cour, dont le siège est à Cartago, a été installée et est entrée en fonction le 25 mai 1908 (3). Elle est composée de cinq magistrats nommés pour cinq ans par chacune des républiques. Ces juges sont choisis par le pouvoir légis-

(1) *R. D. I. P.*, 1899, p. 809.

(2) Voir *Revue de droit international public*, 1908, pp. 604 et suiv.

(3) Au sujet du premier litige qu'a tranché la Cour de Justice permanente Centre-Américaine, voir *R. D. I. P.*, pp. 99 à 107.

latif, « parmi les jurisconsultes réunissant les conditions exigées par les lois de chaque pays pour l'exercice de la haute magistrature et jouissant de la plus grande considération au point de vue moral comme au point de vue professionnel ». Chaque république désigne en même temps deux suppléants.

Ces juges sont rétribués. Ils jouissent dans le pays qui les a nommés de l'immunité personnelle que les lois reconnaissent aux magistrats de la cour suprême de justice et, dans les autres républiques contractantes, ils ont les privilèges et immunités diplomatiques.

Chaque Etat contribue, pour une même somme, aux frais de la cour et il doit remettre, par trimestre et à l'avance, la part lui incombant à la trésorerie de la cour.

La compétence de cette cour est très étendue. Elle connaît : « 1° de toutes les contestations ou questions, de quelque nature qu'elles soient et quelle que soit leur origine, qui peuvent survenir entre les cinq républiques de l'Amérique centrale, et que celles-ci s'engagent à lui soumettre dans le cas où les chancelleries respectives n'ont pu arriver à un arrangement ; 2° des demandes formées par les particuliers d'un pays de l'Amérique centrale contre l'un des autres gouvernements contractants pour violation de traités ou conventions, et des autres affaires de caractère international, que le gouvernement du particulier intéressé appuie ou non sa réclamation, pourvu qu'on ait épuisé les recours que les lois du pays respectif accordent contre une telle violation ou qu'il soit prouvé qu'il y a déni de jus-

tice ; 3° des affaires survenant entre l'un des gouvernements contractants et des personnes particulières lorsqu'elles lui sont soumises d'un commun accord ; 4° des questions internationales qu'un des gouvernements Centre-Américain et le gouvernement d'une nation étrangère ont décidé de lui soumettre, en vertu d'une convention spéciale ; 5° des conflits pouvant survenir entre les pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire, et dans les cas où, en fait, les décisions judiciaires ou les résolutions du Congrès national ne sont pas respectées ».

La procédure établie devant la Cour de justice est très simple et le jugement est prononcé dans un délai assez bref.

La Cour statue sur les points contestés selon sa libre appréciation et, en ce qui concerne les points de droit, elle décide conformément aux principes du droit international.

Les sentences doivent contenir un exposé des motifs. Une fois notifiées elles ne peuvent plus être modifiées mais à la requête de l'une des parties, le tribunal peut déclarer l'interprétation qu'on doit donner de ses sentences.

Le tribunal fait son règlement et il édicte des ordonnances de procédure pour déterminer les questions de forme et de délai qui n'ont pas été indiquées par la convention.

La convention qui a créé la Cour de justice doit avoir une durée de dix ans.

L'organisation de cette cour de justice Centre-Américaine a été copiée, comme nous le verrons, sur le projet de con-

vention pour l'établissement d'une Cour de justice arbitrale et on ne peut que féliciter les petites républiques de l'Amérique centrale d'avoir voulu, par ce moyen, « garantir efficacement leurs droits » et « maintenir inaltérables la paix et l'harmonie de leurs relations, sans avoir besoin de recourir en aucun cas à l'emploi de la force.

DEUXIÈME PARTIE

La question de la permanence devant la deuxième conférence de La Haye

Le gouvernement russe avait communiqué aux Puissances, dès 1906, le programme de la deuxième conférence de la paix. Dans ce programme, il prévoyait des « améliorations à apporter aux dispositions de la convention relative aux règlements pacifiques des conflits internationaux, en ce qui regarde la cour d'arbitrage et les commissions internationales d'enquêtes (1). »

Ce terme d'*amélioration*, qui a donné naissance à de nombreuses discussions, devait être entendu dans un sens très large. M. de Nelidow, ambassadeur de Russie à Paris, écrivait en effet, le 4 avril 1906, à M. Léon Bourgeois : « Afin de rendre ce programme acceptable pour toutes les Puissances, [le gouvernement impérial] a jugé nécessaire de renoncer à l'idée d'un programme épuisant toutes les questions, et de formuler, au contraire, en traits

(1) *Livre jaune*, conférence 1907, pp. 11 et 16.

généraux, ce qui permettrait aux Puissances de soumettre à la conférence quelques questions spéciales qui ne sont pas pertinemment désignées dans le programme, mais qui rentreraient dans le domaine des points principaux y exposés (1). »

Il était donc à prévoir que l'on chercherait à modifier la cour de 1899, et à la rendre réellement permanente, car, c'était là une transformation considérée par un grand nombre d'Etats comme un véritable progrès.

La délégation des Pays-Bas était convaincue de l'utilité qui pourrait résulter d'un semblable perfectionnement, mais elle n'avait pas osé espérer, et les événements lui ont donné raison, que la conférence de 1899 serait capable de créer une cour réellement permanente. Elle n'avait donc préparé qu'une proposition intermédiaire, tendant à installer un « comité permanent de procédure (2) » à côté du greffe institué en 1899.

Les membres de ce comité auraient pu également juger tous les litiges si les parties l'avaient désiré.

M. Asser, dans la séance du 16 juillet 1907, vient déclarer devant la première sous commission que cette proposition ne serait pas déposée puisque la conférence avait été saisie de deux projets plus importants par les délégations de Russie et des Etats-Unis d'Amérique.

(1) *Livre jaune*, conférence 1907, pp. 44 et 46.

(2) 1^{re} Sous commission, 5^e séance, 16 juillet 1907, *Actes et Documents*, t. II, p. 236.

Le projet russe (1), qui s'en tenait uniquement aux termes du programme, était présenté sous la forme d'un amendement aux articles 24 et suivants de la convention de 1899.

(1) PROPOSITION DE LA DÉLÉGATION DE RUSSIE

TITRE IV

De l'arbitrage International

CHAPITRE II

De la cour permanente d'arbitrage

Art. 24

Les membres de la cour permanente d'arbitrage se réunissent tous les ans une fois à la Haye en séance plénière.

Ces réunions sont compétentes pour :

1° Élire par scrutin secret trois membres sur la liste des arbitres qui, durant l'année suivante, devraient être toujours prêts pour constituer immédiatement le tribunal permanent d'arbitrage.

2° Prendre connaissance du compte rendu annuel du conseil administratif ainsi que du bureau international.

3° Exprimer l'avis de la cour permanente d'arbitrage sur les questions surgies pendant la marche de la procédure d'un tribunal d'arbitrage, ainsi que sur les agissements du conseil administratif et du bureau international.

4° Echanger leurs idées sur la marche de l'arbitrage international en général.

Les mêmes membres du tribunal permanent d'arbitrage peuvent être réélus par la réunion sus mentionnée de la cour permanente d'arbitrage pour une nouvelle année de fonctionnement.

Art. 25

En cas de consentement des Puissances en litige de vider leur différend par l'arbitrage, elles s'adressent au bureau international en exigeant la convocation immédiate des membres du tribunal permanent d'arbitrage.

Les membres de la cour permanente d'arbitrage se seraient réunis tous les ans en séance plénière, pour désigner trois de leurs collègues qui auraient formé un tribunal permanent.

Ce nombre de trois juges n'avait rien d'absolu et il aurait pu être augmenté au gré des parties.

Le projet américain était plus vaste que le projet russe. Il ne prévoyait pas seulement une simple modification de

Les deux parties sont libres d'ajouter chacune un membre spécialement désigné au corps du tribunal permanent d'arbitrage.

Art. 26

A défaut de la convocation du tribunal permanent d'arbitrage, les parties en litige pourraient procéder de la manière suivante pour la constitution d'un tribunal d'arbitrage spécial :

Chaque partie nomme deux arbitres et ceux-ci choisissent ensemble un surarbitre.

En cas de partage des voix, le choix du surarbitre est confié à une puissance tierce, désigné d'un commun accord par les parties.

Si l'accord ne s'établit pas à ce sujet, chaque partie désigne une puissance différente et le choix du surarbitre est fait de concert par les puissances ainsi désignées.

Le tribunal étant ainsi composé, les parties notifient au bureau international leur décision de constituer un tribunal d'arbitrage spécial et les noms des arbitres.

Art. 27

Le tribunal permanent d'arbitrage se réunit à la date fixée par les parties.

Les membres de la cour permanente d'arbitrage, dans l'exercice de leurs fonctions et en dehors de leurs pays, jouissent des privilèges et immunités diplomatiques.

(Suivent les articles 25 et suivants de la convention d'arbitrage de 1899).

Actes et Documents, t. II, annexe 75.

la cour de 1899, mais la création, à côté de cette dernière, d'une institution nouvelle et moins imparfaite.

Cette proposition de la part de la délégation des Etats-Unis d'Amérique, n'avait surpris personne, car on connaissait depuis le 5 avril 1907 quelles étaient les intentions de son gouvernement. A cette date, en effet, dans une lettre à M. Carnégie, M. Roosevelt écrivait, en faisant allusion à la réunion prochaine de la deuxième conférence de la paix (1) : « J'espère qu'on étendra la compétence de la cour de La Haye en la rendant plus permanente, j'espère qu'on nommera des juges pour un terme fixe et qu'on leur donnera un traitement suffisant afin qu'il devienne de plus en plus probable que chaque conflit qui s'élèvera entre les nations grandes ou petites, sera décidé par ce tribunal, comme un juge chez nous décide entre les individus puissants ou faibles qui ont recours à lui (2). » Le 1^{er} août 1907, MM. Choate et Scott exposèrent devant la 1^{re} sous-commission les grandes lignes de leur projet (3), tout en stipulant

(1) L'ouverture de la conférence eut lieu le samedi 15 juin 1907.

(2) Discours Choate, 1^{re} sous-commission, 9^e séance 1^{er} août 1907, *Actes et Documents*, t. II, p. 310.

(3) PROPOSITION
DE LA DÉLÉGATION DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

I

Une cour permanente d'arbitrage devra être constituée, composée de 15 juges jouissant de la plus haute considération morale, et d'une compétence reconnue dans les questions de droit international ; eux et leurs successeurs seront désignés de la manière qui sera

qu'ils étaient prêts à rejeter de leur proposition tout ce qui serait nécessaire pour qu'une entente générale soit possible.

déterminée par cette conférence, mais seront ainsi choisis des différents pays pour que les différents systèmes de lois et de procédure et les principaux langages soient convenablement représentés dans le personnel de la cour ; ils seront nommés pour..... ans, ou jusqu'à ce que leurs successeurs soient nommés et aient accepté.

II

La cour permanente siégera annuellement à La Haye à une date spécifiée et demeurera en sessions aussi longtemps qu'il sera nécessaire ; elle élira ses propres officiers, et, sauf ce qui est prescrit dans la convention, établira son propre règlement ; toute décision sera votée à la majorité et neuf membres constitueront un quorum. Les juges seront d'un rang égal, jouiront de l'immunité diplomatique et recevront un traitement suffisant pour leur permettre de se consacrer à la considération des affaires qui seront portées devant eux.

III

En aucun cas (à moins que les parties n'y consentent expressement) un juge ne prendra part à la considération ou à la décision d'aucune affaire devant la cour dont son État sera partie.

IV

La cour permanente sera compétente pour connaître et déterminer tous les cas impliquant des différends ayant un caractère international entre des États souverains, qui n'auraient pu être réglés par voie diplomatique, et qui lui seraient soumis selon un accord entre les parties, soit à l'origine ou pour être revus ou révisés, ou pour déterminer les droits relatifs, devoirs ou obligations, d'après des arrêts, décisions ou sentences de commissions d'enquête et de tribunaux d'arbitrage spécialement constitués.

V

Les juges de la cour permanente seront compétents pour agir comme juges sur toute commission d'enquête ou tribunal spécial d'arbitrage, qui pourra être constitué par toute puissance pour

Dans la séance du 3 août 1907, la prise en considération de la proposition des États-Unis d'Amérique fut votée par 28 voix et 12 abstentions (1).

Elle fut renvoyée ainsi que la proposition suisse sur le même objet devant le Comité d'examen B (2).

L'appréciation de toute matière qui lui sera spécialement référée et qui devra être déterminée par elle.

VI

La cour permanente d'arbitrage actuelle pourrait, autant que possible, constituer la base de la cour, en ayant égard à une représentation dans son sein des puissances récemment signataires de la convention de 1899.

(*Actes et Documents*, t. II, annexe 76).

(1) Ont voté pour : Allemagne, États-Unis d'Amérique, République-Argentine, Brésil, Bulgarie, Chili, Chine, Colombie, Cuba, République Dominicaine, France, Grande-Bretagne, Haïti, Italie, Japon, Luxembourg, Mexique, Monténégro, Panama, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Perse, Portugal, Russie, Salvador, Uruguay, Vénézuéla.

Se sont abstenus : Autriche-Hongrie, Belgique, Danemark, Espagne, Grèce, Norvège, Roumanie, Serbie, Siam, Suède, Suisse, Turquie.

(2) A la suite de désignations successives faites par la 1^{re} commission, le comité d'examen B fut ainsi constitué :

Président : M. Léon Bourgeois ; président-adjoint : M. Guido Fusinato ; rapporteur : James Brown Scott ; secrétaire : Baron d'Estournelles de Constant ; présidents d'honneur de la 1^{re} commission : MM. Merey de Kapos Merey, Ruy Barbosa, Edward Fry ; vice-présidents de la 1^{re} commission : MM. Kriege, Cleon Rizo Rangabé, Pompily, Gonzalo a Esteva ; membres : MM. Asser, Fromageot, Baron Guillaume, Henri Lammasch, de Martens, Alberto d'Oliveira, Beldiman, Carlos de Candamo, Choate, Eyschen, Baron Marschall de Bieberstein, Louis Renault. M. Georges Streit a remplacé M. Cleon Rizo Rangabé empêché.

Les délégations d'Allemagne, des États-Unis et de Grande-Bretagne firent une étude approfondie du projet américain et soumirent à la discussion du Comité d'examen B la proposition pour l'établissement d'une Haute Cour de justice arbitrale.

CHAPITRE I

CARACTERES DE LA COUR DE JUSTICE ARBITRALE

Le projet des délégations anglo-germano-américaine prévoyait l'établissement d'une cour réellement permanente, et dont les juges seraient désignés une fois pour toutes, de façon à faciliter aux États la pratique de l'arbitrage.

Tout en étant permanente, cette cour ne devait pas perdre néanmoins son caractère arbitral, et il ne fut jamais question devant la deuxième conférence de la paix, — si ce n'est dans l'esprit des adversaires du projet, — de créer un pouvoir judiciaire et de remplacer dans les relations internationales l'assentiment volontaire par la contrainte. La permanence, nous l'avons déjà vu, n'a pas comme conséquence la substitution de la justice à l'arbitrage. Si dans la discussion du projet on a souvent employé l'expression de tribunal judiciaire, et si le rapporteur lui-même, M. Scott (1), a proposé de désigner l'institution nouvelle du nom de cour internationale de justice,

(1) 6^e Séance du comité d'examen, 2 septembre 1907.

ces expressions signifiaient simplement que l'on voulait organiser la cour à l'image de nos tribunaux nationaux.

Les juges devant être désignés une fois pour toutes, la cour, par son organisation, se serait rapprochée d'une institution judiciaire, mais sans perdre pour cela son caractère arbitral. L'existence d'un tribunal permanent semble évidemment mettre obstacle au libre choix des juges par les parties à l'occasion de chaque cas particulier, mais s'il en est ainsi, c'est parce que, à l'avance et une fois pour toutes, les États ont bien voulu déterminer la composition de ce tribunal.

D'après le projet que nous examinons, l'accord des parties et leur volonté de s'adresser à la cour seraient toujours nécessaires pour que cette dernière puisse connaître d'une affaire. On n'altérerait donc pas le caractère facultatif de la nouvelle institution et les États, en s'adressant librement à cette Cour, dont la composition leur serait connue, choisiraient, par le fait même, librement leurs juges. Si M. Bourgeois (1) a voulu établir un lien entre la compétence de cette institution nouvelle et la question de l'arbitrage obligatoire. Cela n'avait pour but, comme nous le verrons plus loin, que de limiter la compétence de cette cour aux simples questions d'ordre juridique. La liberté des États resterait donc entière et la cour de justice arbitrale ne pourrait espérer attirer à elle

(1) 1^{re} Sous-commission, 10^e séance, 3 août 1907, *Actes et Documents*, p. 349, t. II.

les litiges que par son organisation meilleure et son impartialité plus grande.

Une proposition très intéressante qui avait pour but de limiter, dans une certaine mesure, le libre choix des États et de les orienter vers la cour de La Haye fut déposée par M. Carlos Rodriguez Larreta (1). Les souverains, chefs d'États, fonctionnaires et corporations scientifiques auraient été invités, par cette proposition, à n'accepter les fonctions d'arbitre qu'après une déclaration des parties constatant qu'elles ne pouvaient se mettre d'accord sur l'organisation du tribunal formé par des membres de la cour permanente.

Cette disposition fut énergiquement combattue par M. Barbosa (2) qui lui reprochait de porter atteinte à la liberté des États souverains. Le délégué du Brésil ne voulait pas qu'on abandonnât un procédé ancien, ayant donné des résultats remarquables, sans même savoir ce

(1) PROPOSITION DE LA DÉLÉGATION
DE LA RÉPUBLIQUE ARGENTINE

Projet de déclaration concernant l'arbitrage international

La deuxième conférence de la paix émet le vœu que les souverains ou chefs d'États ainsi que les fonctionnaires et corporations scientifiques des pays qui ont adhéré à la convention pour le règlement pacifique des conflits internationaux, n'acceptent les fonctions d'arbitres pour résoudre les différends entre les puissances signataires, qu'après déclaration préalable faite par les parties intéressées, qu'elles n'ont pu se mettre d'accord sur l'organisation d'un tribunal formé par des membres de la cour permanente d'arbitrage. *Actes et Documents*, t. II, annexe 13.

(2) 1^{re} Sous-commission, 10^e séance, 3 août 1907.

que vaudrait le nouveau système, trop jeune encore pour être jugé. Au lieu d'instituer une cour unique, absolue et infaillible, trônant au-dessus des peuples et exposée à tous les égarements de la faiblesse humaine, il croyait préférable de stimuler son activité et de la préserver de la dégénérescence en ne lui donnant qu'un pouvoir restreint.

En réalité, les arbitrages rendus par les souverains sont beaucoup plus politiques que juridiques et il est difficile d'accorder à un chef d'Etat la même confiance qu'à un tribunal impartial et désintéressé. Dans les arbitrages rendus par les chefs d'Etat, disent MM. de Lapradelle et Politis, « le plaideur se défie du juge et le juge, du jugement (1). » Les deux Etats en litige n'ont pas confiance dans le troisième. Les souverains ont peur de juger suivant des principes qui risqueraient ensuite de se retourner contre eux, aussi cherchent-ils à éviter le point de droit pour se perdre dans la question de fait. La proposition de M. Larreta, en voulant éliminer tous ceux qui sont susceptibles d'être des arbitres internationaux, aurait permis, sans effrayer les Etats par une obligation, d'unifier et de renforcer la jurisprudence puisqu'un seul tribunal aurait jugé la plupart des litiges. Elle n'avait pour but, évidemment, que d'augmenter le prestige et l'importance de la cour permanente d'arbitrage. Mais en

(1) De Lapradelle et Politis, *Recueil des arbitrages internationaux*, Introduction, p. xxxix.

réalité, seule la cour de justice arbitrale aurait bénéficié de tous ces avantages puisque son organisation meilleure lui aurait permis d'attirer à elle toutes les affaires.

Se souvenant de toutes les difficultés éprouvées par les Etats à se faire rendre justice devant la cour permanente d'arbitrage, les auteurs du projet auraient voulu faire de cette institution nouvelle un instrument rapide, d'un accès facile et peu coûteux. « Il ne suffit pas, disait M. Scott, que la porte puisse s'ouvrir, qu'elle s'ouvre avec difficulté ; il ne faut point qu'un effort soit nécessaire pour la pousser, mais il faut qu'elle cède immédiatement ». La cour de justice arbitrale serait donc d'un accès « libre et facile » (1).

Il fut stipulé dans l'article premier du projet que la nouvelle cour serait organisée à côté de l'ancienne cour permanente d'arbitrage et sans qu'il fût porté atteinte à cette dernière. N'aurait-il pas été plus simple, cependant, de faire disparaître l'ancienne cour dont l'imperfection était évidente et dont les résultats médiocres ne pouvaient être contestés par personne, afin de la remplacer par la nouvelle qui aurait été capable de donner d'excellents résultats ? Cette coexistence des deux cours ne s'expliquerait, à notre avis, que si le domaine de leurs compétences respectives était nettement distinct, car on risquerait sans cela de se trouver en présence de deux jurisprudences contradictoires. Le véritable motif de cette disposition a été la crainte que les États ne consentent pas à soumettre

(1) Rapport de M. Scott, 9^e séance plénière, 16 octobre 1907, *Actes et Documents*, t. I, p. 337.

certaines affaires à la nouvelle cour : les délégués voulant toujours voir dans la permanence le signe caractéristique auquel on reconnaissait une institution judiciaire, apte à juger seulement les questions d'ordre juridique.

M. Choate (1) avait indiqué la possibilité de faire de l'institution nouvelle un tribunal de première instance, susceptible de recevoir les appels des autres tribunaux. Mais la majorité de la conférence ne partagea pas cette manière de voir et, pour éviter tout malentendu (2), elle modifia l'appellation de haute cour qui se trouvait dans le projet primitif, ne voulant pas laisser supposer que la cour de justice arbitrale serait supérieure à l'ancienne cour permanente de 1899 ou à la cour des prises.

Le nom, évidemment, importait peu et « une fois l'enfant baptisé, ce n'est pas son nom mais ses actes qui le feront réussir dans la vie » (3). Malgré tout on doit regretter que l'idée de M. Choate n'ait pas été acceptée.

« Quels sont en effet, a dit M. Weiss, les tribunaux, si hauts placés qu'ils soient dans la hiérarchie judiciaire, qui puissent se flatter de rendre une justice impeccable ? Les voies de recours, établies par toutes les législations, ont

(1) 1^{re} Sous-commission, 9^e séance.

(2) D'après M. Edward Fry « *High Court* » n'impliquerait pas en Grande-Bretagne l'idée d'une cour d'appel mais s'appliquerait tout aussi bien à la juridiction de première instance appelée à connaître de certaines causes importantes. « *High Court* » signifierait non pas cour d'appel mais cour de grande importance, *Actes et Documents*, t. II, p. 398.

(3) M. Choate, *Actes et Documents*, t. II, p. 398.

précisément pour objet de donner aux plaideurs des garanties contre les imperfections inhérentes à la nature humaine, et auxquelles la justice arbitrale n'est pas moins sujette que les autres justices. Un juge de première instance ne sera pas déconsidéré, parce qu'une cour d'appel aura relevé dans sa décision une erreur ou un mal jugé. Une cour d'appel ne perdra pas son prestige parce que son arrêt aura paru à la cour suprême contenir une violation ou une fausse interprétation de la loi.

Pourquoi les arbitres échapperaient-ils à la loi commune ? Est-ce parce que les litiges internationaux portés à leur barre sont ordinairement plus difficiles à résoudre que les différends entre particuliers ? Est-ce parce que les causes d'erreur auxquelles leur jugement est exposé sont plus nombreuses ? Les conventions de La Haye de 1899 et de 1907 sur la solution pacifique des conflits internationaux répondent suffisamment à cette question, par cela même qu'elles autorisent les parties à se réserver dans le compromis la faculté de demander la revision de la sentence arbitrale (Convention de 1899, art. 55 ; convention de 1908, art. 83) ; elles protestent ainsi contre la prétention des arbitres à l'infailibilité » (1).

(1) Weiss, « L'Arbitrage de 1909 entre la Bolivie et le Pérou », *R. D. I. P.*, 1910, p. 127.

CHAPITRE II

COMPOSITION ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT DE LA COUR

SECTION I

La composition de la cour

§ I. — LA PARTICIPATION DES PUISSANCES SIGNATAIRES A LA NOMINATION DES MEMBRES DE LA COUR.

La question de la composition de la cour était un problème très délicat, mais dont la difficulté n'échappait à personne, et, comme le disait très justement M. Scott : « S'il était facile de le résoudre, nous ne nous trouverions pas assemblés en l'an de grâce 1907 pour tenter d'y parvenir » (1).

Dans cette conférence, où la Suisse avait une voix aussi bien que la Russie ou l'Allemagne, il existait un principe qui ne pouvait être contesté par personne : celui de l'égalité des États, et M. Léon Bourgeois avait pu s'écrier aux applaudissements de tous : « Dans les conflits de la force,

(1) Discours Scott, 1^{re} sous-commission, 9^e séance, 1^{er} août 1907, *Actes et Documents*, t. II, p. 317.

quand il s'agit de mettre en ligne des soldats de chair et d'acier, il y a des grands et des petits, des faibles et des forts. Quand dans les deux plateaux de la balance il s'agit d'y jeter des épées, l'une peut être plus lourde et l'autre plus légère. Mais lorsqu'il s'agit d'y jeter des droits, l'inégalité cesse et les droits du plus petit et du plus faible pèsent dans la balance d'un poids égal aux droits des plus grands » (1).

Après que tous eurent prêté serment de fidélité à ce principe reconnu et accepté de l'égalité des États, les uns cherchèrent à le tourner pour se donner une prépondérance à laquelle ils n'avaient pas droit, et les autres dissimulèrent sous sa défense leur désir bien arrêté de s'opposer à la création de la cour de justice arbitrale.

Les Délégations anglo-germano américaine demandaient la création d'une cour composée au maximum de 17 juges, en affirmant avec raison que si le tribunal devait comprendre autant de membres qu'il y avait de nations réunies à La Haye, on aboutirait à l'établissement d'un parlement, d'une académie ou d'une assemblée judiciaire mais non d'une cour d'arbitrage. Malheureusement on se trouvait avec ce système en présence de la difficulté suivante : respecter l'égalité des droits des États, tout en ne permettant pas à tous d'avoir un représentant dans le Tribunal. Pour la faire accepter, M. Scott affirmait qu'il était possible de restreindre l'exercice d'un droit sans toucher à

(1) Même séance, *Actes et Documents*, t. II, p. 318.

son existence même. On donnerait, à tous les États, un droit identique, celui de nommer un juge (1); mais ce juge ne serait appelé à siéger que pendant une période de temps proportionnée à la richesse, au commerce et à la population du pays qu'il représentait. M. Scott faisait remarquer que, « parmi les États de l'Union Américaine, les statistiques judiciaires de l'État de New-York trahissent, en face de celles des cours du Delaware ou du Rhode Island, l'importance beaucoup plus considérable des intérêts économiques du premier. » Il déduisait donc de cette constatation que plus nombreuses seront les transactions, et plus considérable la richesse, plus nombreuses également seront les causes de conflits entre les États. Aussi, pour ménager les intérêts et les susceptibilités des grandes nations, appelées à faire un usage fréquent de la cour, on prévoyait dans ce projet qu'elles auraient un juge qui siégerait pendant une plus longue période de temps.

La population était l'élément principal qui avait permis aux auteurs du projet de déterminer le nombre d'années pendant lesquelles siègeraient les juges de chacun des États, car la population est naturellement dans un rapport étroit avec l'industrie, le commerce et la richesse des nations. Ils avaient pris aussi en considération le degré de

(1) Il avait été bien spécifié que si chaque État devait nommer un juge, il ne pouvait en nommer qu'un quelles que soient sa taille et sa puissance. On considérait un État comme une unité dont tous les intérêts y compris ceux de ses colonies seraient représentés par un siège unique. Scott, 1^{re} sous-commission, 9^e séance, 1^{er} août 1907.

civilisation des États, les différentes sortes de langues en usages, et ils avaient ménagé en outre dans la représentation à cette cour une place satisfaisante aux différents systèmes juridiques : le droit romain, le droit espagnol, la Common Law et leurs variétés américaines.

La présence dans la cour de justice arbitrale de juges représentants les différents systèmes juridiques était, au dire du rapporteur, une condition nécessaire pour que la jurisprudence internationale puisse se développer d'une façon harmonieuse et logique. « Le droit international qui doit être le système juridique de toutes les nations, lorsqu'il vient à être interprété et appliqué dans une communauté humaine déterminée, se trouve malheureusement influencé insensiblement par le sentiment national ou les préjugés locaux, de même que l'eau d'une rivière se trouve diversement colorée par les sables du lit qu'elle baigne. A cette interprétation nationale, on a projeté de substituer, au moyen de la Cour, une interprétation internationale (1). »

D'après ce projet on diviserait les États en deux catégories. Ceux dont les juges siègeraient pendant toute la durée de la Convention, c'est-à-dire 12 ans, et ceux dont les juges ne siègeraient que pendant un certain laps de temps, pouvant aller de un jusqu'à dix ans. Les grands États, l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, les États-Unis d'Amérique, la Grande-Bretagne, le Japon, l'Italie, la

(1) Rapport Scott, 9^e séance plénière, *Actes et Documents*, t. I, p. 356.

France et la Russie auraient eu chacun un juge et un juge suppléant pendant toute la durée de la Convention et, comme la cour ne devait comprendre que 17 membres, les 9 sièges disponibles auraient été distribués, entre les autres nations, pour chaque année, dans la période de 12 ans, d'après le tableau suivant (1) :

JUGES		JUGES SUPPLÉANTS		JUGES		JUGES SUPPLÉANTS	
I ^{re} Année				IV ^e Année			
1	Argentine.			1	Brésil.		
2	Belgique.			2	Chili.		
3	Bolivie.			3	Cuba.		
4	Chine.			4	Danemark.		
5	Espagne.			5	Grèce.		
6	Pays-Bas.			6	Pays-Bas.		
7	Roumanie.			7	Portugal.		
8	Suède.			8	Siam.		
9	Turquie.			9	Turquie.		
II ^e Année				V ^e Année			
1	Argentine.			1	Dominicaine.		
2	Belgique.			2	Equateur.		
3	Chine.			3	Espagne.		
4	Colombie.			4	Mexique.		
5	Espagne.			5	Norwège.		
6	Pays-Bas.			6	Pays-Bas.		
7	Roumanie.			7	Serbie.		
8	Suède.			8	Suisse.		
9	Turquie.			9	Turquie.		
III ^e Année				VI ^e Année			
1	Brésil.			1	Bulgarie.		
2	Chili.			2	Espagne.		
3	Costa-Rica.			3	Guatemala.		
4	Danemark.			4	Haïti.		
5	Espagne.			5	Luxembourg.		
6	Grèce.			6	Mexique.		
7	Pays-Bas.			7	Norwège.		
8	Portugal.			8	Perse.		
9	Turquie.			9	Suisse.		

(1) « Suggestions provisoires pour servir à la discussion de la

JUGES		JUGES SUPPLÉANTS		JUGES		JUGES SUPPLÉANTS	
VII ^e Année				X ^e Année			
1	Argentine.			1	Brésil.		
2	Belgique.			2	Chili.		
3	Chine.			3	Danemark.		
4	Espagne.			4	Grèce.		
5	Honduras.			5	Paraguay.		
6	Pays-Bas.			6	Pays-Bas.		
7	Roumanie.			7	Portugal.		
8	Suède.			8	Siam.		
9	Turquie.			9	Turquie.		
VIII ^e Année				XI ^e Année			
1	Argentine.			1	Espagne.		
2	Belgique.			2	Mexique.		
3	Chine.			3	Norwège.		
4	Espagne.			4	Pays-Bas.		
5	Nicaragua.			5	Pérou.		
6	Pays-Bas.			6	Salvador.		
7	Roumanie.			7	Serbie.		
8	Suède.			8	Suisse.		
9	Turquie.			9	Turquie.		
IX ^e Année				XII ^e Année			
1	Brésil.			1	Bulgarie.		
2	Chili.			2	Espagne.		
3	Danemark.			3	Mexique.		
4	Espagne.			4	Monténégro.		
5	Grèce.			5	Norwège.		
6	Panama.			6	Perse.		
7	Pays-Bas.			7	Suisse.		
8	Portugal.			8	Uruguay.		
9	Turquie.			9	Vénézuëla.		

composition de la Cour internationale de justice présentée par les délégations d'Allemagne, des États-Unis d'Amérique et de Grande-Bretagne », annexe 81, *Actes et Documents*, t. II.

TABLEAU indiquant le nombre d'années dans chaque période de 12 ans

PAYS	ANNÉES		PAYS	ANNÉES	
	Juges	Suppléants		Juges	Suppléants
Espagne.....	40	40	Bolivie.....	1	1
Pays-Bas.....	10	10	Colombie.....	1	1
Turquie.....	10	10	Costa-Rica.....	1	1
Argentine.....	4	4	Cuba.....	1	1
Belgique.....	4	4	Dominicaine.....	1	1
Bésil.....	4	4	Equateur.....	1	1
Chili.....	4	4	Guatemala.....	1	1
Chine.....	4	4	Haïti.....	1	1
Danemark.....	4	4	Honduras.....	1	1
Grèce.....	4	4	Luxembourg.....	1	1
Mexique.....	4	4	Monténégro.....	1	1
Norvège.....	4	4	Nicaragua.....	1	1
Portugal.....	4	4	Panama.....	1	1
Roumanie.....	4	4	Paraguay.....	1	1
Suède.....	4	4	Pérou.....	1	1
Suisse.....	4	4	Salvador.....	1	1
Bulgarie.....	2	2	Uruguay.....	1	1
Perse.....	2	2	Vénézuëla.....	1	1
Serbie.....	2	2			
Siam.....	2	2			
	90	90		18	18

Ce système proposé pour la nomination des juges, fut combattu par les petits Etats qui avaient été relégués au second plan.

M. Lou-Tseng-Tsiang fit remarquer, qu'en mettant la Chine au quatrième rang, on avait complètement négligé cet élément de la population dont on se réclamait pour distribuer les sièges.

M. Samad-Khan Montas-es-Saltanech, délégué de la Perse, vint expliquer que son pays comptait des milliers d'années de civilisation, et qu'on n'en avait pas tenu compte.

M. Barbosa reprochait à ce projet de ne pas respecter le principe de l'égalité entre les États et il rejetait la distinction subtile qui avait été faite par M. Choate, entre le droit lui-même et ses conditions d'exercice. Sans prétendre qu'une entrave, mise à la jouissance d'un droit le supprimait du même coup, le délégué du Brésil affirmait cependant qu'elle faisait disparaître l'égalité lorsqu'elle n'existait que pour quelques-uns seulement.

« Si on peut réduire, disait-il, la jouissance du droit à un an sur douze, sans en amoindrir la substance, on serait à même encore de réduire les douze mois de cet an unique, sans attenter contre le droit. Si l'on réduisait l'exercice à six mois, à trois mois, à un mois, on ne toucherait encore qu'à l'exercice. Et pourquoi alors ne pas se borner à des semaines ?

Le droit n'en serait pas atteint. Trois semaines, une semaine, un jour même de fonctions, c'est toujours de

l'exercice qu'il s'agit. L'immunité du droit n'aurait rien souffert.

En présence de la Russie ou du Japon, avec leurs douze ans de cour, ces pauvres petits pays d'Amérique, réduits à 24 heures de présence réelle à la cour arbitrale, ne seraient pas autorisés à se plaindre. Le droit est invariable vis-à-vis de tous, puisque chacun nomme un juge, bien que le mien n'ait qu'un jour d'autorité, tandis que le vôtre la possédera effectivement pendant douze ans (1). »

On avait confondu deux droits distincts : le droit de nommer et le droit de siéger. Si le premier restait intact, le deuxième était violé et l'égalité entre les Etats ne pouvait plus exister. Cependant, comme l'a dit M. Halleck « tous les Etats souverains, quelle que soit leur puissance relative, sont égaux aux yeux du droit international, étant doués naturellement des mêmes droits, liés par les mêmes devoirs, soumis à des obligations pareilles. Les différences de grandeur n'y apportent aucune distinction juridique. Une infériorité intellectuelle qu'elle soit accidentelle ou permanente, ne donne une supériorité quelconque de droit au voisin plus puissant, et tout avantage dont il s'empare à ce titre, ne sera qu'une usurpation. Telle est la grande loi fondamentale du droit public, qu'il importe à la paix du genre humain, soit dans l'ordre privé, soit dans l'ordre politique, de maintenir inviolablement (2). »

(1) *Actes et Documents*, t. II, p. 626.

(2) Halleck, *International Law*, p. 116, cité par M. Barbosa, 5^e séance, comité B, 27 août 1907.

En voulant établir des catégories entre les États, au lieu d'aider la cause de la paix, on ne pouvait que préparer les voies de la guerre ; on rompait l'équilibre au profit des puissants, qui, en plus de leurs armées et de leurs escadres, auraient eu aussi une supériorité dans le tribunal international. On semblait vouloir prouver aux états faibles mais pacifiques, que, pour conserver une place au soleil, il était de toute nécessité pour eux de s'approvisionner en canons. Pour s'en convaincre d'ailleurs, il leur suffisait d'examiner la marche ascendante du Japon, qui en 1907 se voyait attribuer une des premières places dans la composition de la cour.

M. Barbosa affirmait aussi que, s'il était possible de faire un calcul exact avec des données précises telles que la population, l'industrie, le commerce, etc., le calcul devenait inacceptable dès qu'il avait pour fondement un élément trop vague pour pouvoir être soumis à l'analyse (1).

Tout en reconnaissant que le nombre des litiges est souvent proportionné à la richesse des États et à l'importance de leurs transactions, il affirmait cependant que les causes de conflit sont encore beaucoup plus fréquentes entre deux États dont l'un est puissant tandis que l'autre est faible, car les forts ont toujours une certaine tendance à vouloir abuser de leur supériorité (2).

De plus, la population, la richesse, le commerce, etc.

(1) 5^e séance, comité d'examen B, 27 août 1907.

(2) Même séance.

sont des éléments extrêmement variables, et, tandis que les nations d'Europe arrivées à leur plein développement restent écrasées sous le poids des charges militaires, les États neufs, au contraire, se développent avec une rapidité impressionnante, diminuant de jour en jour la distance qui les sépare de nos États d'Europe les plus civilisés.

A notre avis, il aurait été utile de donner tout au moins aux petits États l'espoir d'obtenir une plus large représentation à la cour, dans le cas où leur importance se serait accrue et on aurait dû insérer dans le projet une disposition identique à celle de l'article 57 (1) de la convention du 18 octobre 1907 relative à l'établissement d'une cour internationale des prises. Evidemment il aurait fallu combler une lacune de cet article 57 et prévoir une diminution corrélative pour les autres États de façon à

(1) Article 57 : « Deux ans avant l'expiration de chaque période visée par les alinéas 1 et 2 de l'article 51 chaque Puissance contractante pourra demander une modification des dispositions de l'article 15 et du tableau y annexé, relativement à sa participation au fonctionnement de la cour. La demande sera adressée au conseil administratif, qui l'examinera et soumettra à toutes les puissances des propositions sur la suite à y donner.

« Les Puissances feront donc, dans le plus bref délai possible, connaître leur résolution au conseil administratif. Le résultat sera immédiatement et, au moins un an et trente jours avant l'expiration du dit délai de deux ans, communiqué à la puissance qui a fait la demande.

« Le cas échéant, les modifications adoptées par les puissances entreront en vigueur dès le commencement de la nouvelle période. »

maintenir intact le nombre maximum de dix sept juges. Il est vrai qu'une nouvelle difficulté se serait encore présentée : au détriment de qui s'accomplirait cette réduction et comment la ferait-on accepter ? Le problème nous semble bien difficile à résoudre et ces difficultés elles-mêmes nous prouvent, que le système tout entier était mauvais et qu'il serait resté impraticable malgré toutes les améliorations qu'on aurait pu vouloir y apporter.

Pour déterminer la composition de la nouvelle cour un autre système fut proposé par la délégation du Brésil (1).

(1) PROPOSITION DE LA DÉLÉGATION DU BRÉSIL

*Suggestion provisoire pour servir à la discussion
de la composition d'une cour permanente*

I

Pour la composition de la nouvelle cour permanente d'arbitrage chaque puissance désignera, dans les conditions stipulées par la convention de 1899, une personne capable d'exercer dignement comme membre de cette institution les fonctions d'arbitre.

Elle aura, en outre, le droit de nommer un juge suppléant.

Deux ou plusieurs puissances peuvent s'entendre pour la désignation en commun de leur représentant à la cour.

La même personne peut être désignée par des puissances différentes.

Les puissances signataires choisiront, autant qu'elles puissent, leurs représentants dans la nouvelle cour d'entre ceux qui composent l'actuelle.

II

Une fois la nouvelle cour organisée, la cour actuelle cessera d'exister.

III

Les personnes nommées serviront pour neuf ans, ne pouvant être

Cette proposition était basée sur le respect le plus absolu de l'égalité et de la souveraineté des Etats.

Lorsqu'on trouve dans un problème, expliquait M. Bar-

destituées que dans les cas où, d'après la législation du pays respectif, les magistrats inamovibles perdent leur mandat.

IV

Aucune puissance ne pourra exercer son droit de nomination qu'en s'engageant à payer les honoraires du juge qu'elle aura à désigner, et en faisant le dépôt chaque année, d'avance, dans les conditions que la convention fixera.

V

Pour que la cour délibère en séance plénière, il faut au moins la présence d'un quart des membres nommés.

Afin d'assurer cette possibilité, les membres nommés seront partagés en trois groupes, d'après l'ordre alphabétique des signatures de la convention.

Les juges classifiés dans chacun de ces groupes siégeront à tour de rôle pendant trois ans, durant lesquels ils seront tenus de fixer leur résidence dans un point d'où ils puissent arriver à La Haye en 24 heures à la première convocation télégraphique.

Cependant tous les membres de la cour ont le droit, s'ils le veulent, de siéger toujours aux séances plénières, bien qu'ils n'appartiennent pas au groupe y appelé spécialement.

VI

Les parties en conflit sont libres, soit de soumettre leur controverse à la cour plénière, soit de choisir, pour résoudre leur litige, dans le sein de la cour le nombre de juges, qu'elles conviennent d'adopter.

VII

La cour sera convoquée en séance plénière, lorsqu'elle aura à juger des litiges dont le règlement leur ait été confié par les parties, ou, dans les affaires par elles soumises à un moindre nombre d'arbitres, lorsque ceux-ci feront appel à la cour plénière, dans le but de résoudre une question suscitée entre eux pendant le jugement de la cause.

bosa (1), une difficulté nécessaire, fatale et inéluctable, ce n'est pas elle qu'il faut chercher à vaincre, mais on doit au contraire s'adresser de préférence à ce qui est « contingent et adaptable ». Ici on se trouve en présence d'une donnée inaltérable : la souveraineté des Etats et leur égalité juridique. A côté il existe un autre élément susceptible d'être modifié : le nombre des membres du tribunal fixé arbitrairement à dix-sept. Pourquoi dix-sept au lieu de dix-neuf ou de vingt ?

La délégation du Brésil proposait de donner à tous les Etats le droit de désigner un juge. Ces juges, nommés pour neuf ans et répartis en trois groupes d'après l'ordre alphabétique, seraient appelés à siéger à tour de rôle pendant trois ans, à moins qu'ils ne veuillent venir siéger pendant toute la période des neuf ans. Les Etats seraient libres de s'adresser à l'assemblée plénière ou de lui préférer un tribunal arbitral, composé de membres choisis par les Parties dans le sein de cette cour. D'après ce projet, les Etats pourraient se faire représenter dans la cour ou s'en abstenir, s'ils le préféraient, mais comme on exigerait des Etats représentés, qu'ils prennent l'engagement de payer les honoraires des juges par eux désignés,

VIII

Pour compléter l'organisation de la cour sur ces bases, on adoptera tout ce qui ne leur soit pas contraire, et paraisse convenable d'adopter dans les dispositions du projet anglo-germano américain.

(*Actes et Documents*, t. II, annexe 83).

(1) 5^e séance, comité B,

M. Barbosa croyait pouvoir en déduire, que beaucoup de nations seraient plus effrayées par les charges de cette représentation qu'alléchées par ses avantages futurs et incertains. Si bien que l'on aurait à craindre, non pas un encombrement de la cour, mais au contraire, d'avoir un nombre insuffisant de juges (1).

On pouvait reprocher (2) à ce projet qui répartissait les juges dans l'ordre alphabétique, de livrer au hasard la composition de la cour et de laisser toutes les nations, pendant six ans, sans aucun représentant dans le tribunal. Mais une autre critique beaucoup plus importante pouvait encore lui être adressée : c'était de revenir tout simplement au système de la liste qui avait été adopté en 1899. S'il existait un tribunal permanent, les Etats en refusant de s'adresser à lui avoueraient qu'ils craignent sa jurisprudence et n'ont pas le bon droit pour eux, en un mot qu'ils sont de mauvaise foi. Mais l'opinion publique qui doit leur forcer la main ne serait-elle pas complètement impuissante, s'il était permis aux Etats de désigner dans le sein de cette cour des arbitres de leur choix ? Les Etats préféreraient toujours en effet ce tribunal restreint à l'assemblée plénière dont la composition leur serait inconnue puisque tous les juges pourraient venir y siéger à moins que les trois quarts ne s'abstiennent (3).

(1) 3^e séance, comité d'examen B, 20 août 1907.

(2) Choate, 7^e séance du comité d'examen B, 5 septembre 1907.

(3) Article 5 de la proposition de la délégation du Brésil.

D'autres systèmes furent encore proposés pour résoudre la question de la composition de la cour.

M. Gil Fortoul (1), premier délégué du Venezuela, avait indiqué que la répartition des sièges pourrait être faite en tenant compte uniquement des circonstances géographiques et sans que l'on ait à s'occuper des questions de grand ou de petit Etat. Les Etats n'auraient pas eu chacun un représentant dans la cour, mais les continents européen, américain et asiatique auraient désigné chacun un nombre égal de juges.

Malheureusement ce système ne solutionnait pas le problème de la répartition des sièges entre les Etats. La difficulté était divisée mais elle n'en subsistait pas moins. Comment ces différents groupes auraient-ils pu se mettre d'accord sur le procédé à employer pour faire cette désignation? Aurait-on établi des catégories entre les Etats, de façon à donner aux uns une plus large représentation qu'aux autres? Mais alors l'utilité d'une semblable complication ne s'explique plus, car c'était revenir tout simplement au plan qui avait été proposé par les délégations anglo-germano-américaines.

La délégation de Bulgarie avait proposé (2) la création

(1) 1^{re} Sous-commission, 10^e séance, 3 août 1907, *Actes et Documents*, t. II, p. 338.

(2) PROPOSITION DE LA DÉLEGATION DE BULGARIE

Amendement à la proposition des États-Unis d'Amérique

(*Actes et Documents*, t. II, annexe 76).

I

Article 1^{er} : une cour permanente d'arbitrage siégera à La Haye.

d'une cour dont les membres, au nombre de quinze, seraient désignés à l'élection et choisis dans son sein par une

Elle sera composée de quinze juges, dont le tiers sera renouvelé chaque troisième année à partir du jour de sa composition.

Le premier ainsi que le second renouvellement des juges seront effectués par tirage au sort et les renouvellements successifs par l'expiration de neuf ans à partir du jour de leur élection ou de leur réélection.

Les juges dont les noms seront sortis aux tirages, ou dont les mandats de neuf ans auront expirés pourront être réélus.

Les élections des juges seront effectuées de la manière suivante : chacun des États signataires de la convention présente désignera une personne au moins d'une compétence reconnue dans les questions de droit international, et jouissant de la plus haute considération morale; ces personnes ainsi désignées se réuniront à La Haye et choisiront parmi elles les juges en nombre requis pour la composition ou le complément de la cour, chaque État n'ayant droit qu'à une voix au vote.

Le délai de la première réunion des électeurs, qui choisiront les premiers quinze juges, sera déterminé et communiqué aux États signataires par le bureau international. Les convocations des électeurs pour remplacer le tiers des juges, ou pour renouveler leur mandat, ainsi que pour compléter leur nombre quinze, dans les cas où il y aurait des places vacantes par suite de mort ou autres causes, seront effectuées dans les intervalles de trois ans par le soin du même bureau.

II

Article 3. — chacune des parties en litige a le droit de récuser :

a) Le juge de la nationalité de la partie adverse ;

b) Le juge qui aurait préalablement émis une opinion sur l'affaire en litige au préjudice de cette partie.

.

Chacun des juges aurait le droit de se dessaisir d'une affaire lorsqu'il pourrait prévoir d'une manière ou d'une autre que sa participation aurait ébranlé la confiance due à l'autorité judiciaire.

(*Actes et Documents*, t. II, annexe 77).

assemblée composée de personnes nommées par les Etats et aptes à remplir les fonctions de juge.

Une proposition (1) à peu près identique fut faite par la délégation d'Haïti.

M. de Martens aurait voulu que, dans la Cour, quatre sièges soient attribués à l'Amérique considérée comme unité et que les treize sièges restant soient distribués entre

(1) PROPOSITION DE LA DÉLÉGATION D'HAÏTI

*Amendements aux propositions des États-Unis d'Amérique
(annexe 76)
et de Russie (annexe 75)*

I

En acceptant sa nomination tout membre de la cour permanente d'arbitrage prêtera serment de remplir son office sans crainte et avec une parfaite impartialité; il s'engagera, en outre, à ne solliciter ni accepter tant que dureront ses fonctions, aucune décoration, aucune récompense d'un gouvernement autre que le sien.

II

Une liste générale sera dressée de toutes les personnes désignées par chacune des puissances signataires.

Celles de ces personnes qui auraient été déléguées à cet effet par leurs gouvernements respectifs, se réuniront en assemblée générale et procéderont, sur la liste générale, à l'élection des membres de la cour permanente.

La cour permanente ainsi composée sera renouvelable par tiers et choisira elle-même les membres qui doivent remplacer ceux dont le mandat expire.

III

Les membres de la commission permanente sont chargés de préparer ou de faire préparer sous leur haut contrôle la codification des principales règles du droit international public et du droit international privé.

(*Actes et Documents*, t. II, annexe 78).

les autres pays (1). Il proposa, devant le sous-comité d'examen, de faire désigner ces juges à l'élection par une assemblée composée de 45 personnes choisies par les États, parmi les membres de la Cour permanente. Malheureusement ce système revenait à l'ancien plan, qui avait été proposé par les délégations anglo-germano-américaines puisqu'il attribuait arbitrairement (2) un certain nombre de sièges à l'Amérique, à l'Europe et à l'Asie. En outre, il prévoyait inutilement une réunion des électeurs à La Haye, car pratiquement dans ce cas le vote serait émis par les gouvernements.

Pour aboutir à une entente, M. Choate proposa successivement dans la 7^e séance du Comité d'examen un certain nombre de systèmes, qu'il jugeait, malgré leurs imperfections, préférables au maintien du *statu quo*.

On pourrait, disait-il, procéder à un vote dans la Conférence et désigner ainsi un certain nombre de nations 7, 9, 11, 13 ou 17 qui nommeraient chacune un juge pour toute la durée de la Convention. Les États voteraient sur un pied d'égalité absolue et s'engageraient à accepter le résultat de l'élection quel qu'il soit.

Ce procédé nous semblerait difficilement acceptable, car il livrerait la composition de la Cour au hasard d'une alliance et on ne pourrait pas espérer que les États restés

(1) Discours Choate, 7^e séance comité d'examen, 5 septembre 1907, *Actes et Documents*, t. II, p. 683.

(2) Discours Choate, 8^e séance du comité d'examen, 18 septembre 1907.

en minorité consentiraient à soumettre leurs litiges à un tribunal organisé par leurs adversaires.

M. Choate proposait aussi de faire désigner à l'élection, par les États, les personnes qui composeraient provisoirement la cour, soit en limitant ce choix aux seuls membres de la cour actuelle, soit en l'étendant à d'autres jurisconsultes qui jouiraient d'une réputation universelle.

Les juges, ainsi désignés, resteraient en fonction jusqu'à l'époque où un mode d'élection définitif serait enfin adopté.

Il signalait encore le procédé suivant : les États dresseraient des listes de juristes et la conférence, votant par État, choisirait les membres de la cour parmi les candidats qui auraient été désignés par cinq puissances ou plus.

Le délégué américain était prêt à accepter l'un quelconque de ces systèmes, mais il ne voulait pas que la difficulté fût considérée comme insurmontable et qu'on la tournât par l'obtention d'un vote favorable à l'établissement de la nouvelle cour, en laissant aux Puissances ou à la prochaine conférence le soin d'établir un mode de nomination des juges.

Afin de tomber d'accord sur une base de discussion, relativement à cette question de la composition de la cour, M. Bourgeois, président du comité d'examen, demanda à

(1) 7^e Séance du comité d'examen, 5 septembre 1907.

un certain nombre de délégués de vouloir bien se constituer avec lui en sous-comité préparatoire (1).

Malheureusement, ce sous-comité fut impuissant à résoudre le problème et voici en quels termes M. Nélidow vint rendre compte de ses travaux.

« Le projet anglo-germano-américain n'a pas été appuyé et le système de la rotation a été repoussé.

On a ensuite examiné un système d'élection d'après lequel les membres de la cour de 1899 choisiraient parmi eux 15 à 17 juges pour former le nouveau tribunal.

Ce mode de composition a rencontré également de l'opposition. On objecta que tous les membres de la Cour de 1899 n'étaient pas des juristes et n'offriraient pas de garanties suffisantes.

Le sous-comité a tenté ensuite de combiner les deux principes de la nomination et de l'élection. Chaque gouvernement nommerait quatre candidats ; la liste ainsi formée serait présentée aux membres de la cour actuelle qui feraient leur choix.

Cette combinaison a été également écartée, on l'a trouvée trop compliquée et l'on a pensé qu'elle laisserait les États libres de désigner, en fait, les membres de la nouvelle cour.

(1) Le sous comité préparatoire était composé des délégués suivants : MM. Nélidow, Léon Bourgeois, Choate, Baron Marschall de Bieberstein, Ruy Barbosa, Merey de Kapos-Mere, Comte Tornielli, Edward Fry.

Vu l'impossibilité d'arriver à un accord le sous-comité a décidé de s'en remettre au comité d'examen (1). »

Un accord sur la question de la nomination des juges était-il donc absolument impossible ?

M. Choate ne le pensait pas et dans la huitième séance il demanda au comité d'examen d'accepter la proposition suivante, relative à la composition de la cour de justice arbitrale.

« I. Chaque Puissance signataire aura la faculté de nommer un juge et un juge suppléant qualifié pour et disposé à accepter de tels postes, et de transmettre les noms au bureau international.

II. Le bureau établira, d'après cela, une liste de tous les juges et suppléants proposés avec indication des nations les proposant et la transmettra à toutes les puissances signataires.

III. Chaque Puissance signataire signifiera au bureau lesquels des juges et suppléants ainsi nommés elle choisit, chaque nation votant pour quinze juges et suppléants en même temps.

IV. Le bureau, à la réception des listes ainsi votées, établira la liste des noms des quinze juges et des quinze suppléants ayant reçu le plus grand nombre de votes.

V. Dans le cas d'une égalité de vote affectant la sélection des quinze juges et des quinze suppléants, le choix entre eux sera, par un tirage au sort, fait par le bureau.

(1) 8^e Séance du comité d'examen. 18 septembre 1907, *Actes et Documents*, t. II, p. 695.

VI. En cas de vacance survenant dans un poste de juge ou de suppléant, la vacance sera remplie par l'Etat qui l'avait proposé (1). »

Le délégué américain pensait que, si ce projet était accepté seulement par quinze nations, il pourrait devenir le point de départ d'un accord général. « L'adhésion immédiate d'aucune nation particulière, grande ou petite, disait-il, ne serait indispensable. Ce serait un essai et les nations qui n'en voudraient pas aujourd'hui pourraient se décider plus tard (2). »

On mit aux voix la proposition américaine, ou mieux, le principe de l'élection tel qu'il y était formulé. Cette proposition fut acceptée par les Etats-Unis, la France, la Grèce, les Pays-Bas et le Pérou.

L'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Belgique, le Brésil, la Grande-Bretagne, l'Italie, le Portugal, la Roumanie et la Russie votèrent contre.

On lui reprochait de ne pas faire nommer les membres de la cour par ceux qui pourraient le mieux apprécier leur valeur, puisque les Etats devraient inscrire sur leurs listes des étrangers qu'ils ne connaîtraient pas ou du moins qu'ils connaîtraient mal.

Une semblable objection, à notre avis, était insoutenable, car il existe de par le monde suffisamment de jurisconsultes distingués pour que les Etats n'aient que l'em-

(1) *Actes et Documents*, t. II, p. 698.

(2) 8^e Séance du comité d'examen, 18 septembre 1907, *Actes et Documents*, t. II, 699.

barras du choix. La proposition de M. Choate était extrêmement raisonnable et nous devons regretter que le comité d'examen n'ait pas cru devoir l'accepter.

Bien que l'entente n'ait pas été possible au sujet de la nomination des juges, la Conférence ne crut pas devoir rejeter cependant, du même coup, tout le projet de convention pour l'établissement d'une cour de justice arbitrale et les délégués pensèrent qu'il serait utile que les puissances veuillent bien l'adopter, sous condition de l'entente à établir sur tout ce qui avait trait à la nomination des juges et au roulement à établir entre eux.

§ II. — LA REPRÉSENTATION DANS LA COUR DES NATIONS EN LITIGE

Les délégations de Grande-Bretagne et des Etats-Unis d'Amérique auraient désiré qu'un juge ne puisse pas participer à l'examen d'une affaire lorsque la puissance qui l'aurait désigné serait une des Parties (1). Ces délégations affirmaient qu'on ne pouvait pas, sans nuire au caractère judiciaire de la cour, porter atteinte à ce principe de droit universel.

M. Marschall de Bieberstein (2) préférait distinguer, au contraire, entre la juridiction nationale où nul ne peut avoir un représentant commun juge et l'arbitrage international où le libre choix des arbitres est la règle.

(1) Article 7, annexe 80, *Actes et Documents*, t. II.

(2) 2^e Séance, comité d'examen, 17 août 1907.

M. de Martens affirmait (1) qu'au point de vue pratique cette question était sans importance, et que dans l'affaire de l'Alabama, par exemple, les juges anglais n'avaient pas été inférieurs aux autres.

A ce dernier argument, il est facile de répondre que les autres juges ne furent pas inférieurs non plus aux juges anglais. Un exemple basé sur l'intégrité des personnes désignées ne prouve absolument rien, et nous sommes en droit d'affirmer que les institutions sont vicieuses, qui comptent uniquement sur la vertu des hommes.

En réalité, nous l'avons vu, lorsqu'un tribunal arbitral est composé de personnes désignées par les Parties, à l'exception du surarbitre, la sentence est rendue par le surarbitre seul. Dans un tribunal qui serait composé de quinze ou de dix sept juges, si les parties n'avaient chacune qu'un seul représentant, les inconvénients seraient évidemment bien moindres, mais ils n'en subsisteraient pas moins.

Dira-t-on que les nations en litiges devraient avoir un représentant dans la cour pour défendre leurs intérêts ?

Devant la cour, elles auraient les avocats au conseil qu'il leur plairait d'y envoyer. En quoi auraient-elles besoin d'être défendues en chambre du conseil ? La cause étant entendue, les juges n'auraient plus qu'à rendre leur sentence et la présence des représentants des parties ne pourrait avoir pour effet que d'envenimer la discussion et d'intimider les autres juges.

(1) Même séance.

Il aurait donc été raisonnable de les exclure ou tout au moins de donner à chaque Partie le droit de recuser (1) le juge de la partie adverse, sans risquer de porter atteinte au libre choix des juges par les Parties, puisque les Etats porteraient volontairement leurs litiges devant une cour où ils sauraient ne pas avoir de représentants. Malheureusement, pour faire accepter plus facilement le projet par les petits Etats qui n'auraient pas dû avoir, d'après leur système, une représentation permanente dans la cour, les délégations anglaise et américaine firent des concessions et il fut décidé (art. 8) (2) que toute puissance en litige, qui n'aurait pas, d'après l'ordre de roulement, un juge siégeant dans la cour, pourrait demander que la personne nommée par elle prenne part au jugement de l'affaire. Le sort déterminerait, dans ce cas, lequel parmi les autres juges appelés à siéger, devrait s'abstenir, sans que cette exclusion puisse s'appliquer au juge nommé par l'autre Partie. Lorsque plusieurs Puissances agiraient conjointement, il serait suffisant, disait ce même article, que l'une d'entre elles soit représentée et elles devraient s'entendre pour procéder à la désignation de ce juge dans le cas où aucune d'elle n'aurait déjà un juge siégeant dans la cour.

Cet article 8, qui d'ailleurs a été supprimé ainsi que tout ce qui avait trait à la nomination des juges, ne prévoyait

(1) Ce système fut proposé par M. Karandjouloff dans la 9^e séance de la 1^{re} sous commission le 1^{er} août 1907.

(2) *Actes et Documents*, t. II, annexe 86.

pas le cas où une puissance aurait une contestation avec plusieurs autres qui seraient chacune représentée. Il aurait été nécessaire, dans ce cas, comme l'avait demandé M. Asser (1), de décider que les parties ayant un intérêt commun ne seraient représentées que par un seul juge, les autres devant s'abstenir.

SECTION II

Organisation et fonctionnement

§ I. — ORGANISATION DE LA COUR

D'après un article 6 qui a été supprimé, la cour de justice arbitrale aurait dû être composée de dix-sept juges et d'un nombre égal de juges suppléants.

Ces juges (art. 3) seraient nommés pour une période de douze ans et, afin d'assurer la continuité et la régularité des décisions judiciaires, leur mandat pourrait être renouvelé. En cas de vacance, le remplaçant serait nommé pour une nouvelle période de douze ans (2).

Les juges et les juges suppléants devraient (art. 5),

(1) 6^e Séance du comité d'examen 2 septembre 1907.

(2) L'article 23 de la convention de 1899 pour le règlement pacifique des conflits internationaux laissait obscur le point de savoir si en cas de décès ou de retraite d'un membre le juge nommé en remplacement l'était pour une période entière (six ans) ou pour la fin de la période de celui qu'il était appelé à remplacer. Cette lacune a été comblée dans l'article 44 de la convention de 1907. Le juge nommé en remplacement, l'est pour une nouvelle période de six ans.

avant d'entrer en fonction, prendre l'engagement d'exercer leurs fonctions « avec impartialité et en toute conscience » Aucune forme particulière de serment ne serait imposée, aussi les juges seraient-ils libres de faire un serment véritable ou, s'ils le préféraient, une simple affirmation solennelle.

L'article 7 du projet des délégations anglo-germano-américaines donnait à chaque puissance le droit de nommer un juge et un juge suppléant pour siéger en l'absence du titulaire.

Il laissait à ces puissances la faculté de s'associer pour ne nommer qu'un juge et un juge suppléant pour la totalité des périodes à elles afférentes, à condition cependant que le cumul soit compatible avec le tableau de roulement. Sous la même condition, il aurait été permis aux États de désigner la même personne pour remplir successivement les deux fonctions de juge et de juge suppléant, ce qui aurait pu ainsi leur donner une représentation supplémentaire (1).

La désignation de ces juges serait faite par les gouvernements. M. Holls avait demandé en 1899 que le droit de nommer les juges soit laissé à la plus haute cour de justice de chaque État, cette juridiction étant mieux à même de discerner la compétence et la valeur d'un juge international, sans se laisser guider par une influence politique quelconque.

(1) Discours de M. Scott, 2^e séance du comité d'examen, 17 août 1907.

Ces hautes cours de justice ne désigneraient évidemment que des personnes compétentes, mais il est permis de se demander si elles ne limiteraient pas leur choix à l'enceinte de la haute cour elle-même. Il est nécessaire cependant qu'un tribunal international soit composé de personnes, non seulement compétentes, mais encore sympathiques aux autres États, car une institution arbitrale à laquelle les parties ne s'adresseront que si tel est leur bon plaisir attirera à elle les litiges beaucoup par la renommée des hommes qui seront appelés à la composer. Il faut donc laisser aux gouvernements le soin de faire cette désignation. Grâce aux grands moyens d'investigation dont ils disposent, leur choix sera certainement plus large, sans que l'on ait à craindre qu'il puisse être mauvais, puisque l'amour-propre national sera engagé.

Les personnes désignées pour remplir les fonctions de juges devraient, dit l'article 2, jouir de la plus haute considération morale et « remplir les conditions requises, dans leurs pays respectifs, pour l'admission dans la haute magistrature ». La raison de cette disposition est que, dans certains pays, les titres qui ouvrent l'accès aux différentes fonctions judiciaires ne sont pas les mêmes et peuvent présenter différents degrés. Si on n'exigeait pas des personnes appelées à siéger au tribunal international les connaissances nécessaires pour être nommé juge à la cour suprême de leur pays, il serait possible (1), en théorie, de

(1) Kriege, comité d'examen B ; 6^e séance, 2 septembre 1907.

désigner des hommes qui n'auraient pas de connaissances juridiques suffisantes. D'ailleurs, cette disposition n'a rien d'absolue, car, d'après le même article, « les jurisconsultes d'une compétence notoire en matière de droit international » pourront faire partie de la cour bien que ne remplissant pas les conditions requises pour l'admission dans la haute magistrature. Mais quel sera le criterium qui permettra de savoir si la personne désignée est d'une compétence suffisamment notoire ?

Il semblerait plus simple, au premier abord, de faire subir un examen aux candidats à cette fonction et d'instituer un diplôme de juge à la cour internationale. Malheureusement, ce moyen ne donnerait pas de très bons résultats. « L'autorité qui appartient à une personne et à sa réputation de juriste, a dit M. Mérignhac, procèdent d'éléments divers qu'il n'est pas possible d'apprécier d'une façon absolue » (1). Il semble donc préférable de laisser, à ce sujet, la plus grande initiative aux gouvernements et de s'en remettre tout simplement à leur sagesse (2). « L'homme est supérieur à ses titres, disait le rapporteur, et l'excellence de la cour dépendra du caractère et de la personnalité des juges, bien plus que de la réalisation de conditions académiques » (3).

(1) Merignhac, *La Conférence de la Paix*, p. 330.

(2) M. de Martens avait demandé dans la 6^e séance du comité d'examen, le 2 septembre 1907, que les gouvernements soient tenus de communiquer, au bureau international, les états de service des juges nommés par eux.

(3) Rapport de M. Scott, 9^e séance plénière, 16 octobre 1907. *Actes et Documents*, t. I, p. 359.

Les juges et juges suppléants devraient être choisis, autant que possible, parmi les membres de la cour permanente.

Pour mettre la réputation des juges à l'abri de tout soupçon de partialité et augmenter ainsi le prestige de la cour, il a été décidé, article 7, que l'exercice des fonctions judiciaires serait interdit aux juges dans les affaires au sujet desquelles ils auraient, « à un titre quelconque, concouru à la décision d'un tribunal national, d'un tribunal d'arbitrage ou d'une commission d'enquête, ou figuré dans l'instance comme conseils ou avocat d'une Partie. »

Cependant, les juges qui auraient pris part à une enquête comme membre de la délégation pourraient (art. 8), avec l'assentiment des Parties, siéger comme juges si le litige était soumis à l'arbitrage de la cour ou de la délégation (1).

Les juges ne pourraient pas intervenir devant la Cour, la cour permanente d'arbitrage, devant un tribunal spécial d'arbitrage ou une commission d'enquête comme agent ou comme avocat, « ni y agir (art. 7) pour une partie en quelque qualité que ce soit. »

Il est bien évident que seules ont été visées les fonctions d'agent ou d'avocat mais non celles de juges et il ne

(1) « Le comité d'examen reconnut que les fonctions d'enquêteurs et d'interprètes de la loi étaient différentes et leur exercice si distinct, qu'il n'y avait pas lieu d'exclure les membres de la délégation si les parties désiraient leur présence. »

Rapport de M. Scott, 9^e séance plénière 16 octobre 1907; *Actes et Documents*, t. I, p. 380.

serait interdit aux membres de la cour, pendant la durée de leur mandat, que d'être les représentants de l'une des Parties (1).

Pour augmenter l'indépendance des membres de la Cour, on leur accorderait (art. 5) les privilèges et immunités diplomatiques « dans l'exercice de leurs fonctions et en dehors de leurs pays (2) ».

Ces juges considérés, selon l'expression de M. Bourgeois, comme « des fonctionnaires de l'ordre judiciaire international », seraient rétribués (art. 9). Leur traitement comprendrait deux éléments distincts : une indemnité annuelle de six mille florins néerlandais qu'ils recevraient seulement pendant les années où ils seraient appelés à siéger et une allocation spéciale de cent florins par jour qui leur serait payée « pendant l'exercice de leurs fonctions, au cours des sessions ou dans les cas spéciaux (3) prévus par la présente convention ». Cette allocation spéciale serait destinée à couvrir les dépenses des juges pendant leur résidence officielle à La Haye.

Il leur serait alloué, en outre, une indemnité de voyage. Mais aucun tarif des distances n'a été fixé à ce

(1) M. Bourgeois, 7^e séance du comité d'examen le 5 septembre 1907.

(2) Comme un État peut prendre pour juge une personne qui n'est pas son ressortissant ou a bien précisé, de façon à éviter toute controverse, que « leur pays » voulait dire « leur pays d'origine » (6^e séance du comité d'examen 2 septembre 1907).

(3) Lorsqu'ils seraient membres de la délégation ou commissaires d'enquête.

sujet, car on a préféré s'en remettre aux dispositions particulières de chaque pays.

Toutes ces allocations, qui rentreraient dans les frais généraux de la cour, seraient versées par l'entremise du bureau international, de façon à bien marquer que les juges ne sont pas à la solde de leurs gouvernements.

Les juges suppléants, lorsqu'ils rempliraient les fonctions judiciaires, ne recevraient pas l'indemnité annuelle de dix mille florins. Il ne leur serait alloué que l'indemnité journalière de cent florins et les indemnités de voyage.

Les commissaires d'enquêtes, choisis en dehors des membres de la cour (art. 20), seraient rétribués par les Parties qui les auraient désignés.

On a pu se demander (1) si l'indemnité de six mille florins serait réellement suffisante et si les hommes compétents consentiraient, pour une aussi faible compensation, à abandonner les hautes situations qu'ils pourraient occuper dans leurs pays. Ne risquerait-on pas d'éloigner de la cour, par ce traitement minime, tous ceux, parmi les juges possibles, qui ne posséderaient pas de fortune personnelle (2) ?

En donnant aux juges de la cour un traitement relativement modeste on a voulu éviter surtout de provoquer la convoitise d'hommes politiques en quête d'une situation. D'ailleurs, comme les membres de la Cour ne seraient

(1) M. Choate, 7^e séance du comité d'examen le 5 septembre 1907.

(2) M. d'Estournelles de Constant, même séance.

pas obligés de résider à La Haye, d'une façon permanente, ils pourraient conserver leurs occupations dans leurs propres pays et l'indemnité qu'ils recevraient, comme juges internationaux, viendrait ainsi s'ajouter à leurs autres revenus (1). On a pensé, enfin, que l'honneur de faire partie d'un semblable tribunal serait sans doute suffisant pour faire accepter les meilleurs.

Aucun article du projet de convention n'a stipulé l'immovibilité pour les juges. Mais, comme ils seraient nommés pour une période de douze ans, sans qu'on ait prévu pour leur remplacement d'autres cas que le décès ou la démission (art. 3), cela équivaldrait presque à une sorte d'immovibilité. On a voulu augmenter ainsi l'impartialité des juges, leur permettre d'acquérir une expérience utile et développer chez eux une sorte d'esprit de corps, grâce à leur travail en commun pendant une longue période de temps (2).

Cependant, rien n'empêcherait un gouvernement de révoquer le juge par lui nommé et « la seule garantie contre les abus, consisterait dans la responsabilité morale des gouvernements (3) ». En cas de révocation, la première nomination n'en resterait pas moins valable, et les

(1) Rapport de M. Scott, 9^e séance plénière de la conférence le 16 octobre 1907, *Actes et Documents*, t. I, p. 369.

(2) Rapport de M. Scott, 9^e séance plénière 16 octobre 1907, *Actes et Documents*, t. I p. 360

(3) M. Renault, 6^e séance du comité d'examen 2 septembre 1907.

décisions auxquelles le juge aurait pu prendre part conserveraient toute leur force obligatoire (1).

Pour assurer aux juges de la cour la plus complète indépendance et pour augmenter leur autorité, il leur serait interdit (art. 10) de recevoir, de leur gouvernement ou de celui d'une autre puissance, aucune rémunération pour des services rentrant dans leurs devoirs comme membres de la cour (2).

Avant de prendre possession de leurs sièges, les juges et juges suppléants devraient, devant le conseil administratif, « prêter serment ou faire une affirmation solennelle d'exercer cette fonction avec impartialité et en toute conscience. »

Ils seraient obligés de remplir toutes les fonctions que pourraient avoir à exercer les membres de la cour et, si cette obligation n'a été stipulée nulle part, c'est parce qu'elle résulte de la nature même des choses (3). Les juges seraient en quelque sorte des fonctionnaires, ce qui les distinguerait surtout des membres de l'ancienne cour. Grâce à cette obligation, ils acquerraient une situation indépendante vis-à-vis de leurs propres gouvernements

(1) Rapport de M. Scott.

(2) M. d'Estournelles de Constant aurait voulu qu'on interdise aux juges d'exercer dans leurs pays des fonctions rétribuées car on ne pouvait pas, à son avis, concilier la « dépendance nationale » qui en résulterait avec « l'indépendance internationale » qu'il fallait assurer à ces juges. *Actes et Documents*, t. II, p. 614.

(3) Rapport de M. Scott, 9^e séance plénière, *Actes et Documents*, t. I, p. 371.

qui ne pourraient pas leur reprocher d'avoir, par exemple, dans tel cas déterminé, accepté le mandat de juge.

Les juges de la cour seraient égaux (art. 4) et prendraient rang « d'après la date de la notification de leurs nominations (art. 3, al. 1). » Dans le cas où la date serait la même, la préséance appartiendrait au plus âgé.

Les juges suppléants, dans l'exercice de leurs fonctions, seraient assimilés aux juges titulaires, mais ils ne prendraient rang qu'après ceux-ci.

D'après un article 8, qui a disparu ainsi que tout ce qui avait trait à la nomination des juges, la cour aurait dû élire elle-même, et pour trois ans, son président et son vice-président à la majorité absolue des suffrages. Après deux tours de scrutin, l'élection se serait faite à la majorité relative et, en cas de partage, le sort aurait décidé. En fixant à trois ans le temps pendant lequel le président et le vice-président auraient exercé leurs fonctions, on excluait de ce poste les juges de toutes les puissances dont les représentants n'auraient pas eu trois ans de siège d'après le système proposé par les délégations anglo-germano-américaine.

La cour de justice arbitrale (art. 11) aurait son siège à La Haye et ne pourrait, sauf le cas de force majeure, le transporter ailleurs.

Le conseil administratif (1) (art. 12) remplirait, à

(1) « Le Conseil administratif permanent, composé des représentants diplomatiques des puissances contractantes accrédités à La Haye et du ministre des affaires étrangères des Pays-Bas, qui remplit les

l'égard de la cour de justice arbitrale, les fonctions qu'il remplit à l'égard de la cour permanente d'arbitrage.

Le bureau international lui servirait de greffe et mettrait ses locaux et son organisation à la disposition de la cour et de la délégation. Il aurait la garde des archives et la gestion des affaires administratives. Le secrétaire général du Bureau international remplirait les fonctions de greffier.

Afin que les parties ne puissent pas imposer aux juges de la cour l'usage d'une langue que ceux-ci ne connaîtraient pas, il a été décidé, article 23, que la cour elle-même choisirait la langue dont elle ferait usage et celles dont l'emploi serait autorisé devant elle. Il aurait été plus

fonctions de Président, à la direction et le contrôle du Bureau international.

Le conseil arrête son règlement d'ordre ainsi que tous autres règlements nécessaires.

Il décide toutes les questions administratives qui pourraient surgir touchant le fonctionnement de la cour.

Il a tout pouvoir, quant à la nomination, la suppression ou la révocation des fonctionnaires et employés du bureau.

Il fixe les traitements et salaires, et contrôle la dépense générale.

La présence de neuf membres dans les réunions dûment convoquées suffit pour permettre au conseil de délibérer valablement. Les décisions sont prises à la majorité des voix.

Le conseil communique, sans délai, aux puissances contractantes les règlements adoptés par lui. Il leur présente, chaque année, un rapport sur les travaux de la Cour, sur le fonctionnement des services administratifs, et sur les dépenses. Le rapport contient également un résumé du contenu essentiel des documents communiqués au bureau par les puissances en vertu de l'article 43, alinéas 3 et 4 » article 49 de la convention de 1907.

simple cependant de choisir une langue officielle, car, en autorisant devant la cour un certain nombre d'idiomes, on risque de diminuer le nombre des personnes qui seraient susceptibles d'en faire partie.

En ce qui concerne les conseils et les avocats on s'en référerait, en vertu de l'article 22, à l'article 62 de la convention pour le règlement pacifique des conflits internationaux ainsi conçu : « Les parties ont le droit de nommer auprès du tribunal des agents spéciaux avec la mission de servir d'intermédiaire entre elles et le tribunal.

Elles sont en outre autorisées à charger de la défense de leurs droits et intérêts devant le tribunal, des conseils ou avocats nommés par elles à cet effet. »

L'alinéa 3 de cet article 62 ne s'appliquerait pas, car, en vertu de l'article 7 du projet de convention pour l'établissement d'une cour de justice arbitrale, nous avons vu qu'il serait interdit à un juge d'exercer les fonctions d'agent, de conseil ou d'avocat, même en faveur de la Puissance qui l'aurait nommé.

§ II. — LA DÉLÉGATION

A côté de la cour il existerait un organisme spécial chargé de remplir, en quelque sorte, les attributions expéditives qui incombent, dans l'organisation judiciaire interne, aux présidents des tribunaux (1).

(1) M. Renault, 2^e séance du comité d'examen 17 août 1907.

On a beaucoup discuté pour savoir quel nom on donnerait à cette institution. La dénomination de Comité spécial, proposée par les délégations anglo-germano-américaines, ne fut pas adoptée, car, dans aucun pays, si ce n'est en Grande-Bretagne, cette appellation ne s'applique à une assemblée judiciaire (1). M. de Martens aurait voulu qu'on donnât à cette institution nouvelle le nom de « tribunal permanent d'arbitrage », mais, comme on ne voulait pas laisser supposer qu'il s'agissait d'une institution complètement distincte de la cour de justice arbitrale elle-même, et pour éviter aussi toute confusion avec le tribunal institué en 1899, on préféra le nom de délégation qui devait mieux indiquer et son origine et sa fonction (2).

Pour faire de cette délégation une chose simple, capable de résoudre rapidement les conflits de moindre importance, on a fixé à trois le nombre des juges qui seraient appelés à la composer. Les parties conservant toujours le droit de réunir la cour au plenum, il serait inutile, en effet, d'y faire rentrer un plus grand nombre de personnes, ce qui ne pourrait avoir comme résultat que d'en rendre le mécanisme trop lourd.

Les trois membres de la délégation et leurs trois suppléants seraient désignés annuellement à l'élection par la cour et choisis dans son sein.

(1) M. de Martens, même séance.

(2) Rapport de M. Scott, 9^e séance plénière 16 octobre 1907.

La délégation élirait elle-même son président qui, à défaut d'une majorité, serait désigné par le sort.

Cette fonction imposerait peut-être, à ceux qui l'accepteraient, l'obligation d'habiter en permanence à La Haye, car les affaires portées devant la délégation pourraient être très nombreuses (1). Aussi, en prévision de cette éventualité, a-t-on fixé à une année seulement le temps pendant lequel les juges de la cour seraient appelés à remplir leurs fonctions comme membres de la délégation, de façon à permettre à des hommes très occupés et ayant de hautes situations d'accepter cependant de faire partie de la délégation pendant cette courte période de temps. Il serait possible d'apprécier, pendant l'année où il resterait en fonction, la valeur d'un juge et on le réélirait si l'épreuve avait été décisive en sa faveur.

En fixant à un an la durée de cette fonction, les délégations anglo-germano-américaine avaient enfin le désir de rendre leur projet acceptable par les petits Etats qui, d'après le système de répartition des sièges, ne devaient avoir de représentants à la cour que pendant une année. On ne voit malheureusement pas comment il aurait été possible, dans ce cas, de procéder à une réélection, même si le juge d'un de ces petits Etats avait fait preuve de qualités exceptionnelles.

(1) En principe les membres de la délégation ne seraient pas tenus de siéger en permanence à La Haye mais ils devraient toujours être prêts pour les convocations qui leur seraient adressées et qui seraient plus nombreuses que celles adressées aux membres de la cour.

Bien que nommée pour une année, la délégation n'arrêterait pas ses travaux à l'expiration de ce délai, mais seulement lorsque serait achevé l'examen des affaires qui lui auraient été soumises. On a préféré envisager l'éventualité de deux délégations siégeant en même temps plutôt que de soumettre les litiges à l'examen de nouveaux juges, ce qui risquerait de profonger les affaires indéfiniment.

Dans un louable esprit d'impartialité, il a été décidé, article 6, qu'un membre de la délégation ne pourrait pas exercer ses fonctions quand la puissance qui l'aurait nommé, ou dont il serait le ressortissant, serait une des Parties. Néanmoins, pour faire quelques concessions aux adversaires d'une institution à forme judiciaire, on a cru pouvoir s'écarter, dans une large mesure, de cette très sage règle et, par l'article 20, on a donné à chaque partie le droit de désigner un juge de la Cour pour prendre part, avec voix délibérative, à l'examen de l'affaire soumise à la délégation. Les Etats, on peut le craindre, n'useront pas à titre exceptionnel de cette faculté, mais ils en profiteront, au contraire, toutes les fois qu'ils auront un litige à soumettre à la délégation avec l'espoir de faire pencher ainsi le plateau de la balance en leur faveur au détriment de la justice. On s'était demandé si ces juges adjoints prendraient part au jugement de l'affaire, ou s'ils se borneraient simplement à assister les juges dans la recherche de la solution. A la réflexion, « il a semblé, disait à ce sujet le rapporteur, qu'un juge devait toujours agir en juge, et non en expert, et qu'il ne pourrait, sans

déroger, être privé du droit de participer au jugement, lorsqu'il siégerait avec la délégation (1). »

Le siège de la délégation serait à La Haye, mais, avec l'assentiment des Parties, un autre lieu pourrait être choisi si des circonstances particulières l'exigeaient (art. 11).

En 1899 on avait nettement distingué entre les commissaires d'enquête et la cour d'arbitrage, mais en 1907 la deuxième conférence de la Paix a pensé que des juges, « habitués à peser les témoignages pour établir la véracité des faits allégués (2) », seraient particulièrement désignés pour remplir les fonctions de commissaire d'enquête. Il a donc été décidé (art. 18) que la délégation serait compétente pour procéder à une enquête, en vertu et en conformité du titre III de la Convention pour le règlement pacifique des conflits internationaux, en tant qu'elle en serait chargée par les Parties. Pourrait-on raisonnablement craindre, comme le pensait M. Lammarch (3), que les délégués, se souvenant trop qu'ils sont des juges, ne sachent pas se contenter de la seule constatation des faits ? Nous ne le pensons pas, et, il aurait été bien ridicule, pour parer à un danger aussi problématique, de vouloir interdire aux Parties, lorsqu'elles seraient d'accord à ce sujet, de s'adresser à la délégation. On pourrait, en effet, grâce à cette institution organisée à l'avance, éviter

(1) Rapport de M. Scott, *Actes et Documents*. t. I, p. 385.

(2) Rapport de M. Scott, *Actes et Documents*, t. I, p. 379.

(3) 4^e Séance du comité d'examen 24 août 1907.

toutes les difficultés qui ne manqueraient pas de se produire si les Parties devaient s'entendre sur le choix des commissaires.

Chaque Partie aurait le droit, d'après l'article 20, de désigner une personne pour prendre part aux travaux de la commission d'enquête. Ces personnes, qui pourraient être choisies parmi les membres de la cour, ou en dehors si on préférerait des techniciens à des juristes, feraient partie intégrante de la commission, sans que l'on ait d'ailleurs à redouter l'insuffisance de leur formation juridique puisqu'aucune sentence ne devrait intervenir. Leur éducation et leur origine, si c'était des techniciens, contribueraient même à faire perdre à la délégation, fonctionnant comme commission d'enquête, ce caractère de tribunal que certains craignaient de lui voir conserver. Les frais de déplacement et les indemnités qui devraient être payés à ces personnes nommées par les parties seraient à la charge de la communauté, dans le cas où on les choisirait parmi les membres de la cour, « car il entre dans les intentions des auteurs du projet, a dit M. Kriege, de mettre toute la cour à la disposition de ceux qui veulent y recourir » (1). Dans le cas contraire, ces frais seraient supportés par les États qui les auraient désignés.

(1) 5^e Séance du comité d'examen le 27 août 1907, *Actes et Documents*, t. II, p. 654.

SECTION III

Le fonctionnement de la cour.

La cour se réunirait en session seulement une fois par an et elle prolongerait ses séances tant que l'ordre du jour ne serait pas complètement épuisé.

Pour éviter aux puissances les frais d'une réunion inutile, cette session annuelle n'aurait pas lieu dans le cas où la délégation n'en verrait pas la nécessité. Il peut sembler qu'un pouvoir aussi considérable, laissé entre les mains de la délégation, devienne un danger pour l'existence de la cour elle-même et que la délégation, par mauvaise volonté, ou dans le but d'accaparer tout le pouvoir à son profit, ne cherche à s'opposer systématiquement aux réunions de la cour. L'article 14 a prévu cette éventualité et toute Puissance, « Partie à un litige actuellement pendant devant la cour et dont l'instruction est terminée », aurait le droit d'exiger que la session ait lieu.

On a pu se demander s'il ne serait pas utile de maintenir cette session annuelle même lorsque l'état des affaires ne l'exigerait pas, afin que les membres de la cour n'oublient pas qu'ils sont des juges et pour rappeler au monde, par ces réunions, qu'il existe un tribunal international, toujours prêt à solutionner les conflits qui pourraient s'élever entre les États.

M. Alberta d'Oliveira (1) aurait voulu que la cour se réunisse en séance plénière au moins tous les cinq ou six ans et que dans ces séances, où toutes les puissances seraient représentées, les juges, tout en apprenant à se connaître, puisse s'occuper de questions réglementaires et discuter sur des questions de droit international.

A notre avis, de semblables réunions seraient, non seulement inutiles, mais encore dangereuses, car la cour risquerait de se transformer en une académie où on parlerait beaucoup et où fatalement on travaillerait peu. Il serait même nuisible de permettre aux membres de la cour de discuter entre eux sur des questions de droit international, car ils pourraient ensuite être appelés à se prononcer, comme juges, sur des questions au sujet desquelles antérieurement ils auraient donné leur avis dans une discussion d'ordre théorique. Cette opinion étant connue des États, ceux-ci pourraient avoir une certaine répugnance à s'adresser à ces juges. Ne serait-il pas à souhaiter aussi que les Puissances prennent l'habitude de s'adresser de préférence à la délégation, organisme moins encombrant et plus rapide que la cour elle-même ?

Nous ne pouvons donc qu'approuver la disposition très sage de l'article 14 qui « réalise une sorte de compromis entre les deux points de vue qui se sont faits jour au sein du comité, celui des partisans de la permanence des sessions, et celui qui donnait à la délégation le droit de con-

(1) 2^e Séance comité d'examen B, 17 août 1907.

voquer la cour lorsqu'elle jugerait les affaires en état d'être solutionnés » (1).

En cas de nécessité, la délégation pourrait convoquer la cour en session extraordinaire.

On laisserait à la cour (art. 32) le soin de faire elle-même son règlement d'ordre intérieur ; il serait communiqué ensuite aux puissances signataires, afin que les États puissent connaître les règles qu'ils devraient avoir à observer pour la conduite de l'instance en cas de litige. La cour se réunirait donc aussitôt que possible après la ratification de la présente convention pour élaborer ce règlement, élire son président, son vice-président et désigner les membres de la Délégation (2).

Elle déterminerait de quelle façon devraient se faire les élections, soit du président, soit de la Délégation, les années où la cour n'aurait pas de session. Comme ces élections ne pourraient se faire que par correspondance, il serait nécessaire qu'elle prenne des mesures pour en garantir l'impartialité.

La cour indiquerait de quelle façon ses membres communiqueraient avec le Bureau international.

Il lui serait permis (art. 33) de proposer des modifica-

(1) Rapport de M. Scott, *Actes et Documents*, t. I, p. 374.

(2) « Il faut que la Cour se réunisse rapidement afin de parfaire son organisation et d'élaborer son règlement d'ordre intérieur. Cela seul suffira à légitimer la réunion des juges, et leur donnera l'occasion d'occuper les loisirs qu'ils auront, prétend-on, au moins lors de leur première session » (Rapport de M. Scott, *Actes et Documents*, t. I, p. 390).

tions à apporter aux dispositions de la convention en ce qui concernerait la procédure. Ces propositions devraient être communiquées aux Puissances signataires et approuvées par elle, car la cour de justice arbitrale ne serait pas un corps législatif (1).

Les secrétaires adjoints au greffier, les traducteurs et les sténographes seraient nommés et assermentés par la cour (art. 13).

Chaque année (art. 15) la Délégation dresserait un compte rendu des travaux de la cour. Il serait communiqué aux juges et juges suppléants et transmis, par l'intermédiaire du bureau international, aux puissances contractantes. Le bureau international n'aurait pas qualité pour critiquer les travaux de la cour et son rôle se réduirait à celui d'un simple intermédiaire.

Une semblable institution entraînerait des dépenses assez considérables. Les sommes nécessaires pour faire face aux frais généraux de la cour seraient versées au conseil administratif par les Puissances signataires. On n'a pas indiqué sur quelle base se ferait la répartition de ces dépenses entre les États, à cause du rapport étroit qui existe entre cette question et celle de la nomination des juges. L'une et l'autre ont été réservées (2).

(1) Rapport de M. Scott, 9^e séance plénière, 16 octobre 1907.

(2) Dans le projet des délégations d'Allemagne, des États-Unis et de la Grande-Bretagne, il était dit (art. 33, annexe 85) que les frais généraux de la Cour seraient supportées par les puissances signataires dans la proportion de leur participation au fonctionnement de la Cour.

L'accès de la cour de justice arbitrale (art. 21) ne serait ouvert qu'aux Puissances contractantes, car on n'a pas voulu faire profiter des avantages de cette institution les États qui ne participeraient pas aux dépenses qu'elle occasionnerait.

CHAPITRE III

COMPÉTENCE DE LA COUR ET DE LA DÉLÉGATION

Il est évident que la Cour de justice arbitrale ne pourrait pas empiéter sur les questions qui sont du domaine des juridictions internes. « La compétence de la cour, a dit M. Scott, n'aura de commun avec celle des juridictions internes que les limites qui les séparent » (1).

Dans l'ordre international M. Bourgeois pensait que ce tribunal permanent, composé de jurisconsultes, serait l'organe tout désigné pour connaître des questions d'ordre juridique et pour rendre des décisions sur les pures questions de droit. A son avis, les cas où ce tribunal permanent serait acceptable, devraient être les mêmes que ceux pour lesquels l'arbitrage obligatoire serait possible. Pour les questions d'ordre politique il pensait que le libre choix des juges par les Parties devrait toujours être la règle, car un État ne consentirait jamais à porter le litige devant un tribunal international, s'il n'était pas intervenu dans la désignation de ses membres (2).

En 1899, expliquait le délégué français, comme on

(1) 1^{re} Sous commission, 9^e séance, 1^{er} août 1907.

(2) Même séance.

avait envisagé dans son ensemble le champ ouvert aux arbitrages internationaux, sans exclure les causes d'une certaine gravité, il était naturel qu'on ait établi comme corollaire à ces cas particuliers, le libre choix des juges par les Parties ; cette méfiance des États, à l'égard d'un tribunal qui serait composé de juristes nommés avant le litige, ne se concevrait plus au contraire lorsqu'il n'y aurait en jeu que de simples questions d'ordre juridique.

Il ne fut pas question, cependant, de refuser aux États, qui en manifesteraient le désir, le droit de s'adresser à la Cour de justice arbitrale lorsque les litiges seraient d'ordre politique. Les États resteraient absolument libres à ce sujet et la théorie de M. Bourgeois n'avait pour but que de faire accepter plus facilement le projet de tribunal permanent.

Malgré tout, cette distinction était mauvaise. Pourquoi établir arbitrairement en effet une ligne de démarcation entre les compétences respectives des deux cours ? Ne risquerait-on pas, en voulant limiter la compétence de l'une aux affaires de moindre importance, de diminuer son prestige et de la reléguer au second plan ? Une semblable distinction aurait surtout le grand inconvénient de permettre aux États, dans tous les cas où ils craindraient la jurisprudence de la cour de justice arbitrale, de lui préférer une juridiction spéciale en prétendant que la question est d'ordre juridique et ils pourraient ainsi, en invoquant ce motif, se soustraire facilement à la pression de l'opinion publique.

Est-il possible même de découvrir un critérium permettant de distinguer facilement les questions d'ordre juridique des questions d'ordre politique ? (1).

A quels signes pourrait-on reconnaître, en effet, qu'une question est d'ordre juridique ?

« Plusieurs réponses sont possibles à cette question, nous dit M. Pillet. Aucune n'est pleinement satisfaisante (2). » M. Pillet n'admet pas qu'on puisse ranger sous cette dénomination les questions qui s'élèvent entre les Etats mais qui pourraient tout aussi bien s'élever entre particuliers, car un conflit inoffensif entre particuliers peut devenir dangereux lorsqu'il s'élève entre des Etats. Il ne croit pas non plus qu'il s'agisse des questions ayant déjà été résolues par la voie de l'arbitrage, car, malgré l'autorité des précédents en cette matière, « une même question peut varier d'importance suivant les cas », et une question de limite peut être ou bien insignifiante ou bien vitale. « Sans doute, il vaut mieux dire, ajoute le

(1) Calvo, *Le droit international théorique et pratique*, t. III, p. 472 ; Bluntschli, *Droit international codifié*, article 478, p. 281 ; Goldsmith, *R. D. I.*, 1874, p. 423 ; Merignhac, *Traité de l'arbitrage international*, p. 185.

« Ce qu'il faut opposer aux questions juridiques, dit M. Dunker-Curtius, ce sont les questions diplomatiques, qui comprennent toutes les contestations relatives à la constitution même de la souveraineté ou qui forme un tout indivisible avec elle comme le sont les problèmes de la reconnaissance internationale » (Cassation et arbitrage, *R. D. I.*, 1910, p. 34).

(2) *La cause de la paix et les deux conférences de La Haye*, p. 40.

savant auteur, que l'on a voulu désigner par là les questions du ressort d'une règle établie par le droit international. Ces questions sont bien véritablement juridiques. Mais le malheur de cette solution est qu'elle substitue une incertitude à une autre incertitude. Qui pourrait faire la liste des questions internationales appartenant au domaine du droit? Qui pourrait même en citer une seule qui présente inclusivement ce caractère juridique, une seule dont on soit sûr qu'elle ne deviendra jamais une question politique (1)? »

L'interprétation des traites, par exemple, qui pour M. Beernaert (2) serait le type des questions juridiques, devrait être rangée, selon M. Dunker Curtius (3), dans la catégorie des questions d'ordre politique.

A notre avis, non seulement il serait à souhaiter que la cour de justice puisse connaître indistinctement de toutes les affaires, mais encore que sa compétence soit déclarée obligatoire dans certains cas : ceux pour lesquels l'arbitrage obligatoire serait actuellement possible. On procéderait alors à une énumération de ces cas et, avec le temps, cette liste ne pourrait que s'allonger. Ce serait là un premier pas dans la voie de la paix, et, au lieu de limiter la compétence de la nouvelle institution, on augmenterait son importance et on préparerait insensiblement la disparition de la Cour permanente d'arbitrage

(1) Pillet, p. 40.

(2) Séance du 3 août 1907, *Actes et Documents*, t. II, p. 332.

(3) Cassation et arbitrage, *R. D. I.*, 1910.

qui, de l'avis de tous, est un organisme moins parfait.

Dans le projet des délégations anglo-germano-américaine, on avait cherché à donner à la nouvelle cour une certaine supériorité sur l'ancienne en étendant sa compétence à tous les cas d'arbitrage qui, en vertu d'un traité général, conclu avant la ratification de la présente convention, auraient dû être soumis à la cour d'arbitrage, excepté dans le cas où l'une des Parties s'y serait opposée. M. Fusinato (1) fit remarquer que ce droit d'opposition, laissé à l'une des Parties était insuffisant et qu'il était nécessaire, pour qu'on puisse modifier une convention, de spécifier que cela ne pourrait avoir lieu qu'avec l'assentiment des Parties. Par son intervention il fit supprimer (2) cette disposition qui établissait, pensons-nous, une heureuse présomption en faveur de la nouvelle cour.

(1) 3^e Séance du Comité d'examen, 20 août 1907, *Actes et Documents*, t. II, p. 628.

(2) L'article 16 (annexe 80) comprenait un n° 3 ainsi conçu : « La Haute Cour internationale de justice sera compétente :

3° Pour la revision des sentences des tribunaux d'arbitrage et des rapports de Commissions d'enquête ainsi que pour l'établissement des droits et devoirs qui en découlent, dans tous les cas où, en vertu d'un traité général ou d'un accord spécial, les Parties s'adressent à cette fin à la Haute Cour. »

M. Fusinato fit observer dans la 3^e séance du Comité d'examen que la revision devrait toujours être portée devant les juges qui ont rendu la sentence et que pour l'appel ou la cassation toute stipulation spéciale était inutile puisque les Parties pourraient toujours dans ce cas, si elles étaient d'accord, recourir à la nouvelle Cour en vertu de la disposition générale contenue au n° 2 de l'article 16. Le n° 3 fut supprimé et le n° 2 est devenu l'article 17.

La cour de justice arbitrale serait compétente (art. 17) pour tous les cas qui seraient portés devant elle, soit en vertu d'une stipulation générale d'arbitrage, soit en vertu d'un accord spécial.

Par stipulation générale d'arbitrage on comprendrait les stipulations d'un traité général d'arbitrage ainsi que les clauses générales d'arbitrage contenues dans un traité et par accord spécial tout accord des Parties en vue de soumettre un litige à la cour, qu'il y ait ou non par avance un traité les y obligeant.

La délégation serait compétente, dit l'article 18, pour tous les cas prévus par l'article 17, lorsque les Parties seraient d'accord pour réclamer l'application de la procédure sommaire réglée au titre IV, chapitre iv, de la convention pour le règlement pacifique des conflits internationaux. Ce ne serait pas la nature du litige qui déterminerait la compétence de la délégation mais simplement le choix de la procédure sommaire, car on a voulu, en interdisant l'emploi des règles de procédure ordinaire, obtenir une solution plus rapide des litiges de peu d'importance.

La Délégation serait en outre compétente (art. 19) pour l'établissement du compromis, visé par l'article 52 de la convention pour le règlement pacifique des conflits internationaux, lorsqu'il y aurait accord des Parties pour s'en remettre à la cour. Cette compétence s'étendrait, sous la même condition, aux cas où il faudrait trancher un point spécial donnant lieu à des difficultés : par exemple, s'il se

produisait un désaccord entre les Parties sur un point spécial du compromis après la signature (1). On a voulu mettre ainsi à la disposition des Etats un comité spécial, impartial et neutre, jouissant de la confiance universelle, de façon à faciliter la pratique de l'arbitrage car l'entente au sujet du compromis est toujours difficile, impossible même, lorsqu'une Partie y met de la mauvaise volonté.

La délégation serait compétente aussi, pour l'établissement du compromis (art. 19), « même si la demande en était faite seulement par une partie », a près qu'un accord par la voie diplomatique aurait été vainement essayé, quand il s'agirait d'un différend provenant de dettes contractuelles réclamé à une Puissance par une autre Puissance comme dues à ses ressortissants et pour la solution duquel l'offre d'arbitrage aurait été acceptée. Cette disposition ne s'appliquerait pas si l'acceptation avait été subordonnée à la condition que le compromis serait établi selon un autre mode. L'Etat débiteur, qui refuserait de se prêter à l'établissement du compromis, risquerait de voir l'autre Partie faire usage contre lui de la force armée (2).

(1) 4^e Séance du Comité d'examen, 24 août 1907, *Actes et Documents*, t. II, p. 638.

(2)

CONVENTION

concernant la limitation de l'emploi de la force pour le recouvrement des dettes contractuelles

« Art. 1^{er}. — Les puissances contractantes sont convenues de ne pas avoir recours à la force armée pour le recouvrement des dettes

La Délégation serait encore compétente (art. 19, n° 1), pour l'établissement du compromis, en cas de différend rentrant dans un traité d'arbitrage général, conclu ou renouvelé après la mise en vigueur de cette convention, qui prévoirait pour chaque différend un compromis sans exclusion pour l'établissement de ce dernier, ni expressément ni par des stipulations concrètes, la compétence de la Délégation. On a voulu, par cette disposition, faciliter la rédaction du compromis à deux parties d'égale bonne foi pour reconnaître que le litige rentre bien dans le cadre de l'obligation. Il pourrait arriver, en effet, que faute d'entente, « l'arbitrage serait obligatoire tant qu'il n'y aurait pas de litige mais deviendrait facultatif dès qu'il en surgirait un (1) et on aurait ainsi construit sur le papier un superbe appareil qui deviendrait inopérant dans la

contractuelles réclamées au gouvernement d'un pays par le gouvernement d'un autre pays comme dues à ses nationaux.

Toutefois, cette stipulation ne pourra être appliquée quand l'État débiteur refuse ou laisse sans réponse une offre d'arbitrage, ou, en cas d'acceptation, rend impossible l'établissement du compromis, ou, après l'arbitrage, manque de se conformer à la sentence rendue.

Art. 2. — Il est de plus convenu que l'arbitrage mentionné dans l'alinéa 2 de l'article précédent, sera soumis à la procédure prévue par le titre IV, chapitre III, de la Convention de La Haye pour le règlement pacifique des conflits internationaux. Le jugement arbitral détermine, sauf les arrangements particuliers des Parties, le bien fondé de la réclamation, le montant de la dette, le temps et le mode de paiement. »

(1) M. Marschall de Bieberstein, 4^e séance du Comité d'examen, t. II, p. 639.

réalité. Grâce à ce « compromis obligatoire » il serait possible, au contraire, pensait M. Marschall de Biebers-
tein (1), de faire de l'arbitrage obligatoire une réalité
utile et susceptible de donner d'excellents résultats pra-
tiques.

Il a fallu, cependant, envisager deux cas qui, on doit le
craindre, se présenteraient peut-être fréquemment. L'une
des Parties pourrait estimer que le différend ne rentre
pas dans le cadre du traité d'arbitrage. En admettant
même que cette question ne fasse aucun doute, elle pour-
rait invoquer cependant une des réserves faites dans ce
traité : par exemple, la clause de l'homme ou des inté-
rêts vitaux. « Dans la pensée des auteurs du projet, disait
M. Kriege, la Délégation ne pourrait jamais trancher une
contestation sur un de ces cas sans l'assentiment préalable
des Parties (2). » Aussi a-t-il été stipulé (art. 19, n° 1) que
le recours à la cour n'aurait pas lieu si l'autre Partie
déclarait, qu'à son avis, le différend n'appartient pas à la
catégorie des questions à soumettre à un arbitrage obli-
gatoire, à moins que le traité d'arbitrage ne conférât au
tribunal arbitral le pouvoir de décider cette question
préalable :

Il serait préférable, pensons-nous, de laisser toujours à
la cour le soin de décider si le différend rentre ou non
dans le traité d'arbitrage et si la réserve s'applique. Un

(1) Même séance.

(2) 4^e Séance du Comité d'examen, *Actes et Documents*, t. II,
p. 676.

tribunal se prononcera à ce sujet avec toute l'impartialité désirable tandis que les Parties risqueront, au contraire, de ne considérer que leur intérêt et de cacher leur mauvaise foi sous le manteau de la réserve. Cela leur sera d'ailleurs toujours facile, car « il est impossible, a dit M. Pillet, qu'un litige existe entre Etats sans qu'il affecte de quelque manière leur indépendance. — Le danger consiste dans l'absence de toute commune mesure, permettant d'affirmer péremptoirement, et sans contradiction possible, qu'un différend ne touche ni à l'honneur ni aux intérêts vitaux des peuples qui s'y trouvent engagés. — A défaut d'une définition nette, simple, acceptée par la communauté internationale, des intérêts vitaux de l'Etat et des exigences de son honneur, une réalité fort brutale subsistera sous ces vaines formules, c'est que l'Etat signataire d'un semblable traité recourra à l'arbitrage quand il le voudra et, quand il ne le voudra pas, réprouvera l'arbitrage sans manquer, en apparence au moins, à la parole qu'il a donnée (1). »

Le seul remède à ce danger, comme nous l'indiquions plus haut, serait de laisser à la cour elle-même le soin de se prononcer sur de semblables questions. Au sujet des questions intéressant l'honneur, M. Merignhac a pu comparer les Etats aux individus et, puisque les témoins peuvent décider d'après le code du duel s'il y a lieu ou non à rencontre, à l'exclusion des Parties, il paraît bien

(1) Pillet, *La cause de la paix et les deux conférences*, p. 41.

difficile « qu'un Etat se montrât plus susceptible que les particuliers les plus chatouilleux sur le point d'honneur ; ou bien que les particuliers qui composent la collectivité, puissent agir, quand il s'agit de l'honneur de l'Etat qui est leur honneur collectif, autrement que pour leur honneur personnel (1). » Ce qui est vrai pour l'honneur le serait aussi pour les questions susceptibles de porter atteinte aux intérêts vitaux, ainsi que pour les cas où il s'agirait simplement de savoir si le différend rentre ou non dans un traité d'arbitrage.

(1) Merignhac, *La conférence internationale de la paix*, p. 298.

CHAPITRE IV

LA PROCÉDURE

Pour la procédure on se référerait, dit l'article 22, aux règles établies par la convention pour le règlement pacifique des conflits internationaux, excepté ce qui serait prescrit par la convention actuelle.

Mais une question se pose : ces règles de procédure seraient-elles obligatoires pour les Parties ?

Dans son rapport, M. Scott (1) n'a pas suffisamment précisé cette question et il s'est contenté de déclarer que les règles de procédure, édictées par la convention pour le règlement pacifique des conflits internationaux, seraient étendues à la nouvelle cour et s'imposeraient à elle, à moins que les dispositions de la nouvelle convention ne le modifient directement ou indirectement, mais sans indiquer si elles s'imposeraient en même temps aux Parties.

Il y a là, à notre avis, une lacune regrettable, car, en tête du chapitre III (titre IV de la convention de 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux), l'ar-

(1) *Actes et Documents*, t. I, p. 386.

ticle 51 pose en principe que ces règles de procédure sont essentiellement facultatives (1). « Comment concevrait-on, en effet, a pu écrire M. Renault, que l'arbitrage fût en lui-même facultatif, et que, le principe de l'arbitrage une fois admis par deux Etats en litige, la procédure dût se poursuivre dans des formes strictement obligatoires (2). »

Il semblerait cependant que les règles de procédure, une fois établies, ne devraient plus pouvoir être modifiées au gré des parties. « On comprend, écrivait M. Merignhac, au sujet de la première conférence de la Paix, que la discussion ait pu s'élever sur le point de savoir si l'arbitrage devait être dans certains cas obligatoire. Mais les hésitations ne se conçoivent plus, quand il s'agit de simples règles de procédure qui sont conservatoires des droits des Parties, et qui, pour ce motif, doivent être aussi nettement tracées et suivies que possible. Le règlement dressé à La Haye par des hommes compétents, à la fois aux points de vue juridique, politique et diplomatique, inspiré des précédents les plus autorisés et répondant aux nécessités théoriques et pratiques, paraissait donc devoir être déclaré obligatoire; et, en l'établissant facultatif, les délégués

(1) « Si on voit aisément, a dit M. de Lapradelle, comment le compromis peut décider que les débats, au lieu d'être à huis clos, seront publics, on voit mal comment ils seraient dirigés par un autre que M. le Président, ou comment les Parties pourraient convenir que toute pièce produite par l'une d'elles ne devra pas être nécessairement communiquée à l'autre » (*R. D. I. P.*, t. VI, p. 820).

(2) *Recueil des arbitrages internationaux* de MM. de Lapradelle et Politis, préface par M. L. Renault, p. viii.

ont sans doute été influencés par une fausse et regrettable assimilation entre le fond et la forme. De ce que l'on avait repoussé l'arbitrage obligatoire, il ne s'ensuivait nullement que la procédure ne pût avoir ce caractère (1) ».

Ce qui est vrai pour la Cour permanente d'arbitrage le serait, à plus forte raison, pour cette cour de justice arbitrale, organisée à l'image de nos tribunaux nationaux et dont la compétence, nous l'avons vu, semblerait devoir être limitée aux questions d'ordre juridique.

D'après l'article 52 de la convention de 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux « les puissances qui recourent à l'arbitrage signent un compromis dans lequel sont déterminés l'objet du litige, le délai de nomination des arbitres, la forme, l'ordre et les délais dans lesquels la communication visée par l'article 63 devra être faite et le montant de la somme que chaque Partie aura à déposer à titre d'avance pour les frais.

« Le compromis détermine également, s'il y a lieu, le mode de nomination des arbitres, tous pouvoirs spéciaux éventuels du tribunal, son siège, la langue dont il fera usage et celles dont l'emploi sera autorisé devant lui, et généralement toutes les conditions dont les Parties sont convenues. »

Les dispositions de l'article 52 ne s'appliqueraient pas en ce qui concerne le mode de nomination des arbitres, le siège du tribunal, la langue dont il ferait usage et

(1) Merignhac, *La conférence internationale de la paix*, p. 342.

celles dont l'emploi serait autorisé devant lui. La Cour, en effet, dont la composition serait fixée une fois pour toutes, aurait son siège à La Haye (art. 11) et ne pourrait, sauf le cas de force majeure, le transporter ailleurs. Elle déciderait elle-même (art. 23) du choix de la langue dont elle ferait usage et des langues dont l'emploi serait autorisé devant elle.

Dans la procédure arbitrale on remarque deux phases distinctes (art. 63, conv. 1907) : l'instruction écrite et les débats.

« L'instruction écrite consiste dans la communication faite par les agents respectifs, aux membres du tribunal et à la Partie adverse, des mémoires, des contre mémoires et, au besoin, des répliques ; les Parties y joignent toutes pièces et documents invoqués dans la cause. Cette communication aura lieu, directement ou par l'intermédiaire du bureau international, dans l'ordre et dans les délais déterminés par le compromis.

« Les délais fixés par le compromis pourront être prolongés de commun accord par les Parties, ou par le tribunal quand il le juge nécessaire pour arriver à une décision juste.

« Les débats consistent dans le développement oral des moyens des Parties devant le tribunal. »

D'après l'article 24, les communications seraient faites aux juges, au cours de l'instruction, par l'intermédiaire du bureau international, car la conférence n'a pas voulu (1)

(1) Rapport de M. Scott, *Actes et Documents*, t. I, p. 386.

appliquer à la cour de justice arbitral, qui serait composée d'un grand nombre de juges, la disposition de l'article 63 (conv. 1907) qui laisse aux parties le soin de déterminer comment seront faites ces communications.

Art. 64. — « Toute pièce produite par l'une des Parties doit être communiquée, en copie certifiée conforme, à l'autre Partie. »

Art. 65. — « A moins de circonstances spéciales le tribunal ne se réunit qu'après la clôture de l'instruction. »

Les débats seraient dirigés (art. 26 et 30) par le président ou le vice-président et, en cas d'absence ou d'empêchement de l'un et de l'autre, par le plus ancien des juges présents. Mais, dans un louable esprit d'impartialité, il a été décidé que le juge nommé par une partie ne pourrait jamais siéger comme président à cause de l'influence qui découle naturellement de cette fonction.

En 1899, comme en 1907, on a voulu faire de la publicité des débats une mesure exceptionnelle qui ne pourrait avoir lieu qu'en vertu d'une décision du tribunal, prise avec l'assentiment des Parties. Il est bien évident que la publicité peut avoir des inconvénients et qu'elle risque de donner naissance parfois à des mouvements d'opinions susceptibles d'influencer les juges. Malgré tout, elle reste « la condition essentielle de toute bonne justice. » « Aussi estimons-nous, a pu dire M. Merignhac, que, renversant la proposition de l'article 41 (devenu l'art. 66), on aurait dû faire de la publicité la règle, avec possibilité d'admettre le huis clos à la requête des Parties ou d'office. Le

grand avantage de ce changement dans l'économie du texte aurait consisté à bien attirer l'attention de tous sur le fait du huis clos, qui dès lors n'aurait été ordonné qu'à bon escient, tandis qu'il est à craindre que, conformément aux errements d'une certaine diplomatie aimant à s'entourer de mystère, il ne devienne une habitude uniquement parce que la décision voulue pour le faire cesser ne sera point sollicitée du tribunal (1). »

Les débats « sont consignés (art. 57, 3^e alin.) dans des procès-verbaux rédigés par des secrétaires que nomme le président. Ces procès-verbaux sont signés par le président et par un des secrétaires ; ils ont seuls caractère authentique. »

Art. 64. — « L'instruction étant close, le tribunal a le droit d'écarter du débat tous actes ou documents nouveaux qu'une des Parties voudrait lui soumettre sans le consentement de l'autre. »

Art. 68. — « Le tribunal demeure libre de prendre en considération les actes ou documents nouveaux sur lesquels les agents ou conseils des Parties appelleraient son attention. »

En ce cas, le tribunal a le droit de requérir la production de ces actes ou documents, sauf l'obligation d'en donner connaissance à la Partie adverse. »

Art. 69. — « Le tribunal peut, en outre, requérir des Parties la production de tous actes et demander toutes

(1) Merignhac, *La conférence internationale de la paix*, p. 351.

explications nécessaires. En cas de refus, le tribunal en prend acte. »

Art. 70. — « Les agents et les conseils des Parties sont autorisés à présenter oralement au tribunal tous les moyens qu'ils jugent utiles à la défense de leur cause. »

Art. 71. — « Ils ont le droit de soulever des exceptions et des incidents. Les décisions du tribunal sur ces points sont définitives et ne peuvent donner lieu à aucune discussion ultérieure. »

Art. 72. — « Les membres du tribunal ont le droit de poser des questions aux conseils des Parties et de leur demander des éclaircissements sur les points douteux.

« Ni les questions posées, ni les observations faites par les membres du tribunal pendant le cours des débats ne peuvent être regardées comme l'expression des opinions du tribunal en général ou de ses membres en particulier. »

Art. 73. — « Le tribunal est autorisé à déterminer sa compétence en interprétant le compromis ainsi que les autres actes et documents qui peuvent être invoqués dans la matière, en appliquant les principes du droit. »

Art. 74. — « Le tribunal a le droit de rendre des ordonnances de procédure pour la direction des procès, de déterminer les formes, l'ordre et les délais dans lesquels chaque Partie devra prendre ses conclusions finales, et de procéder à toutes les formalités que comporte l'administration des preuves. »

Art. 75. — « Les Parties s'engagent à fournir au tribunal, dans la plus large mesure qu'elles jugeront possible,

tous les moyens nécessaires pour la décision du litige. »

Pour toutes les notifications à faire, notamment aux témoins et aux experts, ont laisserait à la cour (art. 25 du projet de convention pour l'établissement d'une cour de justice arbitrale) le choix entre deux procédés. Elle pourrait recourir à l'intermédiaire de la puissance sur le territoire de laquelle elle aurait siège ; ou bien elle s'adresserait directement au gouvernement de la Puissance sur territoire de laquelle la notification devrait être effectuée ou la preuve recueillie. Mais la Puissance requise aurait le droit de refuser les requêtes adressées à cet effet, si elle les jugeait « de nature à porter atteinte à sa souveraineté ou à sa sécurité ». Lorsqu'il serait donné suite aux requêtes on rembourserait exactement aux Etats les dépenses occasionnées par ces opérations.

Les notifications à faire aux Parties, dans le lieu où siégerait la cour, pourraient être exécutées par le bureau international.

Le point capital de l'article 25 serait, d'après le rapporteur, l'engagement pris par les Etats de « coopérer avec la cour pour l'information des Parties, témoins et experts résidants dans des pays différents et auxquels les notifications doivent être effectuées (1). »

A notre avis, il est regrettable que la conférence ait cru devoir adopter une règle aussi élastique et aussi imprécise que celle qui permet aux Etats de refuser les requêtes,

(1) Rapport Scott, *Actes et Documents*, t. I, p. 387.

sous prétexte qu'elles pourraient porter atteinte à leur souveraineté ou à leur sécurité, car il sera toujours facile à un Etat d'invoquer cette fin de non recevoir lorsqu'il voudra mettre un obstacle aux travaux de la cour.

Après que les agents et conseils des Parties (art. 77, conv. 1907) auraient présenté tous les éclaircissements et preuves à l'appui de leur cause, le Président prononcerait la clôture des débats.

Suivant une règle universellement observée, les délibérations de la cour (art. 27) et de la délégation (art. 30) auraient lieu à huis-clos et resteraient secrètes.

Les décisions (art. 27) seraient prises à la majorité des juges présents (1) et, dans le cas où la Cour siégerait en nombre pair, s'il y avait partage de voix, on ne compterait pas celle du dernier des juges, « dans l'ordre de préséance établi d'après l'article 4, alinéa 1 ». La cour profiterait ainsi de l'expérience du juge dont la voix ne serait pas comptée puisqu'il contribuerait aux débats et de plus on n'aurait pas à donner de prépondérance à la voix du Président, car cette pratique pourrait être préjudiciable à la bonne administration de la justice (2).

Lorsqu'une seule Partie userait du droit (art. 20)

(1) On ne s'occuperait pas de l'arbitre qui refuserait de prendre part au vote.

D'après l'article 51 de la Convention du 29 juillet 1899 on aurait dû mentionner ce refus au procès-verbal, mais cette disposition a été supprimée en 1907 et ne se retrouve plus dans l'article 78 (Conv. 1907) qui a remplacé l'article 51.

(2) Rapport de M. Scott, *Actes et Documents*, t. I, p. 388.

d'adjoindre un membre à la Délégation la voix de ce juge ne serait pas comptée en cas de partage, car la conférence n'a pas voulu que la décision puisse dépendre de la présence de ce membre qui régulièrement ne devrait pas faire partie de la délégation.

La sentence rendue par la cour de justice arbitrale serait motivée.

C'est là une garantie de bonne justice qui ne peut avoir comme résultat que d'augmenter l'autorité des arbitres, tout en aidant à la formation du droit international. « En l'absence de motifs, écrit M. Darras, comment en effet apprécier le bien fondé de la décision? Même si elle repose sur des motifs exacts qui n'ont pas été portés à la connaissance du public, la décision perdra nécessairement de ce fait une grande partie de sa valeur morale et, comme elle ne peut être contrôlée, elle ne s'imposera que difficilement au respect de tous. Comment aussi parfois comprendre certaines parties du dispositif si leur intelligence n'en est pas facilitée par l'étude possible des motifs qui ont inspiré le juge? — On peut encore remarquer que si l'usage de ne point motiver la sentence arbitrale se généralisait, le développement du droit international pourrait en éprouver un arrêt particulièrement fâcheux. Une même décision peut en effet reposer sur deux ordres de motifs bien différents; si la décision ne s'explique pas à cet égard, comment pourra-t-on déterminer l'ordre des motifs sur lequel l'arbitre s'est appuyé? Comment les publicistes pourront-ils dégager des diverses sentences

arbitrales une jurisprudence assez certaine pour former l'un des éléments de formation du droit international (1)? »

Pour M. Pierantoni la justice est lumière et vérité et elle doit se montrer sous une forme sensible. « Il faut, dit-il, que le juge justifie son jugement, qui est une opération de l'âme, un acte de recherche par lequel, après avoir entendu les Parties, précisé et posé les questions, vérifié les faits, il décide, indiquant les règles de droits qui ont déterminé son jugement. Les motifs en fait et en droit s'ils sont une garantie exigée par la loi de procédure, sont un besoin de la société internationale (2). »

Il avait été décidé en 1899 que les sentences arbitrales seraient rédigées par écrits, signées par chacun des membres du tribunal et que les juges restés en minorité pourraient constater, en signant, leur dissentiment (art. 52). Mais en 1907 on a pensé que la constatation de ces dissentiments ne pourrait avoir pour effet que d'amoindrir l'autorité de la sentence. Aussi, pour ne donner aucun indice sur le vote des juges, a-t-il été stipulé (art. 31 du projet de convention) que les arrêts de la cour et de la Délégation mentionneraient simplement les noms des juges y ayant participé et qu'ils ne seraient signés que par le président et le greffier.

« Cela ne signifiera pas, a bien spécifié M. Scott dans

(1) Darras, « De certains dangers de l'arbitrage international », *R. D. I. P.*, 1899, p. 544.

(2) Pierantoni, *R. D. I.*, t. XXX, 1899, p. 455.

son rapport, que le jugement reproduit l'opinion du président ; la signature ne garantit que l'authenticité du jugement. Celle de l'expédition est garantie par la signature du greffier (1). »

Pour M. de Lapradelle, non seulement les juges devraient pouvoir constater leur dissentiment, mais encore ils devraient pouvoir le motiver. Il reproche à la première conférence de la paix de n'avoir pas vu « qu'en soumettant, dans le jugement même, la décision arbitrale aux critiques de la minorité, elle forcerait les arbitres à serrer de plus près leur argumentation et leurs idées pour échapper aux critiques de cette minorité. Sous l'apparence d'affaiblir l'autorité matérielle de la sentence, la conférence ne comprend pas qu'elle la fortifierait en exigeant d'elle une plus grande valeur morale (2). »

A notre vis, une semblable règle serait dangereuse, car les jugements rendus à la majorité simple auraient une autorité moindre que ceux rendus à l'unanimité et, de plus, il serait difficile aux représentants des Parties de se prononcer ouvertement contre ceux qui les auraient désignés.

« La sentence est lue (art. 80, conv. 1907) en séance publique, les agents et les conseils des Parties présents ou dûment appelés. »

Art. 81. — « La sentence dûment prononcée et notifiée aux agents des Parties, décide définitivement et sans appel la contestation. »

(1) Rapport de M. Scott, *Actes et Documents*, t. I, p. 389.

(2) De Lapradelle, *R. D. I. P.*, t. VI, p. 824.

Art. 82. — « Tout différend qui pourrait surgir entre les Parties concernant l'interprétation et l'exécution de la sentence sera, sauf stipulation contraire, soumis au jugement du tribunal qui l'a rendue. »

Art. 83. — « Les Parties peuvent se réserver dans le compromis de demander la revision de la sentence arbitrale.

« Dans ce cas, et sauf stipulation contraire, la demande doit être adressée au tribunal qui a rendu la sentence. Elle ne peut être motivée que par la découverte d'un fait nouveau (1) qui eût été de nature à exercer une influence sur la sentence et qui, lors de la clôture des débats, était inconnu du tribunal lui-même et de la Partie qui a demandé la revision.

« La procédure de revision ne peut être ouverte que par une décision du tribunal, constatant expressément l'existence du fait nouveau, lui reconnaissant les caractères prévus par le paragraphe précédent et déclarant à ce titre la demande recevable.

« Le compromis détermine le délai dans lequel la demande de revision doit être formée. »

(1) « Il faut distinguer soigneusement, a dit M. Bourgeois, entre la découverte d'une erreur et la découverte d'un fait nouveau. Dans le premier cas, il n'est pas possible de remettre en question la sentence, car ce serait mettre en cause la conscience des juges. Dans le second, la conscience des juges n'est pas en question. Il faut qu'il soit bien entendu aussi qu'un fait est nouveau parce qu'il a été inconnu à la fois et des arbitres et des Parties en cause » (12^e séance du Comité d'examen, 1^{er} juillet 1899, *Actes et Documents*, p. 159).

M. de Martens, en 1899 comme en 1907, fut l'adversaire de la revision qui ne pouvait, d'après lui, que diminuer la responsabilité des arbitres, ébranler l'autorité de leur sentence et prolonger le différend.

A ces objections on a répondu (1) que la revision ne diminuerait pas la responsabilité des arbitres qui, en toutes circonstances, devraient apporter le plus grand soin à leur œuvre et que le délai de quelques mois, pendant lequel il faudrait attendre le jugement définitif, n'aurait pas grande importance, en comparaison des longues années qui s'écoulent habituellement entre la naissance du litige et sa solution.

Malheureusement, pour donner satisfaction à la Délégation russe, au lieu de déclarer que le recours en revision serait la règle et ne pourrait être écarté que par une prohibition formelle, il a été stipulé, au contraire, que les Parties devraient se réserver dans le compromis le droit d'exercer ce recours en revision pour qu'il puisse se produire (2).

(1) De Lapradelle, « La conférence de la Paix », *R. D. I. P.*, t. VI, pp. 258 et suiv.

(2) « Que la Conférence de 1899 n'a pas voulu admettre la théorie de l'amiable composition, écrit M. Dunker-Curtius, résulte bien de ce fait qu'elle a posé le principe des jugements motivés, et accueilli — malgré une opposition très vive de M. de Martens — la revision, cela grâce à la proposition transactionnelle de M. Asser...

On motive leur application de textes, non une combinaison de faits; quant à la revision, elle suppose un « mal jugé » et, là où il y a amiable composition, il peut y avoir un calcul mal fait — jamais un mal jugé, — puisqu'on n'a pas « jugé » dans le sens juridique du terme : solution d'une question de droit à l'aide de principes généraux » (*R. D. I.*, 1910, p. 27).

« Il n'en reste pas moins, écrit M. de Lapradelle, que la pure doctrine est méconnue puisque la revision, au lieu d'être obligatoire, n'est que facultative, au lieu d'être un principe n'est qu'une exception.

C'est l'évolution de l'arbitrage hors du cadre de l'idée de justice qui, sous prétexte de paix ose s'effectuer, comme si la paix pouvait jamais se fonder sur les ruines du droit (1). »

On peut reprocher (2) aussi à la première conférence de la paix d'avoir stipulé que le recours serait porté devant les mêmes juges qui auraient siégé la première fois, car il est à craindre que ces premiers juges ne persistent dans leur opinion et que, connaissant à fond le litige, ils l'examinent trop superficiellement.

Les délégations d'Allemagne et des États-Unis auraient voulu que la nouvelle cour soit compétente (3) « pour la revision des sentences des tribunaux d'arbitrage et des rapports de commission d'enquête ainsi que pour l'établissement des droits et devoirs qui en découlent », dans tous les cas où, en vertu d'un traité général ou d'un accord spécial, les Parties s'adresseraient à cette fin à la cour.

Cette disposition fut rejetée mais il resta bien entendu que, par « accord spécial » (art. 17), on pourrait prévoir la revision d'une sentence arbitrale par la cour de justice (4).

(1) De Lapradelle, *R. D. I. P.*, t. VI, p. 827.

(2) Mérignhac, *La Conférence internationale de la paix*, p. 371.

(3) Article 16, n° 3, annexe 80, *Actes et Documents*, t. II.

(4) Rapports de M. Scott, *Actes et Documents*, t. I, p. 378.

L'article 84 de la convention pour le règlement pacifique des conflits internationaux stipule que « la sentence arbitrale n'est obligatoire que pour les Parties en litige.

Lorsqu'il s'agit de l'interprétation d'une convention à laquelle ont participé d'autres Puissances que les Parties en litige, celles-ci avertissent en temps utile toutes les Puissances signataires. Chacune de ces puissances a le droit d'intervenir au procès. Si une ou plusieurs d'entre elles ont profité de cette faculté, l'interprétation contenue dans la sentence est également obligatoire à leur égard. »

La sentence arbitrale est obligatoire pour les États « comme le serait toute convention à laquelle ils auraient apposé leur signature ; elle l'est par l'effet du compromis, c'est-à-dire du contrat par lequel ils ont désigné l'arbitre et lui ont donné le pouvoir de trancher le différend qui les sépare » (1). Mais cette force obligatoire de la sentence réside en elle-même ; elle est indépendante des voies et moyens qui pourraient être mis en jeu pour en assurer l'exécution. M. Thousen a bien prétendu que la sentence n'était pas exécutoire de plein droit et que les États restaient parfaitement libres de ne pas s'y soumettre. Mais « cette thèse audacieuse, a dit M. Weiss, porte la trace d'une confusion manifeste ; elle confond la force obligatoire de sentence arbitrale, et les voies et moyens pour parvenir à son exécution. Que la décision de l'arbitre n'ait

(1) Weiss, « De l'arbitrage de 1909 entre la Bolivie et le Pérou », *R. D. I. P.*, 1910, pp. 116 et 117.

pas par elle-même la force exécutoire, cela n'est pas contestable ni contesté. Il est bien certain qu'elle n'autorise pas l'État dont elle a consacré la prétention à procéder à des actes d'exécution directe contre l'autre État. Il est indispensable que les pouvoirs compétents de ce dernier État interviennent à l'exécution, qu'ils donnent au gouvernement le moyen matériel de se mettre en règle avec la sentence, de procéder à la rectification de frontière qu'elle a ordonnée, ou de payer les sommes qu'elle a mises à la charge de la partie condamnée à titre d'indemnité.

En effet, toutes les fois qu'un État est condamné en justice, un acte du législateur ou du pouvoir exécutif est nécessaire pour permettre l'exécution du jugement rendu contre lui » (1).

Serait-il désirable et possible de contraindre par la force les États à exécuter les condamnations prononcées contre eux (2)? Nous ne le pensons pas. « La seule autorité sur laquelle on puisse faire fond dans les rapports

(1) Weiss, « L'arbitrage de 1909 entre la Bolivie et le Pérou », *R. D. I. P.*, 1910, pp. 116 et 117.

(2) « Si un pareil tribunal était assez puissant pour que l'on n'essayât pas même de résister à ses décisions, un pouvoir aussi immense sur tout l'ensemble du monde civilisé constituerait un danger bien plus qu'une garantie ; et si, au contraire, l'efficacité de ses décisions pouvait être combattu, leur valeur pratique au point de vue du maintien de la paix diminuerait d'autant. »

« Telle est le terrible dilemme qui s'élève contre toutes ces belles théories et qui doit retarder longtemps encore leur réalisation. »

Rouard de Card, *L'Arbitrage international dans le passé, le présent et l'avenir*, p. 118.

internationaux est l'autorité de la justice et de la raison ; et cette autorité n'est pas complètement illusoire comme on pourrait le penser ; car si les nations aiment à triompher par la force elles détestent d'être réputées soutenir une cause injuste » (1).

Cependant, il y a des cas où les États sont parfaitement autorisés à ne pas exécuter la sentence : c'est lorsque cette dernière est nulle (2).

La question d'organiser une autorité compétente pour se prononcer sur la nullité, lorsqu'elle serait invoquée par un État, a bien été agitée en 1899, mais elle fut déclarée insoluble et actuellement, « comme il n'existe pas, dans l'organisation actuelle de la société internationale, d'autorité et de juridiction supérieure à celle de l'arbitre, les

(1) Pillet, *Lettre sur l'arbitrage* adressée à M. Strad, p. 3.

Contre la mauvaise volonté et le retard dans l'exécution de la sentence M. E. Nys propose l'astreinte qui pourrait être considérée à la rigueur au point de vue juridique comme une sorte de contrainte, *R. D. I.*, 1906, p. 22.

(2) Pour les cas de nullité de la sentence arbitrale voir :

Annuaire de l'Institut du droit international, 1877, p. 86 ;

Heffter, *Droit international de l'Europe*, p. 210 ;

Pradier-Fodéré, *Traité de droit international public européen et américain*, n° 2.628 ;

Bluntschli, *Le Droit international codifié*, article 493, p. 279 ;

Calvo, *Droit international théorique et pratique*, 4^e édit., t. III, pp. 485 et suiv.

Kamarowsky, *Le Tribunal international*, p. 355 ;

Merignhac, *Traité de l'arbitrage*, n° 315 et suiv.

Weiss, « L'arbitrage de 1909 entre la Bolivie et le Pérou », *R. D. I. P.*, pp. 117 et suiv.

Bonfils et Fauchille, *Manuel de Droit international public*, p. 615.

causes de nullité de la sentence doivent nécessairement être abandonnées à l'appréciation des Parties. A elles il appartient en définitive de juger si l'arbitre est ou non resté dans les limites qui lui étaient assignées par le compromis, s'il a fait ce qu'il avait le droit de faire. Et lorsqu'il apparaît à l'une des Parties que la condamnation qui l'a frappée est due à un excès de pouvoir, ou même à la corruption ou à la mauvaise foi de l'arbitre, elle a le droit et le devoir strict de se refuser à l'exécution de la sentence (1), en informant son adversaire, ainsi que l'exigent les égards internationaux, des motifs qui la lui font tenir pour nulle et non avenue.

L'opinion du monde civilisé jugera en dernier ressort de la valeur de ces motifs et il n'est pas à craindre qu'un État brave volontiers et sans raison sérieuse la sévérité impartiale d'un tel jugement » (2).

Il est permis d'espérer cependant que cette juridiction supérieure pourra être créée un jour. La cour de justice arbitrale, à notre avis, serait l'organe tout désigné pour remplir cette fonction, tandis que la Délégation jouerait le rôle de tribunal de première instance.

A cause des relations courtoises qui doivent régner

(1) Au sujet du différend entre les États-Unis et la Grande-Bretagne et du refus par les États-Unis d'exécuter la sentence rendue par le roi Guillaume 1^{er} des Pays-Bas en 1831, voir l'article de M. Weiss dans la *Revue générale de Droit international public*, 1910, pp. 123 et suiv.

(2) Weiss, *R. D. I. P.*, 1910, p. 122.

entre les Etats il serait difficile de condamner aux dépens la Partie qui succombe, comme cela a lieu dans les procès entre particuliers. Aussi a-t-il été stipulé (art. 29) que chaque Partie supporterait ses propres frais et une part égale des frais spéciaux de l'instance.

Quant aux frais généraux ils seraient à la charge commune des Puissances signataires.

La procédure sommaire d'arbitrage

Dues à l'initiative de la délégation française, les règles de procédure sommaire ont pour but de permettre la solution rapide des cas les plus fréquents d'arbitrage : les affaires d'importance secondaire ou les questions techniques.

« Nous avons pensé, à expliqué M. Renault, qu'il était possible pour ces cas, de faire fonctionner dans des conditions plus simples et plus pratiques la procédure arbitrale instituée en 1899, et nous nous sommes inspirés, dans ce but, des clauses compromissaires inscrites déjà dans plusieurs traités, notamment dans ceux de la Suisse avec l'Allemagne, la France et l'Italie. L'idée fondamentale de notre projet est la simplification de l'organisation du tribunal arbitral et sa spécialisation (1). »

Les règles de procédure sommaire qui ont été inscrites

(1) 1^{re} Commission, 1^{re} Sous-Commission, séance du 13 août 1907, *Actes et Documents*, t. II, p. 369.

sous le chapitre IV, titre IV, de la convention pour le règlement pacifique des conflits internationaux sont les suivantes :

Art. 86. — « En vue de faciliter le fonctionnement de la justice arbitrale, lorsqu'il s'agit de litiges de nature à comporter une procédure sommaire, les Puissances contractantes arrêtent les règles ci-après qui seront suivies en l'absence de stipulations différentes, et sous réserve, le cas échéant, de l'application des dispositions du chapitre III qui ne seraient pas contraires. »

Art. 88. — « A défaut d'accord préalable, le tribunal fixe, dès qu'il est constitué, le délai dans lequel les deux Parties devront lui soumettre leurs mémoires respectifs. »

Art. 89. — Chaque Partie est représentée devant le tribunal par un agent qui sert d'intermédiaire entre le tribunal et le gouvernement qui l'a désigné. »

Art. 90. — « La procédure a lieu exclusivement par écrit. Toutefois, chaque Partie a le droit de demander la comparution de témoins et d'experts. Le tribunal a, de son côté, la faculté de demander des explications orales aux agents des deux Parties, ainsi qu'aux experts et aux témoins dont il juge la comparution utile. »

La délégation ne serait compétente, nous l'avons vu, que si les Parties étaient d'accord pour réclamer l'application de cette procédure sommaire.

CHAPITRE V

ÉCHEC DU PROJET

Nous avons vu qu'une opposition violente avait été faite, par les représentants des petits Etats, au système proposé par les délégations anglo-germano-américaine pour la répartition des sièges de la cour. Les grandes Puissances voulaient occuper dans ce tribunal une situation privilégiée, tandis que les petits Etats réclamaient, avec raison, un mode de répartition conforme au principe de la stricte égalité des Etats souverains entre eux.

Les petites républiques sud-américaines surtout se firent remarquer par leur ardeur à défendre ce principe (1). Humiliées de n'avoir pas été convoquées à la première conférence de la paix, elles combattirent avec acharnement ce projet qui menaçait encore de les reléguer au second plan. Et M. Barbosa, dans la 3^e séance du comité d'examen, déclara qu'il avait reçu des instructions formelles de son gouvernement lui enjoignant de n'ac-

(1) H. Savary, « La conférence de La Haye », *Revue hebdomadaire*, n° 51, décembre 1907, pp. 345 et suiv.

cepter aucune combinaison, à moins qu'elle n'ait pour base le principe d'égalité entre les Etats.

Le délégué du Brésil se croyait même en droit d'affirmer que le comité d'examen n'était pas compétent pour examiner un projet contraire à tous les principes adoptés jusqu'à ce jour par la conférence.

« La conférence de 1899 se trouvait, disait-il, en face du droit international comme devant une agglomération immense d'idées pour la plupart en état d'abstraction, de théorie, telles qu'elles se rencontrent dans la doctrine, ou de précédents épars, tels qu'ils paraissent dans les événements ou dans les traités internationaux. Alors du fond de cette masse en élaboration, inconsistante et contradictoire, elle a pris certaines notions, les plus urgentes, les plus larges, les plus fondamentales, les plus universellement reconnues, et en a fait des normes consacrées (1). » L'égalité des Etats étant de ce nombre, la commission, en donnant mandat au comité, avait certainement sous entendu le maintien de ce principe et il n'était pas permis d'y toucher, ajoutait M. Barbosa, avant que les Etats n'aient fait savoir s'ils consentaient à cet amoindrissement de leur souveraineté.

A cette argumentation M. Léon Bourgeois répondit (2) que le rôle du comité n'était pas de prendre des décisions « *ne varietur* », mais au contraire de chercher des moyens

(1) 3^e Séance du Comité d'examen le 20 août 1907, *Actes et Documents*, t. II, p. 625.

(2) Même séance.

de conciliation et que la commission, en donnant mandat au comité, n'ignorait certainement pas les difficultés du problème puisque, un nombre de juges inférieur à celui des Etats représentés à La Haye avait été prévu dans le projet.

Portant la discussion sur un autre terrain, M. Barbosa prétendait que la Conférence n'avait aucun pouvoir pour créer une institution nouvelle, puisque le programme communiqué aux Puissances en 1906 par le gouvernement russe ne prévoyait que des « améliorations à apporter aux dispositions de la convention relative au règlement pacifique des conflits internationaux ». Mais en réalité, nous l'avons vu, le gouvernement russe avait formulé, à dessein, le programme de la conférence « en traits généraux » de façon à permettre aux Etats de proposer des questions spéciales qui ne seraient pas pertinemment désignées dans le programme. »

Ces objections d'ailleurs n'auraient pas arrêté les partisans de l'institution nouvelle. Malheureusement il ne fut pas possible au comité d'examen de s'entendre au sujet de la nomination des juges et, l'accord n'ayant pu se faire sur cette question capitale, il paraissait impossible de voter un projet ainsi mutilé, puisque les autres points n'avaient été acceptés que parce qu'on espérait pouvoir s'entendre finalement à ce sujet (1).

(1) « Si, malgré tant d'intérêt et de chaleur employés, au sein de cette conférence par la majorité de ses membres et justement ceux du plus grand prestige, dans le but de trouver une formule accep-

Le délégué du Brésil prétendait que la procédure et le fonctionnement, imaginé pour une cour constituée d'après un modèle spécial, celui du projet anglo-germano-américain, ne pourrait pas s'adapter à un autre type de constitution qu'une nouvelle conférence pourrait élaborer dans l'avenir. Cette objection était cependant en contradiction flagrante avec les faits. Nous avons vu, en effet, qu'un grand nombre de systèmes avaient été proposés pour résoudre le problème de la composition de la cour. Aussi, en réservant l'étude de cette question pour la fin de la discussion, et en adoptant, malgré cela, tous les autres articles du projet, chaque délégation reconnaissait bien qu'il n'y avait pas de contradiction entre les règles admises par tous et sa façon particulière d'envisager le mode de désignation des juges.

Cette adaptation qui aurait été possible avec tous les systèmes proposés en 1907 le sera donc certainement aussi, pensons-nous, avec celui qui pourra être adopté un jour.

Ce fut d'ailleurs l'avis du comité d'examen qui adopta, par huit voix contre cinq et deux abstentions, la proposition de M. Edward Fry ainsi conçue : « La Conférence estime qu'il est désirable que les Puissances signataires

table pour la composition de la nouvelle cour arbitrale, on n'aboutissait qu'à des échecs successifs, c'était, ou que la chose était impraticable, ou que le temps n'est pas encore mûr pour l'éclosion de cette nouveauté inconsistante et hasardeuse » (Discours de M. Barbosa, *Actes et Documents*, t. II, p. 149).

adoptent le projet pour l'établissement d'une cour de justice arbitrale en laissant de côté les dispositions qui ont trait à la nomination et au roulement à établir entre eux. »

Et, à ceux qui ne croyaient pas qu'on puisse édifier une cour dépourvue de juges, M. Renault vint expliquer qu'une chose analogue avait déjà été faite lorsqu'on avait signé, à La Haye, le 17 juillet 1905, une convention relative aux successions, dont la mise en vigueur était subordonnée à un règlement de procédure qui n'était pas encore établi.

L'ensemble du projet, accepté par le comité d'examen par 8 voix contre 5 et 2 abstentions (1), fut adopté par la première Commission, dans sa neuvième séance, le 10 octobre 1907, par 37 voix contre 6 et 4 abstentions (2).

La conférence, dans sa neuvième séance plénière, le 16 octobre 1907, adopta enfin par 36 voix et 6 abstentions (3), la déclaration britannique ainsi modifiée : « La

(1) *Ont voté pour* : Pays-Bas, Allemagne, Grande-Bretagne, États-Unis, Italie, Portugal, Russie, France.

Ont voté contre : Grèce, Pérou, Brésil, Roumanie, Belgique.

Se sont abstenus : Autriche-Hongrie, Luxembourg.

(2) *Ont voté pour* : Allemagne, États-Unis, République Argentine, Autriche-Hongrie, Bolivie, Brésil, Bulgarie, Chili, Chine, Colombie, Cuba, République Dominicaine, Équateur, Espagne, France, Grande-Bretagne, Guatemala, Haïti, Italie, Japon, Luxembourg, Mexique, Monténégro, Nicaragua, Norvège, Panama, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Perse, Portugal, Russie, Salvador, Serbie, Siam, Suède, Turquie.

Ont voté contre : Belgique, Roumanie, Suisse.

Se sont abstenus : Danemark, Grèce, Uruguay, Vénézuéla.

(3) *Ont voté pour* : Allemagne, États-Unis, République Argentine, Autriche-Hongrie, Bolivie, Brésil, Bulgarie, Chili, Chine, Colombie,

conférence recommande aux Puissances signataires l'adoption du projet, ci-annexé, de convention pour l'établissement d'une cour de justice arbitrale, et sa mise en vigueur dès qu'un accord sera intervenu sur le choix des juges et la constitution de la cour ».

Dans cette séance, un certain nombre de délégués vinrent faire des réserves (1) au nom de leur gouvernement et ils déclarèrent que leur vote était subordonné à la condition que, dans les négociations futures, se respecterait le principe d'égalité entre les Etats souverains.

La déclaration britannique a pris finalement le nom de vœu et elle figure comme vœu n° 1 dans l'acte final de la conférence.

Dispositions finales

Si un accord intervient un jour entre les Etats au sujet de la nomination des membres de la cour, il est dit, article 34, que « la présente convention sera ratifiée dans le plus bref délai possible.

Cuba, République Dominicaine, Équateur, Espagne, France, Grande-Bretagne, Guatemala, Haïti, Italie, Japon, Luxembourg, Mexique, Monténégro, Nicaragua, Norvège, Panama, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Perse, Portugal, Russie, Salvador, Serbie, Siam, Suède, Turquie, Vénézuéla.

Se sont abstenus : Belgique, Danemarck, Grèce, Roumanie, Suisse, Uruguay.

(1) Suisse, Roumanie, Haïti, Vénézuéla, Paraguay, République Dominicaine, Panama, Équateur, Uruguay, Chine, Bolivie, Nicaragua.

« Les ratifications seront déposées à La Haye.

« Il sera dressé du dépôt de chaque ratification un procès verbal, dont une copie certifiée conforme, sera remise par la voie diplomatique à toutes les Puissances signataires (1) ».

Art. 35 — « La convention entrera en vigueur six mois après sa ratification.

« Elle aura une durée de douze ans, et sera renouvelée tacitement de douze ans en douze ans, sauf dénonciation.

« La dénonciation devra être notifiée, au moins deux ans avant l'expiration de chaque période, au gouvernement des Pays-Bas qui en donnera connaissance aux autres Puissances.

« La dénonciation ne produira effet qu'à l'égard de la Puissance qui l'aura notifiée. La convention restera exécutoire dans les rapports entre les autres Puissances.

(1) Au sujet de l'article 58 de la Convention de 1899 pour le règlement pacifique des conflits internationaux dont certaines dispositions sont identiques à celles de l'article 34, M. Mérignhac écrit : « on n'a pas cru devoir réserver l'intervention des Parlements, en partant de cette idée qu'il appartient à chaque souverain ou chef d'État d'apprécier dans quelle mesure leur concours lui est constitutionnellement nécessaire ou inutile pour ratifier la convention » (*La Conférence internationale de la paix*, p. 377).

CONCLUSION

Malgré les imperfections du projet que nous avons examiné, l'établissement de cette cour de justice arbitrale n'en présenterait pas moins de sérieux avantages.

« 1° Les sentences de cette cour pourraient avoir une autorité morale plus grande que les sentences des juridictions arbitrales jusqu'ici en usage, parce que ces sentences seraient rendues par un plus grand nombre de juges et parce que, dans une cour assez nombreuse, les divers systèmes de législation et de procédure qui se partagent le monde seraient nécessairement représentés ; 2° la cour aurait plus d'autorité sur les agents des États en litige que des arbitres souvent inconnus d'eux avant l'instance ; 3° les délais qu'entraîne actuellement la constitution d'un tribunal arbitral seraient supprimés ; 4° les frais des instances seraient moindres ; 5° la cour de justice arbitrale serait tout indiquée pour résoudre les différends qui peuvent s'élever entre États signataires de traités d'arbitrage obligatoire, sur le point de savoir si tel litige survenu entre eux doit ou non, d'après leurs traités, être

nécessairement soumis à l'arbitrage; 6° enfin la cour de justice arbitrale pourrait, le cas échéant, jouer le rôle de tribunal de revision pour les sentences arbitrales (1). »

Malheureusement, nous l'avons vu, à cause surtout de l'obstruction du Brésil, l'entente ne fut pas possible au sujet de la composition de la cour et la conférence dut se contenter, après avoir avoué son impuissance, de manifester l'espoir qu'un accord serait possible sur cette question dans l'avenir.

Ce vœu ne ressemblait-il pas, comme l'affirmait M. Beldiman, « à la situation d'une société anonyme tombée en déconfiture, dont les actionnaires, le jour de la débâcle exprimeraient le vœu qu'il se trouvât quelqu'un qui voulût bien leur rembourser les sommes perdues? » Etait-il possible enfin de faire reposer « le grand projet d'une cour de justice arbitrale sur un « *pium desideratum* » pour l'avenir (2) »?

M. Beldiman jugeait bien sévèrement l'œuvre de la deuxième conférence de la Paix, car, si elle avait été impuissante à faire aboutir en entier le projet, du moins avait-elle eu le grand mérite d'aborder franchement la question et de la discuter alors qu'en 1899, au contraire,

(1) Résumé des raisons données en faveur de l'institution d'une Cour de justice arbitrale, par M. Launmasch devant l'Institut de Droit international dans sa session de Christiania au mois d'août 1912 (*R. D. I. P.*, 1913, p. 375).

(2) Discours de M. Beldiman, 1^{re} commission, 9^e séance, *Actes et Documents*, t. II, p. 178.

l'idée d'une cour aussi importante avait été, dès le début, écartée comme impraticable. Il oubliait que dans une question aussi délicate on ne peut avancer que par étapes successives, et qu'il est nécessaire de laisser aux Etats le temps de se familiariser avec cette idée nouvelle. Les gouvernements, on peut l'espérer, seront d'ailleurs favorables à l'établissement de ce tribunal permanent, car ils agissent sous la pression de l'opinion publique qui désire ardemment la paix et qui se montre effrayée de plus en plus par le développement des charges militaires. Le monde civilisé espère que, grâce à ce tribunal permanent, il sera possible de régler plus facilement les différends internationaux et surtout qu'il naîtra entre les peuples une atmosphère de paix, au milieu de laquelle les moindres incidents ne risqueront plus de prendre des proportions exagérées et d'entraîner des conflits armés.

En reconnaissant possible la création d'un tribunal permanent, et en faisant une étude approfondie du projet dont tous les détails ont été prévus, la deuxième conférence a fait un pas immense dans la voie de la paix, car elle a donné au monde l'espoir que ce progrès pourrait s'accomplir un jour et, « si tous les fruits que l'on souhaitait n'ont pu être encore recueillis, on peut dire que l'arbre est en fleurs et que la récolte viendra (1). »

Messieurs, disait le rapporteur, « nous n'avons pas seulement voulu bâtir la belle façade du palais de justice

(1) M. Léon Bourgeois, 5^e séance du comité d'examen.

international, nous avons construit et même meublé l'édifice, de façon que les juges n'aient plus qu'à s'y asseoir. C'est à vous, de leur en ouvrir la porte, c'est aux gouvernements de les y faire entrer ; nul doute que devant leur imposant aréopage, les plaideurs, pleins de déférence et de sécurité, ne viennent démontrer par leur nombre, que la solution juridique des conflits internationaux a cessé d'être la formule de l'avenir pour devenir celle du présent (1) ! »

(1) Rapport de M. Scott, 9^e séance plénière de la Conférence, 16 octobre 1907, *Actes et Documents*, t. I, p. 394.

ANNEXE

PROJET D'UNE CONVENTION relative à l'établissement d'une cour de justice arbitrale

TITRE I

ORGANISATION DE LA COUR DE JUSTICE ARBITRALE

Article premier

Dans le but de faire progresser la cause de l'arbitrage, les puissances contractantes conviennent d'organiser, sans porter atteinte à la cour permanente d'arbitrage, une cour de justice arbitrale, d'un accès libre et facile, réunissant des juges représentant les divers systèmes juridiques du monde, et capable d'assurer la continuité de la jurisprudence arbitrale.

Art. 2

La cour de justice arbitrale se compose de juges et de juges suppléants choisis parmi les personnes jouissant de la plus haute considération morale et qui tous devront remplir les conditions requises, dans leurs pays respectifs,

pour l'admission dans la haute magistrature, ou être des jurisconsultes d'une compétence notoire en matière de droit international.

Les juges et les juges suppléants de la cour sont choisis, autant que possible, parmi les membres de la cour permanente d'arbitrage. Le choix sera fait dans les six mois qui suivront la ratification de la présente convention.

Art. 3

Les juges et les juges suppléants sont nommés pour une période de douze ans à compter de la date ou la nomination aura été notifiée au Conseil administratif institué par la convention du 29 juillet 1899. Leur mandat peut être renouvelé.

En cas de décès ou de démission d'un juge ou d'un juge suppléant, il est pourvu à son remplacement selon le mode fixé pour sa nomination. Dans ce cas, la nomination est faite pour une nouvelle période de douze ans.

Art. 4

Les juges de la cour de justice arbitrale sont égaux entre eux et prennent rang d'après la date de la notification de leurs nominations (art 3, al. 1). La préséance appartient au plus âgé, au cas où la date est la même.

Les juges suppléants sont, dans l'exercice de leurs fonctions, assimilés aux juges titulaires. Toutefois, ils prennent rang après ceux-ci.

Art. 5

Les juges jouissent des privilèges et immunités diplo-

matiques dans l'exercice de leurs fonctions et en dehors de leurs pays.

Avant de prendre possession de leur siège, les juges et les juges suppléants doivent, devant le Conseil administratifs, prêter serment ou faire une affirmation solennelle d'exercer leurs fonctions avec impartialité et en toute conscience.

Art. 6

La cour désigne annuellement trois juges qui forment une délégation spéciale et trois autres destinés à les remplacer en cas d'empêchement. Ils peuvent être réélus. L'élection se fait au scrutin de liste. Sont considérés comme élus ceux qui réunissent le plus grand nombre de voix. La délégation élit elle-même son président, qui, à défaut d'une majorité, est désigné par le sort.

Un membre de la délégation ne peut exercer ses fonctions quand la puissance qui l'a nommé, ou dont il est le ressortissant, est une des parties.

Les membres de la délégation terminent les affaires qui leur ont été soumises, même au cas où la période pour laquelle ils ont été nommés juges serait expirée.

Art. 7

L'exercice des fonctions judiciaires est interdit aux juges dans les affaires au sujet desquelles il aura, à un titre quelconque, concouru à la décision d'un tribunal national, d'un tribunal d'arbitrage ou d'une commission d'enquête, ou figuré dans l'instance comme conseil ou avocat d'une partie.

Aucun juge ne peut intervenir comme agent ou comme avocat devant la cour de justice arbitrale ou la cour permanente d'arbitrage, devant un tribunal spécial d'arbitrage ou une commission d'enquête, ni y agir pour une Partie en quelque qualité que ce soit, pendant toute la durée de son mandat.

Art. 8

Tous les trois ans la cour élit son président et son vice-président à la majorité absolue des suffrages exprimés. Après trois tours de scrutin, l'élection se fait à la majorité relative et, en cas de partage des voix, le sort décide.

Art. 9

Les juges de la cour de justice arbitrale reçoivent une indemnité annuelle de six mille florins néerlandais. Cette indemnité est payée à l'expiration de chaque semestre à dater du jour de la première réunion de la cour.

Pendant l'exercice de leurs fonctions au cours des sessions ou dans les cas spéciaux prévus par la présente convention, ils touchent une somme de cent florins par jour. Il leur est alloué, en outre, une indemnité de voyage fixée d'après les règlements de leur pays. Les dispositions du présent alinéa s'appliquent aussi aux juges suppléants remplaçant les juges. Ces allocations, comprises dans les frais généraux de la cour, prévus par l'article 31, sont versées par l'entremise du bureau international institué par la convention pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

Art. 10

Les juges ne peuvent recevoir de leur propre gouvernement ou de celui d'une autre Puissance aucune rémunération pour des services rentrant dans leurs devoirs comme membres de la cour.

Art. 11

La cour de justice arbitrale a son siège à La Haye et ne peut, sauf le cas de force majeure, le transporter ailleurs.

La délégation peut, avec l'assentiment des Parties, choisir un autre lieu pour ses réunions si des circonstances particulières l'exigent.

Art. 12

Le conseil administratif remplit à l'égard de la cour de justice arbitrale les fonctions qu'il remplit à l'égard de la cour permanente d'arbitrage.

Art. 13

Le bureau international sert de greffe à la cour de justice arbitrale et doit mettre ses locaux et son organisation à la disposition de la cour. Il a la garde des archives et la gestion des affaires administratives.

Le secrétaire général du bureau remplit les fonctions de greffier.

Les secrétaires adjoints au greffier, les traducteurs et les sténographes nécessaires sont désignés et assermentés par la cour.

Art. 14

La cour se réunit en session une fois par an. La session

commence le troisième mercredi de juin et dure tant que l'ordre du jour n'aura pas été épuisé.

La cour ne se réunit pas en session, si la délégation estime que cette réunion n'est pas nécessaire. Toutefois, si une Puissance est partie à un litige actuellement pendant devant la cour et dont l'instruction est terminée ou va être terminée, elle a le droit d'exiger que la session ait lieu.

En cas de nécessité, la délégation peut convoquer la cour en session extraordinaire.

Art. 15

Un compte rendu des travaux de la cour sera dressé chaque année par la délégation. Ce compte rendu sera transmis aux Puissances contractantes par l'intermédiaire du bureau international. Il sera communiqué aussi à tous les juges et juges suppléants de la cour.

Art. 16

Les juges et juges suppléants, membres de la cour de justice arbitrale, peuvent aussi être nommés aux fonctions de juge et de juge suppléant dans la cour internationale des prises.

TITRE II

COMPÉTENCE ET PROCÉDURE

Art. 17

La cour de justice arbitrale est compétente pour tous les cas qui sont portés devant elle, en vertu d'une stipulation générale d'arbitrage ou d'un accord spécial.

Art. 18

La délégation est compétente :

1° pour juger les cas d'arbitrage visés à l'article précédent, si les Parties sont d'accord pour réclamer l'application de la procédure sommaire, réglée au titre IV, chapitre iv de la convention, pour le règlement pacifique des conflits internationaux ;

2° pour procéder à une enquête en vertu et en conformité du titre III de la dite convention en tant que la Délégation en est chargée par les Parties en litige agissant d'un commun accord. Avec l'assentiment des Parties et par dérogation à l'article 7, alinéa 1, les membres de la Délégation ayant pris part à l'enquête peuvent siéger comme juges, si le litige devient l'objet d'un arbitrage soit de la cour, soit de la Délégation elle-même.

Art. 19

La Délégation est, en outre, compétente pour l'établissement du compromis visé par l'article 52 de la convention pour le règlement pacifique des conflits internationaux si les Parties sont d'accord pour s'en remettre à la cour.

Elle est également compétente, même si la demande est faite seulement par l'une des Parties, après qu'un accord par la voie diplomatique a été vainement essayé, quand il s'agit :

1° d'un différend rentrant dans un traité d'arbitrage général conclu ou renouvelé après la mise en vigueur de cette convention et qui prévoit pour chaque différend un compromis, et n'exclut pour l'établissement de ce dernier,

ni explicitement ni implicitement, la compétence de la Délégation. Toutefois, le recours à la cour n'a pas lieu si l'autre Partie déclare qu'à son avis le différend n'appartient pas à la catégorie des questions à soumettre à un arbitrage obligatoire, à moins que le traité d'arbitrage ne confère au tribunal arbitral le pouvoir de décider cette question préalable ;

2° d'un différend provenant de dettes contractuelles réclamées à une Puissance comme dues à ses ressortissants, et pour la solution duquel l'offre d'arbitrage a été acceptée. Cette disposition n'est pas applicable si l'acceptation a été subordonnée à la condition que le compromis soit établi selon un autre mode.

Art. 20

Chacune des Parties a le droit de désigner un juge de la cour pour prendre part, avec voix délibérative, à l'examen de l'affaire soumise à la Délégation.

Si la Délégation fonctionne en qualité de commission d'enquête, ce mandat peut être confié à des personnes prises en dehors des juges de la cour. Les frais de déplacement et la rétribution à allouer aux dites personnes sont fixés et supportés par les Puissances qui les ont nommées.

Art. 21

L'accès de la cour de justice arbitrale, instituée par la présente convention, n'est ouverte qu'aux Puissances contractantes.

Art. 22

La cour de justice arbitrale suit les règles de procédure

édictées par la convention pour le règlement pacifique des conflits internationaux, sauf ce qui est prescrit par la présente convention.

Art. 23

La cour décide du choix de la langue dont elle fera usage, et des langues dont l'emploi sera autorisé devant elle.

Art. 24

Le Bureau international sert d'intermédiaire pour toutes les communications à faire aux juges au cours de l'instruction prévue à l'article 63, alinéa 2 de la convention pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

Art. 25

Pour toutes les modifications à faire, notamment aux Parties, aux témoins et aux experts, la cour peut s'adresser directement au gouvernement de la Puissance sur le territoire de laquelle la notification doit être effectuée. Il en est de même s'il s'agit de faire procéder à l'établissement de tout moyen de preuve.

Les requêtes adressées à cet effet ne peuvent être refusées que si la Puissance requise les juge de nature à porter atteinte à sa souveraineté ou à sa sécurité. S'il est donné suite à la requête, les frais ne comprennent que les dépenses d'exécution réellement effectuées.

La cour a également la faculté de recourir à l'intermédiaire de la Puissance sur le territoire de laquelle elle a son siège.

Les notifications à faire aux Parties dans le lieu où siège

la cour peuvent être exécutées par le Bureau international.

Art. 26

Les débats sont dirigés par le Président ou le Vice-Président et, en cas d'absence ou d'empêchement de l'un et de l'autre, par le plus ancien des juges présents.

Le juge nommé par une des Parties ne peut siéger comme président.

Art. 27

Les délibérations de la cour ont lieu à huis clos et restent secrètes.

Toute décision est prise à la majorité des juges présents. Si la cour siège en nombre pair et qu'il y ait partage des voix, la voix du dernier des juges, dans l'ordre de préséance établi d'après l'article 4, alinéa 1, ne sera pas comptée.

Art. 28

Les arrêts doivent motivés. Ils mentionnent les noms des juges qui y ont participé ; ils sont signés par le président et par le greffier.

Art. 29

Chaque Partie supporte ses propres frais et une part égale des frais spéciaux de l'instance.

Art. 30

Les dispositions des articles 21 à 29 seront appliquées par analogie dans la procédure devant la délégation.

Lorsque le droit d'adjoindre un membre à la délégation n'a été exercé que par une seule Partie, la voix du membre adjoint n'est pas comptée, s'il y a partage de voix.

Art. 31

Les frais généraux de la cour sont supportés par les Puissances contractantes.

Le conseil administratif s'adresse aux Puissances pour obtenir les fonds nécessaires au fonctionnement de la cour.

Art. 32

La cour fait elle-même son règlement d'ordre intérieur qui doit être communiqué aux Puissances contractantes.

Après la ratification de la présente convention, la cour se réunira aussitôt que possible, pour élaborer ce règlement, pour élire le président et le vice-président ainsi que pour désigner les membres de la délégation.

Art. 33

La cour peut proposer des modifications à apporter aux dispositions de la présente convention qui concernent la procédure. Ces propositions sont communiquées par l'intermédiaire du gouvernement des Pays-Bas aux Puissances contractantes qui se concerteront sur la suite à y donner.

TITRE III

DISPOSITIONS FINALES

Art. 34

La présente convention sera ratifiée dans le plus bref délai possible.

Les ratifications seront déposées à La Haye.

Il sera dressé du dépôt de chaque ratification un procès-

verbal, dont une copie, certifiée conforme, sera remise par la voie diplomatique à toutes les Puissances signataires.

Art. 35

La convention entrera en vigueur six mois après sa ratification.

Elle aura une durée de douze ans, et sera renouvelée tacitement de douze ans en douze ans, sauf dénonciation.

La dénonciation devra être notifiée, au moins deux ans avant l'expiration de chaque période, au gouvernement des Pays-Bas qui en donnera connaissance aux autres Puissances.

La dénonciation ne produira effet qu'à l'égard de la Puissance qui l'aura notifiée. La convention restera exécutoire dans les rapports entre les Puissances.

Vu :

Le Président de la thèse,
André WEISS.

Vu :

Le Doyen,
F. LARNAUDE.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
L. LIARD.

TABLE DES MATIÈRES

	PAGES
INTRODUCTION.....	1
 PREMIÈRE PARTIE	
 CHAPITRE I	
CRITIQUES DE LA COUR PERMANENTE D'ARBITRAGE. — UTILITÉ DE LA PERMANENCE.....	7
 CHAPITRE II	
DE LA POSSIBILITÉ D'INSTITUER UN TRIBUNAL PERMANENT.....	17
 CHAPITRE III	
L'HISTORIQUE DU MOUVEMENT EN FAVEUR DE LA CRÉATION D'UN TRI- BUNAL PERMANENT D'ARBITRAGE.....	25
SECTION I. — <i>Peut-on trouver dans le passé des exemples de tribunaux permanents d'arbitrage?</i>	25
SECTION II. — <i>Les divers projets qui ont été proposés pour l'établissement d'un tribunal permanent d'arbitrage</i>	33
§ I. — La juridiction internationale envisagée comme suite d'une nouvelle organisation internationale ..	35
§ II. — La juridiction internationale envisagée comme institution principale et indépendante.....	42
<i>La Cour de Justice centre américaine</i>	58

DEUXIÈME PARTIE

La question de la permanence devant la deuxième Conférence de la paix	63
CHAPITRE I	
CARACTÈRES DE LA COUR DE JUSTICE ARBITRALE	71
CHAPITRE II	
COMPOSITION, ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT DE LA COUR	78
SECTION I. — <i>La composition de la Cour</i>	78
§ I. — La participation des puissances signataires à la nomination des membres de la Cour	78
§ II. — La représentation dans la cour des nations en litiges	101
SECTION II. — <i>Organisation et fonctionnement</i>	104
§ I. — Organisation de la Cour	104
§ II. — La délégation	115
SECTION III. — <i>Le fonctionnement de la Cour</i>	121
CHAPITRE III	
COMPÉTENCE DE LA COUR ET DE LA DÉLÉGATION	126
CHAPITRE IV	
LA PROCÉDURE. — LA PROCÉDURE SOMMAIRE D'ARBITRAGE	137
CHAPITRE V	
ÉCHEC DU PROJET. — DISPOSITIONS FINALES	158
CONCLUSION	165
ANNEXE	
Projet d'une convention relative à l'établissement d'une Cour de justice arbitrale	169

INDEX BIBLIOGRAPHIQUE

- ACREMANT. — *La procédure dans les arbitrages internationaux*. Paris, 1905.
- Actes et Documents de la première Conférence de la paix*, 1 vol. La Haye, 1899.
- Actes et Documents de la seconde Conférence de la paix*, 3 vol. La Haye, 1909.
- Actes et discours* de M. Ruy BARBOSA. — 2^e Conférence de la paix. La Haye, 1907.
- AHRENS. — *Cours de Droit naturel*, 2 vol. Bruxelles, 1868.
- ANDRE. — *De l'Arbitrage obligatoire dans les rapports internationaux*. Paris, 1903.
- BALCH (Thomas-Willing). — « L'évolution de l'arbitrage international », *R. D. I.*, 1908.
- BLUNTSCHLI. — *Le Droit international codifié*. traduction LARDY, 4^e éd., 1886.
- BONFILS et FAUCHILLE. — *Manuel de droit international public*, 6^e éd. Paris, 1912.
- CALVO. — *Droit international théorique et pratique*, 4^e éd. Paris, 1888. 3 vol.
- DARRAS. — « De certains dangers de l'arbitrage international », *Revue générale de droit international public*, 1899. 1

- DESCAMPS. — « Essai sur l'organisation de l'arbitrage », *Revue de droit international et de législation comparée*, 1899.
- DESJARDINS (A.). — « La Conférence de La Haye et l'arbitrage international », *Revue des Deux-Mondes*, t. CLV.
- DESPAGNET. — *Cours de droit international public*, 4^e éd. Paris, 1911.
- DREYFUS (F.). — *L'arbitrage international*. Paris, 1892.
- DUMAS (J.). — *Les sanctions de l'arbitrage international*. Paris, 1905.
- DUNKER-CURTIUS. — « Cassation et arbitrage », *Revue de droit international et de législation comparée*, 1910.
- DURUY. — *Histoire des Grecs*. Paris, 1896, 2 vol.
- FAUCHILLE. — Voir BONFILS.
- FERAUD-GIRAUD. — « Des traités d'arbitrage général et permanent » *R. D. I.*, 1897.
- FIORÉ (Pasquale). — *Le droit international codifié*. Paris, 1911.
- FROMAGEOT. — Rapport fait à la société de législation comparée le 22 janvier 1908. *Bulletin mensuel de la Société de législation comparée*, février 1908.
- FUNCK BRENTANO et SOREL. — *Précis du droit des gens*, 3^e éd. Paris, 1900.
- FUSTEL DE COULANGE. — *La cité antique*, 17^e éd. Paris, 1900.
- GOLDSCHMIDT. — « Projet de règlement pour tribunaux arbitraux internationaux », *R. D. I.*, 1874.
- GRASSERIE (R. DE LA). — *Des moyens pratiques pour parvenir à la suppression de la paix armée et de la guerre*. Paris, 1894.
- HEFFTER. — *Droit international de l'Europe*, traduit par BERGSON. Paris, 1873.
- KAMAROWSKY. — *Le tribunal international*, traduction de WESTMAN. Paris, 1887.

- KLÜBER. — *Droit des gens moderne de l'Europe*, édition revue et annotée par A. OTT. Paris, 1861.
- LAPRADELLE (DE). — « La Conférence de la paix », *R. D. I. P.*, t. VI.
- LAPRADELLE (DE) et POLITIS. — *Recueil des arbitrages internationaux*. Paris, 1905.
- LARROQUE. — *De la guerre et des armées permanentes*. Paris, 1856.
- LAUR NT. — *Études sur l'histoire de l'humanité*, t. III. Bruxelles, 1862.
- LAVELEY (DE). — *Causes actuelles de guerre en Europe*.
- LAWRENCE. — *Commentaires sur les éléments du droit international*. Leipzig, 1880, 4 vol.
- LEMONON. — *La seconde Conférence de la paix*. Paris, 1908.
- Livre jaune*. — Conférence internationale de la paix. — Documents diplomatiques publiés par le Ministre des affaires étrangères. Paris, 1899 et 1907.
- LORIMER. — *Principes de droit international*, traduit de l'anglais par E. NYS. Paris, 1835. 1 vol.
- LORIMER. — « Proposition d'un congrès international », *R. D. I.*, 1871.
- MAISTRE (Joseph DE). — *Du pape*, nouvelle édition. Paris, 1862.
- MARTENS (F. DE). — *Traité de droit international*, traduction M.-A. LEO, 3 vol. Paris, 1883-1887.
- MARTENS (F. DE). — *La paix et la guerre*, traduit par le comte DE SANCÉ. Paris, 1901.
- MARTENS (F. DE). — *La Conférence de la paix à La Haye*, traduit par DE SANCÉ. Paris, 1900.
- MARTENS (G.-F. DE). — *Précis du droit des gens moderne de l'Europe*, 2 vol. Paris, 1864.
- MERIGNHAC. — *La Conférence internationale de la paix*. Paris, 1900.
- MERIGNHAC. — *L'arbitrage international*, Paris, 1895.

- MÉRIGNHAC. — « L'autorité de la chose jugée en matière d'arbitrage », *R. D. I. P.*, 1898.
- MOLINARI (DE). — *Grandeur et décadence de la guerre*. Paris, 1898.
- MONGINS (DE ROCQUEFORT DE). — *Solution juridique des conflits internationaux*. Paris, 1889.
- NYS (E.). — « Le droit international et la Papauté », *R. D. I.*, 1878.
- NYS (E.). — « L'arbitrage », *R. D. I.*, 1906.
- NYS (E.). — « La revision de la sentence arbitrale » *R. D. I.*, 1910.
- OZANAM (Ch.). — *La Juridiction internationale des prises maritimes*. Paris, 1910.
- PERIN (Ch.). — *Les lois de la société chrétienne*, 2 vol. Paris, 1876.
- PERIN. — *L'ordre international*. Paris, 1888.
- PILLET. — *Recherches sur les droits fondamentaux des États dans l'ordre des rapports internationaux*. Paris, 1899.
- PILLET. — *Lettre sur l'arbitrage* adressée à M. DE STEAD. Paris, 1899.
- PILLET. — *La cause de la paix et les deux Conférences*.
- POIGNANT DU FONTENIOUX. — *De l'évolution de l'idée de tribunal permanent d'arbitrage à travers les âges et de son avenir*. Poitiers, 1904.
- POLITIS. — Voir DE LAPRADELLE.
- PRADIER-FODÈRÉ. — *Traité de droit international public européen et américain*. Paris, 1885-1897, 7 vol.
- RAFFALOVICH. — *La Conférence de la paix*, mémoire lu à l'Académie des sciences morales et politiques de France, le 28 octobre 1899.
- RENAULT. — *Introduction à l'étude du droit international*. Paris, 1879.

- RENAULT. — *Les deux Conférences de la paix, 1899 et 1907.* Paris, 1908.
- REVON. — *L'arbitrage international.* Paris, 1892.
- ROLIN-JACQUEMIN. — « Quelques mots sur la phase nouvelle du différend anglo-américain, » *R. D. I.*, 1872.
- ROUARD DE CARD. — *L'arbitrage international dans le passé, le présent et l'avenir.* Paris, 1877.
- SIGAUD. — *Confédération européenne.* Paris, 1859.
- SOREL. — Voir FUNCK-BRENTANO.
- SUMNER-MAINE (H.). — *Le droit international, la guerre.* Paris, 1890.
- TARDIEU (A.). — « La Conférence de la Haye », *Revue des Deux-Mondes*, 15 juin 1907.
- VALMIGERE. — *De l'arbitrage international.* Paris, 1898.
- VATTEL. — *Le droit des gens.* Paris, 1863, 3 vol.
- WEISS. — *Le droit Fétial et les Fétiaux à Rome.* Paris, 1883.
- WEISS. — « L'arbitrage de 1909 entre la Bolivie et le Pérou, » *R. D. I. P.*, 1910.
- WESCHER. — *Etude sur le monument Bilingue*, mémoire lu à l'Académie des inscriptions et belles lettres, le 3 mars 1865.

